

Le FROLINAT « dégage sa responsabilité » dans l'affaire des otages

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dirr; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 12 sch.; Danemark, 13 kr.; Espagne, 16 pes.; France, 20 fr.; Grèce, 20 dr.; Irlande, 10 ir.; Italie, 200 L.; Japon, 200 y.; Lettonie, 13 L.; Lituanie, 10 L.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Royaume-Uni, 10 p.; Suède, 1 kr.; Suisse, 1 fr.; T.S.G., 60 esc. vénétois, 10 esc.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS

25427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-33 Paris

Tél. Paris 850512

Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Accord commercial des Neuf avec la Chine

Le premier accord commercial entre la Communauté européenne et la Chine a été paré, vendredi 3 février à Bruxelles, après quelques jours de négociations officielles. Il s'agit d'un accord non préférentiel d'une durée de cinq ans qui a une double portée politique et économique.

Leon Sir Roy Denman, qui conduisait la délégation de la C.E.E., ce texte « illustre l'excellente qualité des relations entre la République populaire de Chine et la Communauté ». Il établit « une base pour le développement des échanges commerciaux, qui pourrait avoir une signification majeure dans les années à venir ».

Les négociations n'ont pas toujours été faciles, en dépit du travail de préparation : les deux partenaires ont débattu toute la nuit de jeudi à vendredi sur la formulation d'une « clause de sauvegarde » que la Communauté tenait à inscrire dans l'accord. Les difficultés susceptibles de surgir doivent, en principe, être surmontées grâce au dialogue — et en tout cas à la consultation, en cas d'urgence — entre les deux parties. La Communauté entend se protéger contre les importations en provenance de la Chine qui pourraient mettre à mal des industries européennes. En outre, les échanges s'effectueront au prix du marché mondial, qui constitue aussi une précaution contre d'éventuelles ventes chinoises à bas prix.

La République populaire de Chine, quant à elle, « prendra favorablement en considération les importations en provenance de la C.E.E. Les autorités veulent à ce que les Neuf aient la possibilité de participer pleinement aux occasions du commerce avec la Chine. » Il s'agit, selon les experts bruxellois, d'un geste appréciable que les Chinois consentent pour la première fois. Cette « prise en considération favorable » de la part d'un pays à commerce d'État peut avoir des effets positifs pour les exportations de la Communauté.

Actuellement, les échanges commerciaux entre la Chine et la C.E.E. sont de faible importance. Le commerce s'élève à environ 3 milliards de dollars par an, cinq fois moins que le commerce entre la Communauté et les pays européens du Comecon. Durant les neuf premiers mois de 1977, la Chine a importé pour 770 millions de dollars de produits européens et exporté pour 670 millions. Dans l'avenir, afin de parvenir à un meilleur équilibre, les Neuf pourraient acheter davantage de matières premières chinoises (charbon, pétrole, tungstène).

Classique dans son contenu, comportant l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée, l'accord commercial, qui devrait être officiellement signé à Bruxelles fin mars, intervient au moment où la Chine s'oriente vers une accélération de son développement industriel et donc vers un accroissement de ses achats de biens d'équipement et de technologie. Il n'en reste pas moins que le Japon, qui considère son voisin comme un pays économiquement « complémentaire », restera de loin le principal fournisseur de la République populaire. Pour améliorer les échanges sino-européens, une commission mixte se réunira une fois l'an, tantôt à Pékin, tantôt à Bruxelles.

La Chine nourrit à l'heure actuelle un faible espoir pour l'Europe. La signature de l'accord « insère dans ce jeu mondial, alors que les Neuf ne parviennent pas à mettre au point un texte de même nature avec les pays de l'Est. Selon l'hebdomadaire soviétique « Nedelja », cité par l'agence Tass, la Chine « cherche à mettre à profit ses relations avec la C.E.E. pour opposer les pays occidentaux à l'U.R.S.S. ». « Le but des négociations de Bruxelles serait, selon le journal soviétique, « de discréditer les ententes réalisées à la conférence européenne d'Helsinki, d'aggraver la situation sur le continent européen et, enfin, d'appeler à renverser le bloc agressif de l'OTAN ».

Les Grands et le Proche-Orient

Le « Front arabe de résistance » souhaiterait un engagement plus grand de l'U.R.S.S.

Alors que le président Sadate entame, à Camp-David, ses entretiens avec M. Carter, la conférence « au sommet » des pays membres du « Front arabe de résistance » devait clôturer ses travaux ce samedi 4 février à Alger par la publication d'une « charte » destinée à institutionnaliser le rassemblement créé à Tripoli au début de décembre contre le chef de l'Etat égyptien. Selon notre correspondant, les pays du Front souhaitent que l'U.R.S.S. s'engage plus à fond pour empêcher l'instauration d'une « pax americana » dans le monde arabe.

● A MOSCOU, l'agence Tass, commentant le voyage de M. Sadate à Washington, a souligné que le chef de l'Etat égyptien — après avoir abattu toutes ses cartes et rompu ses relations avec ses frères et amis, ne pouvait qu'accepter les solutions israélienne et américaine de règlement, ou bien quitter la scène politique ».

● A JERUSALEM, M. Begin a affirmé pour sa part qu'il ne nourrissait aucune inquiétude au sujet de la tournée du président Sadate aux Etats-Unis et en Europe. « Les Juifs américains, britanniques et français, a-t-il dit, sont plus que jamais unis avec Israël, et nul ne parviendra à enfoncer un coin entre Israël et les Juifs américains. »

● A WASHINGTON, les milieux officiels ne s'attendent pas à des « développements importants » à la suite des entretiens de Camp-David.

M. Sadate confère avec M. Carter

De notre correspondant

Washington. — Le secret des entretiens Carter-Sadate sera bien gardé, au moins pendant les deux premiers jours. La Maison Blanche a réussi à décourager tous les journalistes de suivre les deux présidents à Camp-David, dans le Maryland, où M. Carter se rend souvent en fin de semaine, mais où il n'avait reçu encore aucun dirigeant étranger. Seul, M. Jordan, principal conseiller politique de M. Carter, a été admis dans la sanctuaire, le premier soir, en compagnie des deux présidents, de leurs épouses et de la délégation égyptienne.

Les brefs discours prononcés par MM. Carter et Sadate au cours de la cérémonie d'accueil à la Maison Blanche, vendredi, ont donné quelque idée de l'état d'esprit dans lequel sont abordés les entretiens. Pour le président égyptien, il s'agit d'appeler les Etats-Unis, et plus généralement « les Américains », à

distinguer « le vrai du faux, la justice de l'injustice », à faire en sorte que les perspectives « fragiles et vulnérables » de paix ne soient pas sabotées par « la rigidité idéologique ou le fanatisme ».

Parlant avant lui, M. Carter avait été beaucoup plus prudent. Réaffirmant son désir de « maintenir le rythme » du processus de paix, il a indiqué que la « première responsabilité » dans cet effort revient aux pays engagés dans des négociations directes et s'est borné à confirmer l'engagement des Etats-Unis de contribuer à ce processus. Les porte-parole officiels sont restés tout aussi réservés, mettant en garde contre tout espoir de « développements importants » au cours de cette visite, conformément à l'esprit du gouvernement de donner à cette visite, dans la mesure du possible, un « profil bas ».

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 4.)

Les deux camps divisés

De nouvelles divergences apparaissent dans la majorité et au sein de la gauche

Après les propos tenus, vendredi soir 3 février, à Nancy, par M. Mitterrand et, à Paris, par M. Robert Fabre, le débat entre les porteurs de la gauche se concentre sur la question de la composition d'un éventuel gouvernement et du programme qu'il appliquerait. Les porte-paroles du parti communiste refusent d'envisager une reprise des négociations avant que ne soient connus les résultats du second tour. M. Marchais souhaite, pour sa part, que les discussions reprennent au lendemain du 12 mars.

Dans la majorité, l'annonce de la création de l'Union pour la démocratie française est dénoncée par M. Jacques Chirac comme une « mesquinerie partisane ». Le premier ministre n'a toujours pas officiellement la tête du courant giscardien, mais son cabinet insiste auprès des candidats de l'U.D.F. pour qu'ils se démarquent des représentants du parti gaulliste.

Le discours du président de la République à Verdun-sur-le-Doubs le 27 janvier dernier, ne semble pas avoir sensiblement modifié l'attitude de l'opinion publique à l'égard des formations de la majorité. Si l'on en juge en tout cas par le sondage réalisé entre le 30 janvier et le 1er février par l'Institut Louis-Harris et publié ce samedi par le *Matin* et le *Nouvel Observateur*, giscardiens, centristes, radicaux et gaullistes ne parviennent toujours qu'à recueillir 45 % des intentions de vote au premier tour, pourcentage sans changement par rapport à une enquête réalisée dans les mêmes conditions du 12 au 16 janvier.

La traduction de ce sondage en nombre de députés donne 238 sièges à la majorité et 253 à la gauche, soit une différence de 15 qui a de quoi inquiéter le chef de l'Etat et son premier ministre.

La gauche demeure donc potentiellement majoritaire encore que le sondage en question traduise une baisse de 1 point en pourcentage des intentions de vote en sa faveur : 52 % le 16 janvier, contre 51 % le 1er février. Pourtant, le parti communiste et ses partenaires, le désaccord est toujours aussi profond, quelle qu'en soit l'apparence modérée de son relèvement il y a quelques semaines.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 5.)

LE P.D.G. DE MANUFRA NCE A DÉMISSIONNÉ

(Lire page 19.)

Des mesures pour enrayer la chute du franc ?

Après deux jours de chute ininterrompue, le franc avait perdu 3,5 % environ de sa valeur. Il avait touché à la veille du week-end ses plus bas cours historiques par rapport aux monnaies fortes, le deutsche-mark bondissant à 2,33 francs, le franc suisse à 2,50 francs, le florin à 2,18 francs et le franc belge à 0,15 franc. Quant au dollar, il était passé de 473 francs à près de 450 francs. Par rapport au début de 1977, le franc a ainsi perdu 11 % par rapport au deutsche-mark, 20 % sur le franc suisse, mais gagné 1,5 % sur le dollar. M. Barre s'est déclaré « prêt à prendre... toutes les mesures nécessaires... pour éviter une dévalorisation trop grande de notre monnaie ».

A Lyon, le premier ministre, qui avait, la veille, attribué le phénomène à des « causes psychologiques » — sans fondement économique — a réaffirmé qu'il s'agissait d'une « question de confiance des Français et de l'étranger dans l'avenir de la France ».

« Tout ce qui peut apparaître comme compromettant cette confiance... tout ce qui est fait et tout ce qui est dit de façon légère et inconséquente... est extrêmement dangereux pour la valeur et la stabilité de notre monnaie. Il y a un certain nombre de points, de propositions, qui sont avancés, dont tous les experts internationaux savent qu'ils conduisent à la désorganisation et au chaos dans l'économie française. Pourquoi voulez-vous qu'ils restent impassibles lorsqu'ils détiennent des tranches ? » Les leaders de l'opposition ont aussitôt réagi.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 18.)

Relance de la diplomatie indienne

Le chah d'Iran à New-Delhi

Commencée le jeudi 2 février, la visite du chah à New-Delhi coïncide avec une relance de la diplomatie indienne. Le ministre des affaires étrangères, M. Vajpayee, a plaidé pour la première fois en faveur d'un « concept d'interdépendance mutuelle entre nations allant de l'Iran à la péninsule d'Indochine et devant permettre

des échanges ininterrompus commerciaux, économiques et culturels ». Ce que l'Inde envisage, a-t-il précisé en substance, c'est une communauté d'Etats souverains et égaux. Si l'Europe est parvenue à former la communauté économique, il n'y a pas de raison que l'Asie ne soit pas capable d'en faire autant.

De notre envoyé spécial
GÉRARD VIRATTE

New-Delhi. — A l'automne 1974, le chah s'était prononcé en faveur de la construction d'une vaste association économique asiatique. Ce grand dessein, partagé dominamment avec les entretiens indo-iraniens.

Nourri par les deux puissances régionales auxquelles le président Carter a récemment rendu visite, il est accueilli avec réserve, sinon méfiance, par les Etats moins importants de la région. Grands ou petits, tous ces pays ont néanmoins en commun d'entretenir d'excellentes relations avec les Etats-Unis et de dépendre à des degrés divers de l'assistance économique sinon militaire de Washington. Tous ont repoussé le projet de pacte de sécurité asiatique cher à M. Brejnev. Le parti communiste indien, fidèle à Moscou, ne s'y est pas trompé, qui dénonce « toute tentative de formation d'un nouveau groupe régional réactionnaire ». Depuis la défaite du Congrès aux élections indiennes.

Des, l'U.R.S.S. n'a plus l'influence politique qu'elle avait auprès du gouvernement de New-Delhi. Mais la coopération économique et militaire avec l'Inde se poursuit comme auparavant.

Les nouveaux dirigeants indiens ne vont sans doute pas prêter l'oreille à une opération politique dirigée contre les pays communistes du moment où ils ne ont des liens économiques avec le Vietnam. L'Inde a cependant resserré récemment ses rapports avec les Etats-Unis. Les suites de la visite de M. Carter n'ont pas tardé à se faire sentir : Washington a rétabli le 20 janvier son assistance alimentaire interrompue en 1971, en s'engageant à livrer des surplus de légumes et d'huile végétale à l'Inde pour une valeur de 27 millions de dollars. Les conditions de remboursement de cette assistance sont très avantageuses : délai de grâce de dix ans, prêt à faible taux d'intérêt.

L'aide américaine va augmenter au cours des prochaines années : 60 millions de dollars (non compris les 27 millions) en 1977-1978 ; 90 millions l'année suivante. Elle aura toutefois pas l'ampleur qu'elle revêtait dans les années 60 et sera accordée pour l'essentiel dans le cadre multilatéral du consortium des pays qui fournissent une assistance à l'Inde.

Washington d'autre part a demandé à l'Inde, qui s'était plainte du protectionnisme des Etats-Unis, d'accorder des concessions douanières aux produits américains. Enfin, une délégation de représentants de cinquante-cinq multinationales, appartenant à neuf pays et présidée par M.O. Perseman, ancien secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture, vient de participer à une table ronde de quatre jours avec M. Desai

et les hauts responsables de l'économie indienne. Le but de cette rencontre — la première de ce genre ici — était d'explorer les secteurs où des apports de technologie et des investissements étrangers sont possibles en dépit des nombreuses mesures restrictives existantes.

Ces secteurs sont limités car l'Inde ne se développe à l'abri d'un marché protégé. Derrière la préoccupation exprimée par les autorités d'élargir les relations économiques avec les pays asiatiques, il y a le souci d'appuyer la percée de cette industrie sur les marchés extérieurs, la demande intérieure demeurant insuffisante.

La visite du chah à New-Delhi marque le resserrément des relations entre l'Iran et l'Inde. Le rapprochement entre les deux pays a été amorcé en fait il y a cinq ans, lorsque Mme Gandhi était au pouvoir.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

LA GRIPPE

Dieu est mort. Presque tout le monde a reçu le faux-pas. Marx est également décadé, parait-il. Le franc connaît un brutal accès de faiblesse et l'air Raymond Barre risque de l'imiter.

Il pleut tous les jours. L'hiver n'en finit pas. Le yen craint une chute. L'Etat italien jérépité. Et moi j'ai la grippe.

Quelle époque !
FRANÇOIS BOTT.

Le plan de lutte contre la violence

Les policiers estiment qu'ils risquent de se trouver en situation illégale

Les policiers estiment qu'ils sont conduits à travailler dans des conditions illégales. C'est ce qui ressort d'une déclaration commune de la Fédération autonome des syndicats de police, du Syndicat des commissaires de police et hauts fonctionnaires de la police nationale, ainsi que du Syndicat national autonome des policiers en civil. Cette déclaration intervient après celle de la Fédération autonome, qui avait déjà critiqué « la fouille des véhicules et la perquisition d'habitations en l'absence d'officiers de police judiciaire ».

Mais ces propos ne concernent pas que l'affaire Empain, puisqu'ils visent également, pour la condamner, la création de forces de sécurité suppléantes dans les banlieues des grandes villes, les policiers craignant que l'on n'en vienne à « la création de milices armées privées, formations tactiques ». C'est donc une large part du plan gouvernemental contre la violence que critiquent les syndicats de policiers.

(Lire page 7.)

L'IMPARTIALITÉ AU PETIT ÉCRAN

Télé-pouvoirs

Le Livre blanc des journalistes de FR 3, « l'Information bâillonnée », sera rendu public, mardi 7 février, au cours d'une conférence de presse. Ce serait donc encore cette chaîne, celle des régions et de l'outre-mer, qui ferait — rappelez-vous les municipales — l'objet des pressions politiques les plus pesantes et les plus insidieuses. Interventions intempestives des notables, des élus et des grands commis de l'Etat, conseils de prudence et consignes de silence.

Mais peut-on vraiment dire que, sur l'ensemble du réseau, dans nos journaux télévisés — pour ne mentionner qu'eux, les magazines ayant une audience infiniment plus limitée, — à l'heure des actualités, les points de vue de l'opposition et ceux de la majorité soient également représentés ? Doit-on trouver normales, par exemple, la place et l'importance données sur toutes les chaînes, jeudi dernier, sous contre-poin, aux affirmations de M. Michel Poniatowski sur le nombre de ministres que réclamerait le parti communiste en cas de victoire de la gauche ?

Les Français en viennent souvent à trouver légitimes — sans doute est-ce la force de l'habitude — ces détournements du service public au profit des « ténors » de la majorité. Si, depuis la réforme de l'O.R.T.F., les informations ne sont plus ce qu'elles étaient sous le « règne » du général de Gaulle et de son successeur, de simples bulletins de cour, elles sont encore loin de faire preuve de la neutralité et de la liberté dant bénéficient la plupart des sociétés de télévision dans les pays qui nous entourent.

Lire page 11 l'article de CLAUDE SARRAUTE.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE FÉVRIER

LE VOTE DES ENSEIGNANTS

(Un sondage exclusif de la SOFRES)

مكتبة المصلح

idées

PHILOSOPHIE

De Lucrèce à Michel Serres
ou l'économie d'une catastrophe

par MARYSE PETITGAND (*)

Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Ces questions, à l'échelle humaine, qui retournent le philosophe, voient leur sens profondément modifié, lorsqu'il s'agit de la science, et plus particulièrement de la physique. Michel Serres, qui a consacré son livre à la catastrophe, nous propose de réfléchir à la catastrophe en tant que telle, et non pas comme un événement extérieur à la science.

versions doublées ; aussi pour un philosophe d'aujourd'hui ne prendrait-il pas « ce beau risque », dont parlait déjà Platon, de rendre la science communicable, par d'autres moyens, bien sûr, que ceux de la vulgarisation ? Ni traducteur ni traitre. Fidèle messager des dieux, Hermès (1) : dieu de l'éloquence, du commerce et... (des voleurs !). J'espère que cela ne déplaira pas à Michel Serres de voir apparaître de la sorte le titre de ses œuvres majeures, et plus précisément cette lecture de Lucrèce (2), qu'il vient de nous livrer et qui est bouleversante. A mon avis, Michel Serres est le seul, parmi nous, qui peut faire entrer chacun — comme l'a fait Gaston Bachelard, mais par des voies tout à fait différentes — dans la communauté scientifique. Il nous livre, en effet, sans que nous ayons à fournir d'entrée une caution mathématique ou linguistique, le texte même de la science contemporaine, de la physique jusqu'à l'histoire.

tre navigation et ce nouveau commerce que nous entreprenons avec la nature et ses sciences vont nous ouvrir le passage vers la culture et les sciences humaines. Hermès, après le Dédale, vient demander à Dédaleon ce qu'il désire. Eh bien ! Dédaleon désire des compagnons. S'agit-il de ce passage du Nord-Ouest ? de l'existence duquel on doutait encore ? (et que Michel Serres aurait trouvé, guidé par Lucrèce). Certes, les commentateurs se sont plu à relever les difficultés de cette doctrine traçant le long cheminement de l'humanité depuis l'état primitif jusqu'à l'état civilisé. La doctrine, semble-t-il, comme pour le clinamen, ne pourrait éviter l'écueil de l'insupportable en quelque sorte, lorsque apparaît de fait le progrès de l'intelligence contre une nature qu'elle informe pour le plus à ses besoins, et un « contrat social » qui institue des cités justes et pacifiques à l'encontre de la violence universelle.

Dès lors, une double analyse va provoquer un autre court-circuit, aussi aveuglant que celui de la mathématique archimédienne : la catastrophe, la catastrophe, le court-circuit de l'histoire de la nature et de l'histoire des hommes, de l'histoire des sciences et de l'histoire des religions. Nous avons parlé d'isomorphisme des modèles. Nous pouvons parler d'isomorphisme. L'isomorphisme part bien entendu encore du clinamen, qui n'est plus à considérer ici seule-

ment comme l'opérateur des formations mais comme déclin. 1) Nous allons à lire le théorème de la descente irréversible, l'usure des congruents qui forment le monde. Du chant I au chant VI du *De Natura Rerum*, c'est la dérive de l'Univers, la dérive de l'ordre au désordre. Au beau milieu du discours sur les atomes, ce traité de l'âme est donc bien placé qui — la théorie du clinamen étant isomorphe à celle de l'être — se connaît : « la nature tout entière court la dissolution et la mort ». Ne retrouvons-nous pas cela, lorsqu'en formulant mathématiquement la dégradation de l'énergie, avec Carnot et Clausius au dix-neuvième siècle, nous traduisons l'état de désordre toujours croissant de la matière ? « L'entropie de l'univers tend vers un maximum ». Principe qui est, selon Bergson, la plus métaphysique des lois de la nature. Entropie : fièvre du temps.

Psychologie
en miettes

Dans son livre sur la psychanalyse, le psychiatre allemand Schultz raconte sa rencontre avec Freud ; il s'exprime, observe-t-il, dans une langue classique et châliée. La première question qu'il lui posa fut : « Vous ne croyez pas réellement que vous êtes capable de guérir ? » En aucune façon, répondit Schultz, mais je pense, à la façon d'un jardinier, écartant les obstacles qui entravent la croissance personnelle. « Dans ce cas, nous nous entendons », ajouta Freud en souriant.

Les Chinois aiment à dire que la plus courte chemin qui mène à la découverte de soi passe par le monde entier.

C'est une psychanalyste, Ginette Rainbault, qui observe justement que, si le groupe social désigne la mort comme le pire des maux, chacun de nous pris individuellement reconnaît qu'il existe, au moins pour lui, autre chose de plus encore : l'infirmité, l'exclusion, la solitude, l'effort, la folie, bref, tout ce qui est perte d'intégrité physique ou mentale, perte d'estime ou d'amour. « N'être plus entier », n'être plus aimé — entre deux, écrit Ginette Rainbault, s'étend le champ des blessures narcissiques devant lesquelles la mort peut être souhaitée comme douce.

Curieusement, aujourd'hui, qui conçoit choisit d'exercer un contrôle sur sa propre mort (« Le suicide est un moyen d'indépendance », écrit déjà Benjamin Constant au dix-neuvième siècle », et, à cet égard, tous les pouvoirs le haïssent ») appartient presque de droit au psychiatrie. Ce dernier, qui considère toujours le désir de vivre comme une aspiration humaine légitime, mais pas le désir de mourir — sans doute n'a-t-il jamais entendu le célèbre cri : « Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort ! » — dira :

« Donnez-lui des électrochocs, des antidépresseurs, la lobotomie, même une longue vie à l'hôpital, mais ne le laissez pas choisir la mort ! ». Et, par ce biais, comme l'observe Szasz, il débouche à l'étrange humaine le seul valeur spirituelle dont il a besoin pour vivre une vie pleine de sens ou pour mourir d'une mort pleine de sens, elle aussi : le respect de ses propres décisions.

ROLAND JACCARD.

* Agrégée de philosophie.

Le tourbillon

Michel Serres nous montre que notre science moderne et contemporaine est plus âgée qu'on ne le pensait. Il suffit de citer ici, par exemple, l'interprétation passionnante qu'il donne de la déclinaison, ce clinamen, qui avait toujours été considéré, à cause de sa spontanéité, — de Cicéron à Marx, et aux déterministes modernes en général — comme une quadruple absurdité : logique, géométrique, mécanique, physique.

Alors qu'il suffit pour le comprendre, comme le fait la « révolution » scientifique moderne, de jouer Archimède contre Aristote : donc de réactualiser l'idée centrale — sa seule idée, même — l'idée d'écart et de déphasage ! En effet, avec l'histoire mathématique de l'angle apparaît en même temps que la courbe, nous passons d'une mathématique raffinée (déjà les différentielles), mais qui nous est familière (car elle est celle de notre praxis quotidienne, de nos travaux et de nos jeux, entre autres le jeu de la balle), au modèle physique non seulement du monde épicurien, mais du monde moderne. (Je rappelle que le clinamen désigne cette déviation brusque, en un lieu et un moment complètement indéterminés, d'un atome parmi les atomes tombant uniformément dans la vide, Michel Serres nous

propose le modèle d'une catastrophe, confusion et tumulte au sein de l'écoulement, l'écoulement, l'écoulement, l'écoulement. Il est comme le plus petit angle différentiel à la spirale tourbillonnaire, angle quasi nul à la formation d'une turbulence, et plus grande pente, qui est optimale.)

Cet « écart à l'équilibre », en somme, qui dissipe un état primordial de chaos duquel il ne pouvait rien naître ni exister, est donc à la fois l'origine et l'explication du tourbillon, qui condense les atomes comme la spirale condense les points. C'est bien l'origine des choses, et le commencement de l'ordre. Fleuves et turbulences : voici les deux voies qui mènent aux deux sciences à quoi se réduit toute la physique, toute physique : ne nous dit-on pas en général que la nature cherche un équilibre à travers la fluence et cherche la fluence à travers l'équilibre ? L'on ne peut qu'être frappé, en outre, de la façon dont le modèle physique non seulement du monde épicurien, mais du monde moderne. (Je rappelle que le clinamen désigne cette déviation brusque, en un lieu et un moment complètement indéterminés, d'un atome parmi les atomes tombant uniformément dans la vide, Michel Serres nous

Le sacrifice

Lire Lucrèce, ce n'est donc pas revenir à la source première, se délecter au jardin d'Épique avec quelques amis d'un poème en latin. C'est au contraire en par-

lant le langage de ce temps entrer de plain-pied dans la modernité scientifique. Continuons : nous aurons d'autres étonnements. Voici que no-

tre navigation et ce nouveau commerce que nous entreprenons avec la nature et ses sciences vont nous ouvrir le passage vers la culture et les sciences humaines. Hermès, après le Dédale, vient demander à Dédaleon ce qu'il désire. Eh bien ! Dédaleon désire des compagnons. S'agit-il de ce passage du Nord-Ouest ? de l'existence duquel on doutait encore ? (et que Michel Serres aurait trouvé, guidé par Lucrèce). Certes, les commentateurs se sont plu à relever les difficultés de cette doctrine traçant le long cheminement de l'humanité depuis l'état primitif jusqu'à l'état civilisé. La doctrine, semble-t-il, comme pour le clinamen, ne pourrait éviter l'écueil de l'insupportable en quelque sorte, lorsque apparaît de fait le progrès de l'intelligence contre une nature qu'elle informe pour le plus à ses besoins, et un « contrat social » qui institue des cités justes et pacifiques à l'encontre de la violence universelle.

Création, oui, d'un Lucrèce à demi fou ! Écrivant dans des moments de répit mental, se suicidant pour finir après la quarantaine ! Michel Serres ne donne pas la dernière. Les statues d'Hermès se tiennent aux carrefours. Il nous enseigne au contraire que Lucrèce, et les épicuriens, et tout ce discours de la science qu'il nous fait lire dans le texte — c'est là le sens

Economies

major de son travail, comme je l'ai dit en commençant — ne font pas la théorie d'une catastrophe, mais en présentent au contraire l'économie.

Sans doute parlons-nous partant du langage de l'économie et de la mort. Mais de même la science « sauve » les phénomènes, car elle établit l'ordre émergeant du désordre, en fondant les lois de la formation et de l'équilibre — dans la nature et dans l'histoire — de même, le poème « sauve » du bruit la parole humaine. Par la musique, évidemment, retour du rythme et de la mesure. Et nous pouvons donc localement remonter l'irréversible.

C'est le moment pour nous de rappeler que le texte de Lucrèce s'ouvre par une invocation à Vénus : « Obtiens que cependant les faibles traverses de la guerre à travers mers et terre s'apaisent assoupies ». Vénus nourricière née de l'écume, du tourbillon principal, par l'amour triomphe de Mars, le violent, le grand séducteur, en même temps que se lève au-dessus du poème la grande figure d'Épique. Calme de l'âme et lumière

Pierre Bayle, ou l'obsession du mal

par Jean LACROIX

Pierre Bayle, né en 1647 et mort en 1706, à l'âge de cinquante ans la philosophie des Lumières. Au dix-septième siècle, il a joué d'une extraordinaire renommée, et pendant longtemps on a admiré en lui l'impie qui s'est attaqué à l'autorité : on le représentait encore parfois comme l'annonciateur de l'esprit encyclopédique. Cependant, depuis le début de ce siècle, on le connaît mieux ; on a découvert qu'il était resté chrétien, protestant, et Mme Labrousse notamment a éclairé sa pensée en la référant au milieu religieux (huguenot) et philosophique (Descartes et Malebranche) qui fut le sien. Mais le livre de Pierre Bayle ou l'obsession du mal, que Jean-Pierre Jossua vient de lui consacrer, va directement et profondément jusqu'à la source de sa pensée et de son existence, intimement liées. Ainsi se manifeste, dans une forme et un style différents, l'extraordinaire actualité de ce philosophe chrétien qui fut, d'une certaine manière, le plus violent critique du christianisme.

Le problème du mal est avant tout un problème existentiel, parce que toute sa vie y a été affrontée, et Bayle ne tolérera pas que Leibniz s'imagine le résoudre abstraitement, par des syllogismes. Condamné à errer sans cesse comme un exilé, à la Réforme, et cependant en butte aux suspensions et vexations de ses coreligionnaires, n'ayant d'attachements profonds qu'avec sa famille, dont il doit vivre éloigné, cause involontaire de l'emprisonnement et de la mort en prison de son frère préféré, Jacob, auquel il avait envoyé son livre *Critique générale*, malade toute sa vie, il meurt comme un vieillard à cinquante-neuf ans. L'histoire de sa pensée sera celle d'une crise vécue. L'existence du mal lui paraît de plus en plus inconciliable avec celle d'un Dieu Tout-Bon et Tout-Puissant. Mais, aux objections contre la raison théiste et théologique, il opposera toujours la soumission inconciliable à la foi.

Le sentiment lancinant de la présence

envahissante du mal, c'est la réalité humaine. On peut dire que l'univers entier chante la gloire de Dieu, à condition d'ajouter que ce n'est pas le cas de l'homme, cet être « méchant et malheureux ». Les maux qui naissent de la faiblesse de notre raison ne sont pas moindres que les souffrances des autres, et les misères de toutes sortes. Il est vrai que l'homme est un être conscient, mais la conscience qu'il prend de ses maux ne fait que les redoubler et les prolonger. L'ultime question est la plus grave : Dieu semble avoir voulu que l'homme péchât et que le premier péché fût une chose contagieuse. Il a préparé au genre humain une vie de maux et, après cette vie, « un enfer où presque tous les hommes seront éternellement tourmentés ». Certes, notre univers comporte du bien : il est plutôt un mixte de bien et de mal. La question se pose alors — Bayle a beaucoup discuté avec les manichéens — d'une hypothèse dualiste, qu'il n'accepte pas, mais qui est une vraie tentation : le mal n'a-t-il pas une source différente de celle du bien ? En fait, il y a si peu de bien que nous n'avons pas à choisir entre le bien et le mal, mais entre le mal et le pire. Il n'est pas seulement inexplicable mais incompréhensible qu'un Dieu ait créé une telle situation pour des êtres qu'il aime. Les croyants veulent donner des explications philosophiques (ou théologiques) : elles sont encore plus scandaleuses que le problème lui-même. L'apologétique n'est qu'une forme hypocrite du mal.

Tout repose sur la même question fondamentale : comment le mal peut-il exister au regard de la bonté justement attribuée à Dieu ? Nabert, auquel on pense sans cesse en lisant le livre de Jossua, appelait le mal : l'injustifiable. C'est tout à fait la position de Bayle, mais, selon ses conceptions propres, il se fait le perpétuel interrogateur de Dieu : comment, sous l'emprise d'un être infiniment bon et puissant, les peines peuvent-elles trouver place ? La raison ne peut

admettre qu'un Dieu, capable de faire des créatures toujours saintes et heureuses, ait pu préférer qu'elles fussent criminelles et éternellement malheureuses. On objecte que le mal ne vient pas de Dieu, mais de l'homme, et qu'il lui est intérieur. Mais alors, qu'y a-t-il de si mal ? On dit encore que l'ignorance, l'erreur et la faute sont naturelles chez les hommes, mais que la bonté est une contrainte, puisqu'il faudrait aussi soutenir que les saints du paradis, qui ne deviennent pas Dieu et ne sont pas parfaits, ne sauraient exister sans pécher. Rationnellement, Bayle va jusqu'à déclarer absurde le fait d'un Dieu qui a besoin de souffrir pour montrer son amour et pardonner.

A ces multiples difficultés, la réponse est toujours la même : tout s'explique par la liberté humaine. Mais la liberté au sens de libre arbitre n'est pas certaine. Elle est même inconciliable avec la prescience et la prédestination. Ce n'est pas un argument de dire que les hommes croient à cette liberté : ceux qui n'examinent rien à fond s'imaginent que, mais ceux qui étudient et les ressorts et circonstances de leurs actions doutent pour le moins de leur « franc arbitre ».

En réalité, on peut et doit concevoir une forme plus élevée de la liberté : celle qui suit toujours les jugements de l'esprit et ne réside pas à ce qu'il est connu avec certitude comme bon et vrai. Quand on a pleinement compris une vérité, on ne peut s'empêcher de l'admettre. Cesse-t-on d'être libre quand on sait que 2 et 2 font 4 ? Au lieu de cette liberté raisonnée, liée au jugement, Dieu a prêté à l'homme une liberté indépendante de la raison qui risque de faire de lui « le plus indisciplinable des animaux ». Les meilleurs philosophes chrétiens emploient les pires sophismes pour justifier Dieu ; par exemple, Leibniz soutenant que le mal est purement négatif et qu'il est nécessaire dans l'ensemble de la création pour mieux éclairer le bien, comme l'ombre dans un tableau fait ressortir la lumière, ou Malebranche, affirmant que

Dieu doit à lui-même de n'imposer au monde que des lois générales, qui peuvent nécessairement aboutir à de mauvais résultats dans des cas particuliers. Pour ma part, quand je lis la théodicée leibnizienne, j'ai toujours envie de dessiner un procès d'assises où l'avocat, se tournant vers son client, Dieu, lui dit : « Ne t'en fais pas : je te ferai acquitter. »

Cependant, et c'est tout le paradoxe de cet étonnant penseur, la démarche baylienne s'achève par un recours au caractère ineffable des desseins divins. Le problème du mal engloberait la raison, mais la foi peut et doit nous soutenir. Un fidèle raisonneur, c'est ainsi que le qualifie Borne. Ce fidèle, Bayle semble bien l'avoir conservé toute son existence. Peu de jours avant sa mort, il écrivait à son ami Terson : « Je pense que je n'ai plus que quelques moments à vivre ; je meurs en philosophe chrétien, persuadé et pénétré des bontés et de la miséricorde de Dieu. » Que signifie, au début du dix-huitième siècle, mourir en un philosophe chrétien ? Philosophie avait bien des sens. Il pouvait signifier incrédule volontaire et obstinée : une « religion philosophique » dégageait de l'obligation de croire. Mais philosophie signifiait aussi, souvent, vivre en ascète : être philosophe, c'était pratiquer le détachement. Qu'apporte alors l'ajout « chrétien » ? Avec beaucoup de finesse et de nuances, Jossua montre que l'expression « philosophe chrétien » semble employée dans un sens de résignation nuancée d'espérance. Cette formule désignerait alors un détachement propre au philosophe et qui dépasse en même temps la philosophie : il le prépare à l'attachement suprême et il est accentué par la foi, colorée elle-même par l'espérance chrétienne.

* Pierre Bayle ou l'obsession du mal, par Jean-Pierre Jossua, Aubier-Montaigne 1977. 1 volume de 160 pages, et aussi l'article de Borne, « Un fidèle raisonneur : Pierre Bayle », dans le *Grès* 15-16 octobre 1977.

Le Monde

étranger

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le départ de M. Leber a permis au chancelier de rajeunir son équipe

Bonn. — Treize mois seulement après sa formation, le gouvernement de coalition social-démocrate et libéral subit un remaniement profond. Le chancelier Schmidt n'avait envisagé une telle réorganisation que dans le cours de l'année. Il y a été contraint par les événements, en particulier l'affaire d'espionnage Lufke et le scandale des écoutes téléphoniques et des micro du ministère de la défense. Après onze années de bons et loyaux services au sein du gouvernement, M. Leber est parti, sans que son honneur personnel ait d'ailleurs été mis en cause par qui que ce soit, parce qu'il n'était plus en mesure de contrôler ce qui passait dans son ministère.

Annoucé dans la journée du vendredi 3 février, il touche six ministères importants et introduit dans l'équipe dirigeante trois « jeunes » qui n'occupaient jusqu'ici que des fonctions de secrétaires d'Etat, et un quatrième qui n'était que député. Le rajeunissement devrait, selon le chancelier, donner « des impulsions nouvelles » à l'action d'un gouvernement qui manifestait des signes de fatigue.

Si de nouveaux visages apparaissent ainsi sur les bancs gouvernementaux, l'équilibre politique est cependant respecté. En ce qui concerne la défense, on s'attendait généralement que M. Apel abandonne les finances pour prendre en main les affaires de la Bundeswehr. Invoquant son manque de connaissance des affaires militaires, il a toutefois demandé le maintien en place du secrétaire d'Etat au ministère de la défense, M. Andreas von Bülow, auquel M. Schmidt voulait proposer un autre poste.

La seule surprise sur le plan politique est que le portefeuille des finances soit confié à M. Hans Matthöfer, jusqu'ici ministre de la recherche et de la technologie, et longtemps classé parmi l'aile gauche du parti social-démocrate. Il est vrai que M. Matthöfer a donné des gages suffisants à la majorité de son parti, en refusant de suivre ses amis hostiles au développement de l'économie monétaire.

Quant aux nouveaux membres du gouvernement, ils appartiennent à ce qu'on appelle le « centre gauche », l'éclectisme étant le premier terme plutôt que le second. Le benjamin est M. Volker Hauff, qui, à trente-sept ans, prend en main le ministère de la recherche et de la technologie, où il n'était, jus-

De notre correspondant

qu'à présent, que secrétaire d'Etat parlementaire. Jamais encore la République fédérale n'a connu un ministre aussi jeune. Auparavant, M. Hauff avait déjà été le plus jeune député et le plus jeune secrétaire d'Etat.

M. Jürgen Schmude, âgé de quarante ans, devient responsable de l'éducation. Il n'occupait aucun poste et a été surpris par sa nomination, décidée alors qu'il se trouvait en Afrique du Sud. Le portefeuille de la construction est attribué à M. Dieter Haack, connu en particulier pour sa grande piété, qui était également secrétaire d'Etat dans ce qui devient désormais son ministère. Enfin, M. Rainer Orferfeld, âgé de quarante ans, est désormais ministre de la coopération, après avoir été secrétaire d'Etat aux finances.

Les dirigeants libéraux ont promis de poursuivre loyalement leur coopération au sein du cabinet, renouvelé. Encore reste-t-il à voir si les rapports entre M. Apel et le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, seront aussi

harmonieux que dans le passé. L'ancien ministre de la défense, M. Leber, avait, en effet, laissé très largement à son collègue libéral le soin de définir l'attitude de la République fédérale dans les domaines comme celui du désarmement et de la coopération avec les alliés. Rien n'indique que M. Apel fasse preuve d'une égale souplesse.

Les réactions sont naturellement assez différentes chez les chrétiens-démocrates. Ceux-ci s'élèvent contre le fait qu'un domaine aussi essentiel que la défense soit confié à un homme qui, de son propre aveu, ne connaît rien aux choses militaires. Aussi le président de la C.D.U., M. Helmut Kohl, affirme-t-il que le remaniement pourra tout au plus retarder le processus de désintégration du gouvernement de M. Schmidt. S'il s'agit d'une « aggrégation manifeste », il n'en demeure pas moins que, depuis bien des semaines déjà, les ministères de la coalition avaient perdu tout élan, et se contentaient de réagir aux événements plutôt que de les devancer.

JEAN WETZ.

M. MATTHÖFER
ministre des finances

M. Hans Matthöfer, qui était jusqu'ici ministre de la recherche et de la technologie, est né le 25 septembre 1925 à Bochum. Il appartient à l'aile catholique du mouvement syndical, mais a été tenu durant sa jeunesse des liens très étroits avec la gauche et même l'extrême gauche du S.P.D.

Venant d'une famille ouvrière, M. Matthöfer est un autodidacte qui termina brillamment des études économiques et sociales à l'université de Francfort, puis qu'il alla à Madison, au Wisconsin. En 1957, il a occupé un poste d'expert dans la mission ouest-allemande auprès de l'O.C.D.E. à Washington d'abord, puis à Paris.

Revenu à l'action syndicale, il a remporté un grand succès en organisant les travailleurs de l'usine Ford à Cologne. En tant que membre de la Fédération internationale des syndicats libres, il a soutenu les militants ouest-allemands devant les tribunaux français.

Avant de se voir confier le portefeuille de la recherche et de la technologie, il avait occupé le poste de secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de la coopération dans le gouvernement de M. Willy Brandt.

PORTRAIT

M. HANS APEL

Un professionnel de la politique

« Je déclinerai, à coup sûr, l'offre de devenir ministre de la défense. » C'est ce qu'écrivait M. Hans Apel il y a seulement deux ans. Aujourd'hui, il s'installe dans le fauteuil laissé vacant par la démission de M. Leber.

Agé de quarante-cinq ans, le nouveau ministre de la défense a réussi le tour de force de s'assurer déjà sa place au sein de la « vieille garde » du parti social-démocrate. Certes, son visage continu de refléter une expression quelque peu naïve, voire enfantine ; mais cela n'empêche qu'il soit, depuis un certain nombre d'années déjà, considéré par les Allemands comme un professionnel de la politique.

C'est à lui que l'on a souvent eu recours au Bundestag, lorsqu'il s'agissait de défendre le gouvernement social-démocrate en difficulté. Son tempérament était particulièrement adapté à des tâches de ce genre. M. Apel ne manque pas de confiance en lui-même, ni même, parfois, d'une certaine agressivité. Celle-ci ne se manifeste d'ailleurs pas seulement à Bonn. Lors des négociations sur l'établissement du Fonds régional européen, où il représentait la R.F.A., non seulement il se permit de critiquer l'attitude de la France d'une façon tout à fait ouverte, mais il s'efforça aussi de dicter au public au gouvernement de Paris la politique qu'il aurait dû, selon lui, adopter. Même à Bonn, cette manière de négocier fut assez sévèrement jugée, et l'opposition chrétienne-démocrate lui reprocha de recourir à des méthodes un peu trop « brutales ».

L'un des atouts de M. Apel est la confiance dont il jouit de la part des chrétiens-démocrates. Tous deux sont originaires de Hambourg et partagent les mêmes convictions politiques. Chez les sociaux-démocrates se manifeste parfois un certain « patriotisme » de l'Allemagne du Nord. Ceux qui viennent de Hambourg et de ses environs se considèrent volontiers comme plus sérieux, plus solides, que les « méridionaux » de la Rhénanie. Des gens de ce genre ne sont pas réticents à se battre.

Né le 25 février 1932 dans une famille petite-bourgeoise, M. Apel a été contraint, durant sa jeunesse, de se battre durement pour assurer son ascension

sociale. Après avoir fait son apprentissage dans le commerce, il obtint un doctorat de sciences politiques sous la direction du professeur Karl Schiller, qui devait devenir le « super-ministre » de l'économie et des finances dans le gouvernement du chancelier Brandt.

Au début de sa carrière, M. Apel se consacra tout particulièrement à l'Europe. A la fin des années 60, il devint ténor du parti social-démocrate, poste qui lui permit de se familiariser avec les langues française et anglaise, dans lesquelles il s'exprime aujourd'hui sans le moindre effort. Une dizaine d'années plus tard, et après avoir été élu au Bundestag, il se vit attribuer le poste de secrétaire d'Etat pour les affaires européennes au ministère des affaires étrangères, qui était alors dirigé par M. Walter Scheel. Sa réputation de politicien pragmatique trouva à une occasion de se confirmer. M. Apel n'a jamais accepté « l'Europe des patries » et s'est toujours prononcé pour une authentique fédération des Etats européens, tout en reconnaissant que cette route sera « encore très longue ». Invoquant à sa manière la philosophie hégélienne, il a souvent soutenu que l'accumulation « quantitative » de mesures communautaires pourrait, en fin de compte, aboutir à un changement « qualitatif » dans les rapports entre les nations.

Au poste de ministre des finances, qu'il occupa jusqu'à ces derniers jours, M. Apel a joué le rôle d'un technocrate efficace, demeuré fidèle à sa philosophie orthodoxe des « sociaux-démocrates allemands ». Puisse que de ce genre de trop gros risques initiaux, il s'est fermement opposé aux pressions de ceux qui voudraient voir la République fédérale relancer l'économie mondiale à ses propres dépens. Dans cette tâche, il n'a négligé aucun effort. Il s'efforçait véritablement de nouvelles responsabilités au ministère de la défense dans le même état d'esprit. Il est vrai que, tout en étant un bon ouvrier du travail, M. Apel n'a jamais été un homme d'initiative, de trouver le temps nécessaire pour s'intéresser à la musique classique, au jardinage et à son vieux club de football de Sankt-Pauli, à Hambourg. — J. W.

M. Klarsfeld publie des documents signés des principaux responsables de la déportation des juifs français et belges

Au moment où l'assassinat de quelques six millions de juifs européens par les nazis au cours de la dernière guerre est contesté par des groupements divers, M. Serge Klarsfeld et sa femme Beate ont annoncé au cours d'une conférence de presse, vendredi 3 février à Paris la publication de deux ouvrages de références, qui constituent à leurs yeux les actes d'accusation irréfutables de quelques-uns des principaux responsables de la déportation et de la mort des juifs français et belges (1).

Le premier de ces ouvrages, écrit en allemand par M. Klarsfeld sous le titre *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich* (La solution finale de la question juive en France), contient cent trente-six documents émanant des autorités d'occupation allemandes entre 1941 et 1944. Classés par ordre chronologique, ils prouvent de la « section anglaise » de la Gestapo et expliquent, dans toute leur sécheresse administrative, comment « une petite équipe allemande appuyée par la police de Vichy », a souigné l'autorité, par un décret, exterminé quatre-vingt mille personnes, dont dix mille enfants.

Parmi les signataires ou les destinataires de ces lettres et circulaires figurent trois des hommes qui portent les plus lourdes responsabilités dans le massacre de la population juive : Kurt Lischka, chef de la Gestapo en France, aujourd'hui procureur en retraite à Cologne ; Herbert Hagen, chef de la police de Bordeaux et conseiller politique de la SS en France, aujourd'hui directeur commercial à Warenden ; et Ernst Achenbach, chef de la section politique de l'ambassade allemande à Paris sous l'occupation. Mais on y trouve également les noms d'Ernst Heintze, qui s'est occupé plus particulièrement de la déportation des enfants et des vieillards, et qui est aujourd'hui avocat à Mülheim ; le bourgmestre de Burgsteinfurt, Ernst Dietrich Ernst, chef de la police d'Angers, aujourd'hui notaire et avocat à Leer ; Fritz Merdsche,

(1) Les deux ouvrages sont disponibles gratuitement au Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

chef de la police d'Orléans, responsable, entre autres, de l'assassinat de trente personnes âgées vivantes dans un puits près de Bourges « parce qu'il n'y avait pas de transport pour le camp de Drancy », aujourd'hui juge retraité et journaliste juridique à Francfort ; August Moritz, adjoint aux chefs des polices d'Orléans, de Marseille et de Lyon, employé à Hambourg ; Karl-Heinz Müller, chef de la Gestapo de Toulouse, aujourd'hui commissaire principal à la retraite.

A ces noms, M. Klarsfeld a ajouté ceux de deux des principaux responsables de la déportation et de la mort de vingt-cinq mille juifs de Belgique : Ernst Ehlers, juge retraité au Schleswig, et Kurt Asche, employé à Hambourg.

M. Klarsfeld a présenté un autre ouvrage *La solution finale de la question juive : essai sur ses principes dans le Reich et en France* sous l'occupation, de Joseph Billig, expert du Centre de documentation juive contemporaine. Comme le premier, cet ouvrage est accompagné d'un index bibliographique et d'une bibliographie.

Le premier de ces ouvrages, a indiqué M. Klarsfeld, sera envoyé sous les parlementaires et responsables des affaires publiques d'Allemagne fédérale. Il s'agit, a expliqué l'auteur, de prouver que la « solution finale » était connue de tous ceux qui étaient, à un degré quelconque, chargés de l'appliquer, et que certains responsables avaient suffisamment de pouvoir pour tenter, au moins, d'éviter ou de retarder la déportation des hommes, femmes et enfants qu'ils avaient fait arrêter.

La liste complète des morts

M. Klarsfeld publiera prochainement un troisième ouvrage de six cent cinquante pages, qui contiendra la liste complète des juifs arrêtés en France et disparus dans les camps nazis, avec leurs dates et lieux de naissance et l'histoire de leur convoi de déportation.

M. Klarsfeld espère que la publication de ces documents va permettre enfin l'ouverture, en Allemagne fédérale, d'un grand procès de tous les responsables de la déportation des juifs français et belges.

En attendant, a-t-il indiqué, la B.B.C. diffusera, le 20 février, une émission de cinquante minutes sur la radio anglaise, au cours de laquelle il sera fait un tour des interviews de Hagen et de Lischka. Hagen explique notamment qu'il croyait à l'époque que les juifs arrêtés étaient expédiés en Pologne pour la fin de la guerre, et qu'ensuite ils seraient envoyés en Palestine pour être « enfin chassés ». — N.B.

A TRAVERS LE MONDE

Congo

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES a lancé, vendredi 3 février, un pressant appel : au gouvernement congolais pour qu'il cesse l'exécution « n'importe où » de la « solution finale », dans un communiqué remis à la presse par M. Jean-Pierre Mignard. Par ailleurs, plusieurs personnalités françaises,

dont Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Michel Léiris et l'écrivain algérien Saliy Yvonne, ont signé une lettre à la République du Congo à ne pas substituer la répression aux débats et luttes politiques. Enfin, José-Basile Ali-dia, envoyé spécial de l'Organisation de l'unité africaine au procès de Brazzaville, a été expulsé par les autorités congolaises au lendemain de son arrivée.

Espagne

LE ROI JUAN CARLOS D'ESPAGNE a été invité par le gouvernement chinois à effectuer un voyage officiel en Chine populaire au printemps prochain, a-t-on appris de sources diplomatiques bien informées à Pékin, le 3 février. Le souverain, croit-on savoir, serait attendu en mai.

Hongrie

LE JEUNE ECRIVAIN HONGROIS MIKLOS HARASZTI, auteur de l'ouvrage *Salute aux pièces* (Le Monde du 24 août 1976), a obtenu un visa pour se rendre en Allemagne fédérale. Il gagnera, Berlin le 15 février, où l'attend une bourse d'études d'un an.

Maroc

LES QUATRE-VINGT-TROIS MILITANTS DU MOUVEMENT PROGRESISTE ET LYCÉEN détenus à Meknès ont mis fin à la grève de la faim qu'ils avaient entreprise le 16 janvier après avoir obtenu une simplification des mesures organisant les visites des familles. En revanche, les militants et sympathisants marxistes-léninistes, dits « frontaliers », détenus à la prison de Kenitra qui avaient suivi à

la fin de l'année 1977 une longue grève de la faim, ont repris leur mouvement, à l'appel de l'association pour la répression au Maroc (14, rue de Nanteuil, 75014 Paris).

Soudan

LE SOUDAN a ouvert, vendredi 3 février, ses liaisons aériennes avec l'Ethiopie après une interruption d'un an, a rapporté la radio égyptienne. La reprise des vols fait suite à l'accord conclu entre les deux pays en décembre, au Sierre-Leone, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Les deux pays s'étaient alors mis d'accord pour régler leurs différends par la négociation. — (Reuters).

Union soviétique

UNE LETTRE DEMANDANT A M. GISCARD D'ESTAING d'intervenir en faveur d'Edouard Koutnetsov a été adressée au président de la République par MM. Jean Daniel, Jean-Marie Domenach et Jean d'Ormesson, à la demande des écrivains membres du comité pour sa libération. L'auteur du *Journal*, d'un condamné à mort fait depuis le 17 décembre une grève de la faim dans le camp de Potma, où il purge la huitième des quinze années qu'il doit passer en prison pour avoir eu l'intention en 1970 de détourner un avion à Leningrad. Il fut alors condamné à mort, mais l'intervention du président Pompidou et la campagne internationale amenèrent les autorités soviétiques à commuer la peine capitale infligée pour un délit qu'il n'avait eu que l'intention de commettre.

Italie

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE PROPOSE AUX COMMUNISTES D'ENTRER DANS UNE MAJORITÉ IMPLICITE

(De notre correspondant.)

Rome. — La direction de la démocratie chrétienne a fait, vendredi 3 février, une ouverture aux directions des communistes. Si elle refuse toujours de les accueillir dans un gouvernement d'union nationale, ou même dans une majorité parlementaire, elle est cependant disposée à conclure avec eux un programme gouvernemental. Celui-ci pourrait être « soutenu » par le P.C.I., et son application serait contrôlée par les présidents des groupes parlementaires. Il reviendrait au président du conseil désigné, M. Giulio Andreotti, de définir les modalités d'un tel accord avec les partis communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral. La formule proposée est tellement équivoque que les parlementaires de la démocratie chrétienne ont suspendu leur jugement. Les membres de la direction eux-mêmes ont donné aux journalistes deux versions différentes de cette trouvaille de M. Andreotti, adoptée à l'unanimité après plusieurs heures de débat. Prudemment, l'*Unità*, organe officiel du P.C.I., titre, ce samedi 4 février : « La D.C. a modifié sa position, mais l'issue politique reste ambiguë ». Le quotidien du parti socialiste est à peine plus nerveux. Reconnaissant que « la phase des abstentions » est close, la démocratie chrétienne suggère une majorité qui n'est pas dite son nom. Or ses partenaires réclament avec insistance une majorité « explicite », après avoir renoncé à leur remède d'un gouvernement d'union nationale. Surtout, il y a que chacun bapaise à son gré la nouvelle phase politique pour rassurer ses troupes ?

ROBERT SOLA.

SKIEZ à 2 heures de Paris

Pour 470 F*, le rêve : tous les jours un vol vers le soleil et la neige des 55 pistes, de l'Alpe d'Huez 1600/3350 m.

Embarqués au Bourget avec skis et bagages à 8 h 50, Air Alpes vous dépose sur l'aéroport ultramoderne de l'Alpe d'Huez, à pied d'œuvre et dispos, à 11 h 00.

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyage et d'Air Alpes, réservation centrale : 268 57 40.

Si le devoir vous rappelle : départ de l'Alpe d'Huez à 16 h 40, arrivée à Paris à 19 h 10.

Juste à temps pour dîner.

*Réduction de 50% pour les enfants de moins de 12 ans.

L'ALPE D'HUEZ 1600/3350 m.

ASIE

La relance de la diplomatie indienne

(Suite de la première page.)

Les deux pays ont d'ambitieux projets de collaboration, l'un apportant sa contribution financière en échange de matières premières ou de produits finis et agricoles. Il s'agit du pétrole à l'Inde, participant à l'exploitation d'un gisement de minerai de fer. Il envisage de financer en partie plusieurs projets industriels et un grand canal d'irrigation au Rajasthan.

L'Inde lui fournit déjà des milliers de techniciens et lui vend des denrées agricoles. Cette coopération ne peut s'étendre sans une large identité de vues politique. Il est symptomatique que les quelques centaines d'étudiants indiens en Inde aient été assignés à résidence pendant la visite du chah, ce qui n'a pas empêché une

petite manifestation hostile au souverain. Cette coopération implique aussi l'établissement préalable entre les deux pays de communications maritimes, ferroviaires et routières. La création d'une compagnie maritime commune est à l'étude et l'Iran finance la réalisation du premier chemin de fer transgangean devant permettre de relier l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Mais le Pakistan s'est jusqu'à maintenant montré très peu favorable au transit de ces échanges sur son territoire, craignant d'en faire les frais. Afin notamment de lever ces réticences, le chah, qui a joué un rôle conciliateur entre Islamabad et Kaboul et qui avait accueilli avec enthousiasme le renversement du régime Bhutto, fera, lors de son retour de l'Inde, une escale au Pakistan, où se rend également le 8 février M. Vajpayee.

Ouverture vers le Pakistan

Appartenant à la droite hindoue la plus nationaliste, pendant trente ans d'une politique intransigente à l'égard de ce pays musulman, le ministre des affaires étrangères fait aujourd'hui prévaloir l'intérêt national sur l'esprit partisan. Le seul fait qui se rende à Islamabad souligne le nouveau cours de la diplomatie indienne, son ouverture à l'égard du Pakistan, la querelle du Cachemire, proposant à nouveau à son adversaire d'ouvrir la signature d'un pacte de non-agression et d'offrir des facilités de transit sur son territoire pour les produits pakistanais à destination du Népal et du Bangladesh, espérant, bien entendu, obtenir la réciprocité pour son commerce avec l'Afghanistan et l'Iran.

Il n'est pas évident pour autant que New-Delhi n'ait plus aucune volonté de domination dans la région.

La question du partage des eaux du Gange entre l'Inde et le Bangladesh est à cet égard significative. Certes, un accord bilatéral récent a fait baisser la tension entre les deux pays et M. Desai a donné l'assurance au général Ziaur Rahman, le chef de l'Etat bangladais, que l'Inde ne soutiendrait pas les adversaires de son régime. Mais l'accord n'a été qu'un caractère provisoire et les projets plus vastes d'aménagement des bassins du Gange et du Brahmapoutre, viraux pour l'ensemble de la région, soulèvent une controverse internationale. Le barrage qui, en Inde, détourne une partie des eaux du Gange avant l'entrée du grand fleuve en territoire bangladais, ne permet pas à l'évidence de l'écoulement normal, contre l'ensemble, et la mort lente, du port de Calcutta.

Aussi les Indiens proposent-ils de construire un grand canal qui, à travers le Bangladesh, transporterait à plus grande échelle du Brahmapoutre dans le Gange.

Chine

● UN NOUVEAU MINISTRE a été créé dans le gouvernement chinois, la commission scientifique et technique, avec comme premier titulaire un membre du bureau politique, ami personnel de M. Teng Hsiao-ping, M. Fang Yi, vice-président de l'Académie des sciences. Le créateur de cette commission au sein du conseil des affaires d'Etat (gouvernement) avait été annoncé en septembre, en même temps que la tenue prochaine d'une conférence nationale sur les sciences. — (A.F.P.)

(PUBLIOTTI)

Paris, le 2 février 1978

ATALIVA CASTILLO DIRIGEANT SYNDICAL URUGUAYEN DÉTENU EN ARGENTINE

Dans les derniers jours du mois de décembre, plusieurs militants uruguayens ont été arrêtés à Buenos-Aires. Parmi eux se trouvait Miguel Angel RIOS CASAS et Ataliva CASTILLO, un militant de longue date du syndicat U.T.A.A. qui regroupait les ouvriers de la canne à sucre au nord de l'Uruguay. Il a participé depuis lors à toutes les luttes des ouvriers agricoles. Les militants ont été sévèrement punis par la dictature uruguayenne.

Le rapport dont les dirigeants étrangers en Argentine sont pourvus et répétés est déjà connu par l'opinion publique internationale. De nombreux réfugiés uruguayens ont été assassinés (parmi lesquels, le sénateur Selmar MICHELI) et le docteur GUERREIRO RUIZ, président de l'Assemblée nationale, en reconduite en Uruguay pour y être détenu et torturé, en dépit de la protection des Nations unies, ou « disparus », comme les dirigeants syndicaux Gerardo CASTILLO, Leon D'ARTE et les cinq enfants âgés de 20 jours à 4 ans, qui n'ont jamais été retrouvés.

Ces faits ont lieu quelques jours avant la réunion de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, qui se tiendra à Genève à partir du 6 février. La Commission et ses Etats membres ont reçu une abondante documentation qui prouve les violations systématiques des droits de l'homme en Uruguay.

La liste des « disparus » est très longue et constitue un des aspects les plus dramatiques de la répression de la dictature uruguayenne à ses opposants; en tant que Comité Uruguay, nous formulons l'espoir que l'ONU et ses organismes compétents condamneront catégoriquement ces violations.

La coordination des forces répressives d'Uruguay et d'Argentine est bien rodée. La vie d'ATALIVA CASTILLO et des autres camarades est en danger. Leur « disparition » ou leur reconduite en Uruguay signifie une mort presque certaine.

Nous lançons un appel à l'opinion publique française et internationale pour sauver la vie d'ATALIVA CASTILLO et de ses camarades.

ENVOYER LETTRES ET TELEGRAMMES A :

Ambassade d'Argentine, 8, rue Cimara, 75016 PARIS

(Si possible, nous faire parvenir des copies de journaux, revues, etc.)

SOUTIENS FINANCIERS : chèques à l'ordre d'ATLAS LAROUSSE

COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY (C.D.P.P.U.)

67, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

AMÉRIQUES

Argentine

Le commandant en chef de la marine reconnaît la réalité des violations des droits de l'homme dans son pays

affirme l'amiral Sanguinetti au retour d'une mission à Buenos-Aires

Retour d'une mission en Argentine, du 18 au 25 janvier, de la Fédération internationale des droits de l'homme, en compagnie de trois juristes, deux Américains et une Française, l'amiral en retraite Antonio Sanguinetti a présenté, lors d'une conférence de presse le vendredi 3 février à Paris, les résultats de ses entretiens, à Buenos-Aires, avec des personnalités officielles, des représentants d'organisations humanitaires et des parents de prisonniers et de disparus.

Pour la première fois, au cours de ces entretiens, un membre du gouvernement, le général Harguindeguy, a reconnu l'existence de détenus politiques en Argentine : selon le ministre de l'Intérieur, il y avait, à la mi-janvier, 2128 personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires ou déjà condamnées, et 1244 internées administrativement (« à la disposition du pouvoir exécutif »), contre lesquelles n'existe aucune preuve de crime ou délit. Le général Harguindeguy s'est engagé devant M. Sanguinetti à publier, avant le 15 février, la liste des 3372 détenus.

M. Franco-Léon Lepary, qui participait à la mission, a rappelé que, selon des indications fournies en décembre dernier au Sénat américain par M. Ted Kennedy, il y aurait en réalité de 12 000 à 17 000 prisonniers politiques dans le pays. Elle a également rappelé que, lors de son passage à Buenos-Aires, à la fin de 1977, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, avait fait remettre aux autorités argentines une liste de 7 500 personnes présumées détenues ou disparues. Dans ces conditions, a déclaré l'amiral, les informations fournies par le général Harguindeguy représentent peut-être un progrès, mais ont aussi un côté inquiétant : la publication d'une liste ne signifierait-elle pas l'arrêt de mort de tous les détenus ou disparus qui n'y figurent pas ?

S'agissant précisément des disparitions de citoyens argentins — et parfois d'étrangers (1) — la mission a recueilli un grand nombre de témoignages selon lesquels des enlèvements sont pratiqués « en plein jour par des personnes en civil, dans des lieux publics, mais dans des véhicules du type de ceux utilisés par la police et l'armée ». Les officiers assurent que de tels enlèvements sont le fait de « bandes incontrôlées ». Or, a assuré l'amiral Sanguinetti, « la police arrête la circulation pour faciliter le passage de ces véhicules sans plaque qui ont peut-être à Buenos-Aires ». Il ajoute : « L'enlèvement des mères de disparus de la plaza de Mayo, il y a quelques semaines, a duré vingt minutes, en plein centre de la capitale, à deux cents mètres d'un commissariat de police ».

L'amiral Oscar Montes, ministre des affaires étrangères, a déclaré au responsable de la mission : « Vous constaterez que l'on peut se promener la nuit à Buenos-Aires plus tranquillement qu'à Paris ! ». « Et c'est exact », répond M. Sanguinetti, en se référant aux actuels contrôles de police dans la capitale française. « Mais pour ceux qui, ajoute-t-il, maintiennent l'état de siège ? » Interrogé sur ce point, le ministre de l'Intérieur lui répondit : « Il faudrait réfléchir les personnes qui sont à la disposition du pouvoir exécutif, ce qui serait nuisible pour la sécurité de la République ».

Sur l'interprétation de tous ces événements, l'amiral Sanguinetti confesse sa perplexité : « Mon col-

Nicaragua

VINGT MORTS AU COURS D'ATTAQUES DE GUERRILLEROS CONTRE DES CASERNS

Vingt personnes ont été tuées et vingt-quatre blessées dans les attaques lancées jeudi par les guérilleros du Front sandiniste de libération contre les casernes de la garde nationale nicaraguayenne et des pompiers des villes de Granada et de Managua (respectivement à 37 kilomètres à l'ouest et à 160 kilomètres au sud de Managua), a-t-on appris vendredi 3 février d'après des témoins.

Les guérilleros étaient au nombre d'une quarantaine et mortuorés quand ils ont attaqué la caserne de Granada. Ils se sont retirés, non sans emmener prisonnier un colonel. A Rivas, près de la frontière avec le Costa-Rica, environ soixante guérilleros se sont rendus maîtres de plusieurs établissements, puis ils se sont enfuis après avoir récupéré un de leurs camarades hospitalisé dans la ville.

lège, l'amiral Messera, commandant en chef de la marine, membre de la junte de gouvernement, avec qui je me suis entretenu une demi-heure, a reconnu la réalité de ces graves violations des droits de l'homme. Mais il a ajouté : « C'est la faute aux biffins (2). La marine n'a rien fait pour empêcher cela. » Il a ajouté : « Si le terme « état de siège » est utilisé, je dirais qu'il y a dans l'armée de terre des « véritables bandes fascistes ». Or, a indiqué M. Sanguinetti, les organisations humanitaires disent que l'amiral Messera est plus « dur » que le général Videla, commandant de l'armée de terre, et chef de l'Etat.

L'amiral Sanguinetti a encore déploré que le gouvernement français soit « l'un des principaux soutiens du gouvernement argentin ». « Alors que les Etats-Unis, a-t-il constaté, refusent désormais de vendre des armes à Buenos-Aires, Paris continue de le faire. De même, sur le plan économique, les relations demeurent excellentes. »

Interrogé sur les éventuelles activités d'anciens membres de l'O.A.S. française en Argentine, l'amiral Sanguinetti a déclaré n'avoir aucun indice en ce sens. « En revanche, a-t-il indiqué, il est certain que des officiers français qui ont appartenu à l'O.A.S. sont venus faire des conférences dans les écoles militaires argentines. Certains d'entre eux vivent aujourd'hui à Buenos-Aires. La doctrine française de la « guerre subversive » a eu davantage d'impact auprès des

officiers argentins que celle, originale du Pentagone américain, de la « sécurité nationale », dont elle est issue. »

La situation des droits de l'homme en Argentine plaidait-elle en faveur d'un boycottage de la Coupe du monde de football, en juin prochain ? L'amiral Sanguinetti affirme avoir recueilli à Buenos-Aires beaucoup d'opinions en ce sens. M. Louis-Edmond Pettit, bâtonnier du barreau de Paris, qui représentait, à la conférence de presse, le Mouvement international des juristes catholiques, a, pour sa part, été catégorique : « Compte tenu de toutes les arrestations et enlèvements auxquels il sera procédé, afin que le Mondial ait lieu sans incidents, un renforcement de la campagne contre la Coupe du monde de football en Argentine est favorable aux droits de l'homme dans ce pays. » M. Daniel Mayer, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, s'est « associé entièrement » à ce propos.

(1) Sur le cas des Français disparus ou prisonniers en Argentine, la mission a guère pu recueillir d'éléments. Elle a présenté au ministre argentin des affaires étrangères une liste de huit personnes — huit détenus et huit disparus — qui lui avait remis le Quai d'Orsay. L'amiral Montes a simplement confirmé que les cas des prisonniers ayant la double nationalité française et argentine (ils ont huit), relevant des seules autorités de Buenos-Aires.

(2) Dans l'argot militaire, fantasme, et, par extension, tout membre de l'armée de terre.

PROCHE-ORIENT

Les pays du Front arabe de la résistance envisagent de créer un commandement politique et militaire unifié

De notre correspondant

Alger. — Le deuxième « sommet » du Front arabe de la résistance a été prolongé d'un jour et devait se terminer ce samedi 4 février avec la participation du colonel Kadhafi, arrivé inopinément la veille, et celle des représentants des forces palestiniennes du Front, qui avaient gagné Alger quelques heures plus tôt. Ces arrivées tardives ont donné son second souffle à la conférence, dont les participants esti-

M. Sadate confère avec M. Carter

(Suite de la première page.)

A partir de lundi, cependant M. Sadate entend se lancer dans la seconde partie de sa mission, qui consistera à s'adresser au public. Son effort en direction des organisations juives a recueilli jusqu'à présent un succès limité. En dépit des efforts de M. Ghorbal, ambassadeur d'Egypte aux Etats-Unis, qui avait pris la parole devant des organisations juives américaines aussitôt après le voyage de son président à Jérusalem, les principaux dirigeants de ces organisations se sont dérobés. Plus précisément, ils ont fait savoir, par la bouche du rabbin Schindler, président de la « conférence des présidents » des associations juives, que leur communauté « refusait de donner l'impression qu'elle cherche à prendre part aux négociations israélo-égyptiennes, et encore moins qu'une telle rencontre (avec M. Sadate) puisse passer pour un subterfuge à des négociations ». Cette position n'a été combattue que par M. Klutznik, nouveau président du congrès juif mondial — organisation juive modérée, — qui renouvellera le président égyptien lundi en compagnie d'autres personnalités moins importantes.

En bref, il apparaît que, malgré la gêne créée dans certains milieux par les appétits d'Israël dans l'affaire des colonies juives du Sinaï et de Cisjordanie, l'ambassade israélienne aux Etats-Unis a réussi à dissuader ses amis du « lobby » d'écouter les sirènes égyptiennes et de laisser M. Sadate chasser sur ses terres. Mais c'est aussi pour « serrer les écrous » et reprendre en main ses troupes que le général Dayan s'est laissé « inviter » par des organisations juives américaines pour une tournée d'explication à partir de mercredi prochain, jour du départ du président égyptien. Le fait que la Maison Blanche ait appris ce voyage par la radio israélienne en dit long sur l'importance de ce « second Etat » que représentent, à l'intérieur des Etats-Unis, la minorité juive et ses organisations.

MICHEL TATU.

LA C.G.T. : il y a mieux à faire que de boycotter la Coupe du monde de football.

Au cours de la rencontre de la C.G.T. avec les présidents de la fédération, M. André Allamy, secrétaire de la centrale syndicale, a évoqué le problème de la Coupe du monde de football en Argentine.

Après avoir souligné avec force l'importance que cette manifestation allait revêtir aux yeux de millions de téléspectateurs, il a dénoncé avec vigueur « la dictature des généraux argentins, l'empirisme, l'assassinat des démocrates, des syndicalistes », rappelant que la C.G.T. « n'a jamais ménagé ses efforts pour dénoncer les conditions faites au peuple et à la classe ouvrière argentine ». Cependant, la C.G.T. pense qu'il y a mieux à faire que de boycotter la Coupe du monde. « Les démocrates et syndicalistes argentins nous ont fait savoir qu'il était utile qu'à l'occasion de la Coupe du monde nous fussions connus par la réalité de ce régime des généraux », a conclu M. Allamy, en invitant les journalistes à répondre à ce vœu.

Le mouvement de la jeunesse socialiste, dans un manifeste signé par les représentants de dix pays, estime que la Coupe du monde de football ne doit pas se dérouler en Argentine mais dans un autre pays.

« Une manifestation sportive d'une telle ampleur ne doit pas servir de caution à un pays fasciste », déclare le manifeste. Si le transfert ne se réalisait pas, le mouvement de la jeunesse socialiste préconise le boycottage de toutes les cérémonies officielles par les délégations des pays qualifiés pour participer à la phase finale de la Coupe du monde.

global qu'ils ont adopté visent, a dit M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, « la porte-parole du « sommet », à « un renforcement de la résistance palestinienne par tous les moyens et à un renforcement organisationnel de la Syrie et de l'O.L.P. par un soutien actif du monde arabe, des pays non alignés et des pays épris de progrès ».

Différentes mesures pourraient être prises dans le cadre de l'instauration d'un commandement suprême politique et militaire à l'échelle des chefs d'Etat, celle d'un « commandement général », organisme d'exception, au sein des ministères des affaires étrangères, la constitution d'un fonds commun destiné à aider sur tous les plans, en particulier en armes, la résistance palestinienne et la résistance arabe, enfin la mise en place d'un organisme d'information et de propagande.

En outre, la Syrie et l'O.L.P. ont soutenu au président Sadate le droit de parler en leur nom. Leurs représentants ont même précisé que les concessions éventuelles concernant notamment la création d'un mini-Etat palestinien, qui se résument pour l'Egypte à la création d'un mini-Etat égyptien, ne les engageraient pas.

« Nous ne voulons pas exclure l'Egypte du « sommet », a affirmé M. Bouteflika, qui a rendu hommage au peuple égyptien. Mais, a-t-il ajouté, « les dirigeants égyptiens ne peuvent faire une politique de capitulation et ignorer les décisions prises collectivement par le monde arabe. C'est pourquoi nous refusons tout « sommet », comprenant l'Egypte, qui se résument pour l'Egypte à la création d'un mini-Etat égyptien, ne les engageraient pas.

M. Bouteflika a rappelé que les pays du Front arabe de la résistance ont des intérêts importants avec l'Occident, intérêts qu'ils entendent préserver et enrichir à l'indépendance » et que « les puissances impérialistes cessent leurs interventions aussi bien au Proche-Orient qu'en Afrique du Nord, au Sahel, au Maghreb ». Puis il a précisé que ce sont les armées soviétiques qui ont permis en 1973 « de mettre un terme au mythe de l'invincibilité d'Israël » et que ces mêmes armées ont en Angola « mis un terme au mythe de l'invincibilité de l'Afrique du Sud, autre allié d'Israël ».

En fait, les pays du Front souhaitent que l'O.R.A.S. s'engage plus à fond pour empêcher l'instauration d'une « paix américaine » qui se ferait au détriment des pays progressistes du monde arabe, et ils menacent implicitement de recourir à l'aide soviétique plus que par le passé si l'Occident provoque un déséquilibre en voulant trop pousser son avantage.

PAUL BALTA.

مكتبة من الأصل

سكز من الاحل

Le Monde

politique

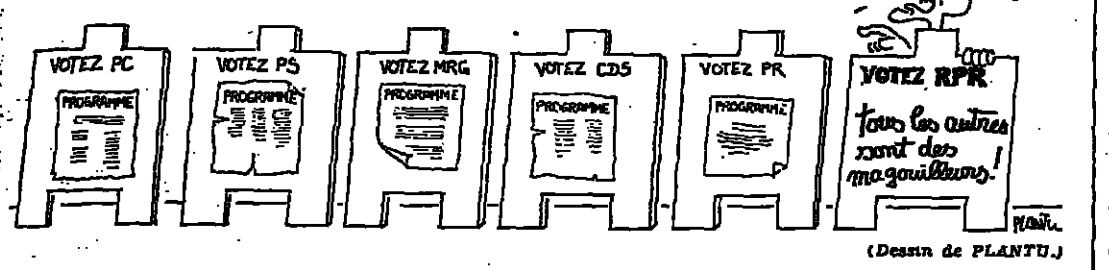
M. Chirac : la création de l'U.D.F. est une « magouille partisane »

M. Jacques Chirac, à Lille, de « manifestation supplémentaire de la volonté paritaire » la création de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.), « Outre qu'il y a une violation de nos accords », a ajouté le président du R.P.R., « il s'agit d'une erreur politique manifeste qui tend à diminuer les chances de victoire de la majorité ».

Le maire de Paris a aussi violemment attaqué, au cours d'un meeting, « les libéraux de tout poil » et les « idéologues totalitaires de la gauche » qui ont dé-

claré, qui sont indulgents pour ceux qui mettent en danger la sécurité des biens et des personnes... et pour tous les luxuriers du développement de la drogue et autres turpitudes ». « Tout cela doit cesser », dit le président du R.P.R., « la loi doit être respectée et la justice doit être rendue au nom du peuple français, et non au nom de lésés toutes faites de la gauche ». Le Syndicat de la magistrature, la démocratie est un régime d'autorité, et il est de la vocation d'un gouvernement, en régime démocratique, d'être un gouvernement de fermeté ».

M. Chirac a reproché à M. François Mitterrand « d'avoir fait abandonner les socialistes leurs traditions humanistes et réformistes pour les enfermer dans le marxisme, et cela par ambition personnelle ». Il a qualifié d'irresponsable l'attitude du leader du P.S. incapable, selon lui, de dire quelle politique il proposerait pour la défense de la France s'il était au gouvernement. « Je comprends alors que certains chefs d'Etat étrangers trouvent le rôle de M. Mitterrand décevant, puisque, en vérité, il travaille pour leurs intérêts », a-t-il souligné.



DANS LES HAUTS-DE-SEINE

M. Raymond Barre soutient la candidature de M. Robert Hersant

M. Robert Hersant, « candidat unique de la majorité » dans la 2^e circonscription des Hauts-de-Seine, a rendu public, vendredi 3 février, une lettre qui lui a été adressée par M. Raymond Barre et dans laquelle le premier ministre écrit notamment : « Vous avez été désigné comme candidat unique de la majorité dans la circonscription de Neuilly et de Puteaux. Votre candidature est celle d'un homme qui a constamment et fermement appuyé l'action du gouvernement. Je ne doute pas que, dans la prochaine Assemblée nationale, vous apportiez votre contribution à la réalisation de nos objectifs d'action pour la liberté et la justice ».

M. Jacques Chirac, en réponse à la présentation de M. Raymond Barre, court, après que le R.P.R. ait accordé son investiture au directeur du « Figaro » et de « France-Soir » (« le Monde » du 18 décembre), il est étonné par les parts de la majorité de contraindre la volonté d'un homme dont le groupe de presse a été jusqu'à présent l'un des principaux soutiens des gouvernements successifs de la 4^e République.

Mme d'Harcourt nullement surprise

Commentant cette lettre, Mme Florence d'Harcourt, députée R.P.R. sortante de cette circonscription, concède cependant une surprise, celle d'être désignée par le premier ministre, que ce dernier ait fait un choix d'appuyer les candidats désignés par les élus-majors de la majorité.

« Je suis étonnée, mais nullement surprise, de ce choix », dit Mme d'Harcourt. « Je n'ai jamais douté de la victoire de la majorité. Cette conviction, qui ne fait que croître, grandit au fur et à mesure que se développe, au sein de l'opposition, une censure, une dispute qui amènent à penser qu'il serait difficile à des gens qui n'entendent déjà mal ensemble de se réunir pour discuter de la politique de la majorité ».

M. BONNET : je n'ai jamais douté de la victoire de la majorité.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a inauguré, vendredi 3 février, à Colmar, les nouveaux locaux de la préfecture du Haut-Rhin. A cette occasion, il a déclaré : « Je n'ai jamais douté de la victoire de la majorité. Cette conviction, qui ne fait que croître, grandit au fur et à mesure que se développe, au sein de l'opposition, une censure, une dispute qui amènent à penser qu'il serait difficile à des gens qui n'entendent déjà mal ensemble de se réunir pour discuter de la politique de la majorité ».

Les deux camps divisés

(Suite de la première page.) Le comité directeur du parti socialiste discutera le mercredi 3 février de ces questions. Il est possible toutefois qu'il ne soit pas possible de se réunir, car les thèmes en ce domaine sont plus proches de ceux du P.C. — réclame l'ouverture immédiate de négociations, mais il est fort improbable qu'il obtienne satisfaction.

LOGIQUE

Parlant au micro de France-Inter, vendredi 3 février, M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., a répondu au journaliste qui lui demandait si l'attitude des partis de la majorité n'encourageait pas leurs électeurs potentiels à l'abstention. « Oui, vous avez raison, les Français ont le droit de se demander si la logique n'est pas de voter pour ceux qui passent tout leur temps devant les micros, de ces hommes-sandwich qu'on aperçoit tous les soirs au petit écran. Ils ont en assez de cette confusion, ils ont soit de la clarté, ils ont soit de bon sens, ils ont soit de la logique ».

Dans le 14^e arrondissement

LE C.D.S. CONTESTE LE SOUTIEN DU P.R. A M. PELÈGE

A la suite de l'annonce du soutien accordé par le P.R. à M. Michel Pelège, candidat dans la 14^e circonscription de Paris (partie du 14^e arrondissement), le C.D.S. a rendu public vendredi 3 février la déclaration suivante : « Les républicains, les démocrates-socialistes et les radicaux ont un seul et unique candidat dans cette circonscription, M. Claude Petit, député sortant. M. Pelège ne peut se recommander de l'investiture de l'un de ces partis ».

M. Mitterrand : Marchais et Poniatowski ont des vues convergentes

Mets. — M. Michel Poniatowski, Georges Marchais et Raymond Barre ont été les principaux cibles visées par M. François Mitterrand au cours du bref voyage qu'il a effectué vendredi 3 février en Lorraine. A Nancy, M. Mitterrand a traité d'un certain nombre de problèmes généraux au cours d'une conférence de presse qui a été suivie en duplex par près de cinq cents personnes réunies au Palais des congrès. A Thionville, le premier secrétaire du parti socialiste s'est entretenu avec des chefs d'entreprise, des responsables d'associations locales et des représentants syndicaux. A Metz, enfin, M. François Mitterrand a pris la parole au cours d'un meeting qui a réuni mille cinq cents personnes au Palais des sports.

Interrogé sur les déclarations de M. Michel Poniatowski concernant les ministères que revendiquaient les communistes, M. François Mitterrand a constaté : « Marchais et Poniatowski ont des vues convergentes qui ne font pas de nous deux ennemis ». Marchais-Poniatowski, a-t-il souligné, « a-t-il souligné ».

Interrogé sur le fait de savoir s'il accepterait d'être premier ministre en cas de victoire de la gauche, M. Mitterrand a précisé : « Le président de la République reste maître du choix, mais il commettrait une faute s'il ne désignait pas un responsable représentatif de la majorité nouvelle ».

M. MARCHAIS : Rocard aurait quand même dû se renseigner.

M. Georges Marchais a répondu, vendredi 3 février, à Brusy-en-Artois, à M. Michel Rocard, qui avait affirmé que le P.C.F. a « toujours refusé de gouverner en coalition avec la gauche » (le Monde du 3 février). Le secrétaire général du parti communiste a noté : « Je sais bien que, pour Rocard, l'histoire de France commence le jour où il est apparu sur la scène politique. Mais il aurait quand même dû se renseigner. En 1946, la gauche ayant obtenu la majorité, les communistes ont proposé un gouvernement d'union de la gauche : le parti socialiste a refusé. En 1947, c'est sur décision du premier ministre socialiste Ramadier que les ministères communistes ont été exclus du gouvernement. En 1955, les élections ayant donné la majorité à la gauche, les communistes ont de nouveau proposé au parti socialiste de former un gouvernement d'union de la gauche : le parti socialiste a refusé et un gouvernement à direction socialiste a été constitué. Il comprenait des hommes tels que — pour ceux dont je me souviens — Chaban-Delmas, Maurice Lemaire et François Mitterrand, mais les communistes en avaient été exclus ».

M. Fabre : pas de négociation sur le programme commun et le gouvernement entre les deux tours

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, vendredi 3 février, à l'issue du comité directeur de son mouvement, que le M.R.G. ne souhaite pas renouer, pendant la campagne électorale, une négociation avec ses partenaires. « Un accord ferait croire que nous laissons dans l'ombre ce que nous aurions résolu, et je ne saurais pas croire pour l'électorat », a expliqué M. Fabre.

Le président du M.R.G. a ajouté qu'il ne croit pas que les divergences puissent être apaisées entre le 12 au soir et le 13 au matin. « Il a dit aussi : « Il faudrait gouverner avec les 95 % sur lesquels a été réalisé un accord et trouver des solutions à l'usage dans les mois qui suivent ».

La Lettre de l'Unité, publiée par le parti socialiste, note dans son numéro du 4 février, à propos des « révolutions » de M. Poniatowski sur les ministères revendiqués par le P.C.F. : « Bien entendu, Poniatowski n'en sait rien. Personne n'en sait rien, pas en lieu et ce sujet et qu'elle n'aura. Non, comme il est normal, qu'après que la gauche aura remporté les élections et que le président de la République aura désigné le premier ministre ».

M. PEYREFITTE : le programme commun, c'est la révolution

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a déclaré, vendredi 3 février, au cours d'une conférence de presse, que le programme commun, c'est la révolution. « On ne se bat pas pour la révolution, on ne se bat pas pour la société et à provoquer la révolution. On ne se bat pas pour la situation dans laquelle on se trouve alors que par une révolution ».

M. Mauroy a répondu : « Vous finirez par provoquer une révolution à force de vous enfoncer dans les privilèges, à force de confisquer le pouvoir. Si bien que le bon choix, ce qui est finalement le choix le plus tranquille et le plus calme, c'est de voter pour le changement. Et puis, après tout, dès lors que l'on est dans une démocratie, que ceux qui ont gouverné pendant vingt ans laissent le place aux autres pour qu'ils puissent venir au pouvoir. Cela paraît naturel aux Français ».

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

CAVALADOS. — L'organisation trotskiste Lutte ouvrière a rendu public, vendredi 3 février, à Caen, les noms de trois candidats qu'elle présente dans la Cavados. Il s'agit de Mme Annie Marsault, dans la 1^{re} circonscription (Caen), de M. Roger Jourdain dans la 2^e (Lisieux), et de Mme Brigitte Barriac dans la 3^e (Vire). — (Corr.) — (Corresp.)

PARIS. — Le général Robert Casso, conseiller de Paris, candidat (maj. prés.) aux élections législatives dans la 2^e circonscription (19^e arrondissement) de la capitale, et dont le nom figurait sur la liste de l'U.D.F. (le Monde du 3 février), a précisé, vendredi 3 février, que, candidat unique de la majorité, il bénéficierait du soutien des quatre formations qui la composent. En conséquence, le général Casso refuse « toute étiquette tendant à fractionner la majorité ».

Mars 1978 : Législatives
Mars 1979 : Cantonales
Septembre 1980 : Sénatoriales
Mai 1981 : Présidentielles
Pour éviter les erreurs, pour lutter contre les fraudes.

LE GUIDE PRATIQUE DES ELECTIONS
10.000 exemplaires vendus
5^e édition actualisée au 15.1.1978

par A. Jabin
et J. Vachon
administrateurs civils
spécialistes du contentieux électoral.
• 250 pages sous lecture mobile avec service mis à jour
• 190 réponses à toutes questions pratiques
• Le Code Electoral et les nouveaux textes actualisés
• Tous les formulaires et leur mode d'emploi.

Vente par correspondance 139 F franco
Editions EUROPA
34 rue Truffaut - 75013 Paris
Tél. 387.43.95 - Téléc. 280.022 F

POLITIQUE

D'UNE RÉGION
A L'AUTRE

XIII bis — AQUITAINE : virage au frein vers la gauche

par ANDRÉ PASSERON

Après avoir analysé la situation électorale dans le département de la Gironde (« le Monde » du 4 février), nous l'examinons dans les quatre autres départements qui font partie de la région Aquitaine.

LANDES : l'enjeu de Mont-de-Marsan

Si la majorité doit remporter une victoire dans les Landes, ce ne peut être qu'à Mont-de-Marsan, entend-on dire fréquemment entre l'Adour et le Midou ou dans les forêts de pins.

Le succès remporté dans la 1^{re} circonscription lors d'une élection partielle en septembre 1973 par M. Duroure (P.S.) sur le député sortant invalidé, M. Martin, U.D.R., ne le met pas à l'abri de toute surprise.

Les gaullistes présentent, en effet, dans cette circonscription l'un des plus brillants sujets de l'équipe de M. Chirac. M. Alain Juppé, né à Mont-de-Marsan en 1945, agrégé des lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, inspecteur des finances et ancien élève de l'École nationale d'administration, est chargé des études au R.P.R. Depuis plusieurs mois, il s'est réinstallé dans la ville où il a passé son enfance et fait ses études, et M. Chirac est allé le soutenir à deux reprises. Il en avait besoin, car la situation économique ne le favorisait guère, notamment la fermeture de l'usine de la Cellulose-du-Pin à Roquefort.

M. Martin avait dû affronter, en mars 1973, deux socialistes, M. Duroure, soutenu par M. Mitterrand et M. Lamouré, ancien conseiller municipal, et M. Lamoignon, socialiste indépendant et maire de Mont-de-Marsan, et il ne l'avait emporté que grâce à une défection de l'électorat traditionnel du maire de la ville qui ne s'était pas reporté alors sur M. Duroure.

Aujourd'hui, M. Juppé, dont M. Martin est devenu le sup-

pléant, a en face de lui le député sortant du P.S., M. Lespiau (F.C.), candidat depuis 1962, un radical de gauche, M. Christian Ducassou, inspecteur de police à Pau, ainsi qu'un écologiste et un « Français de bon sens ». Il peut compter en revanche sur l'appui de M. Lamouré-Cando, qui avait nettement battu M. Duroure aux municipales, sur celui du C.D.S. landais, et sur celui de M. Aymar Achille-Fould, alors que les radicaux valaisiens ont décidé de laisser la liberté de vote à leurs électeurs.

La décision des centristes de soutenir M. Juppé a conduit la fédération du parti républicain à retirer son soutien aux candidats centristes dans les deux autres circonscriptions (M. Defos, du Rau, 2^e, et M. Commenay, 3^e). Le P.R. devait présenter à Mont-de-Marsan M. Jean-Louis Olivier, ancien chef de cabinet du préfet des Landes, collaborateur de M. Grillotier, délégué aux élections du parti républicain, qui pensait bien être le candidat unique des « non gaullistes », comme l'avaient décidé les dirigeants parisiens réunis à l'hôtel Matignon.

La 2^e circonscription (Dax) devrait demeurer le fief incontesté de M. Lavielle, député sortant socialiste, président du conseil général, maire de Saint-Paul-Les-Dax, qui bénéficie d'une très forte position personnelle. La majorité s'y est mise d'accord sur la candidature unique de M. Xavier Defos du Rau, fils de l'ancien député M.R.P. (1945-1956), qui a pris un suppléant R.P.R. Le P.C.F. présente, comme

lors des trois précédentes consultations, M. Maye, conseiller général.

Dans la 3^e circonscription (Aire-sur-l'Adour), M. Jean-Marie Commenay, député sortant appartenant au groupe réformateur, soutenu par le R.P.R., est une nouvelle fois concurrencé par M. Alain Dutoya, radical de gauche, vice-président du conseil général.

Elu de 1958, M. Commenay, maire de Saint-Sever, n'a pas vu son audience s'accroître depuis 1973, alors que celle de son concurrent progressiste, notamment lors des élections cantonales et municipales. Si le premier, avec sa bonhomie, sa cordialité souriante, incarne le landais traditionnel, de cette région du foie gras, le second, ancien mendésiste, se veut l'incarnation d'une nouvelle vague radicale. Tous deux prolongent aussi la rivalité séculaire existant entre leurs villes pures, au Moyen Âge, les manoirs de Hagetman, dont M. Dutoya est aujourd'hui le maire, s'élevaient révoltés contre la gabelle collectée par les seigneurs de Saint-Sever, représentants du roi. Le radical de gauche, qui s'est beaucoup démené, ne redoute guère le candidat socialiste, M. Henri Emmanuel, auquel on reproche à la fois sa qualité de « parachuté » parisien et sa profession de sous-directeur d'un holding financier ni celle de son habituel concurrent communiste, M. Curcoulès, un « Français de bon sens » est également sur les rangs.

La 4^e circonscription (Sarrat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janet — les querelles internes au parti socialiste révèlent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Leurs rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1968. Le député sortant communiste, M. Janet, était bien ayant comme suppléant le maire de Sarrat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « genouillé » à qui n'admet pas que « la voix d'instinct n'est pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette provision n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janet, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Delmont. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

La 5^e circonscription (Sarrat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janet — les querelles internes au parti socialiste révèlent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Leurs rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1968. Le député sortant communiste, M. Janet, était bien ayant comme suppléant le maire de Sarrat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « genouillé » à qui n'admet pas que « la voix d'instinct n'est pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette provision n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janet, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Delmont. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

La préparation des élections législatives

LOT-ET-GARONNE : les amitiés radicales

Dans le Lot-et-Garonne, tout comme en Dordogne, la majorité n'avait conservé en 1973 qu'une seule circonscription. Dans cette terre d'élection du radicalisme, M. Henri Caillaud, sénateur gauche démocrate, vice-président du conseil régional du mouvement des radicaux de gauche, s'emploie avec une habileté consommée à ménager ses amitiés traditionnelles de gauche, autant que ses relations récentes avec la majorité et ses bons rapports avec tous.

Dans la 1^{re} circonscription (Agen), le jeune député socialiste, M. Christian Lamoignon, qui avait battu en 1973 M. Caillaud, républicain indépendant, redoutait quelque peu de trouver en face de lui un concurrent dangereux en la personne du docteur Pierre Esquirol, qui se réclame — comme un peu tout le monde ici — du « centre gauche ». Invoquant des raisons de santé, le maire d'AGEN semble avoir renoncé à se présenter. Le parti républicain, qui était prêt à le soutenir, se trouve quelque peu désemparé. D'autant que la candidature du docteur Esquirol devait remédier

à la renouveau de M. Jean-François Poncelet, secrétaire général de la présidence de la République, conseiller général du Lot-et-Garonne, qui a invité ses fonctions auprès de M. Giscard d'Estaing pour ne pas se présenter.

En 1967, un gaulliste, en se maintenant au second tour, avait empêché M. François Poncelet, alors P.D.M., d'être élu et permis à M. Bordeu, radical, de l'emporter. Le P.C.F. met sur les rangs M. Delans déjà candidat, comme suppléant, en 1973.

A Marmande (2^e circonscription), M. Ruffe, député sortant communiste, qui se représente malgré son grand âge (il est né en 1889), affrontera plusieurs concurrents : M. Gouzes, jeune avocat socialiste, qui mène une campagne aussi active contre le P.C. que contre la majorité ; M. Wind, médecin R.P.R., qui voudrait bien prendre la succession laissée en

désérence par M. Guy Bégat, élu député U.D.R., dans la vague de 1968 contre M. Ruffe ; M. Guillo, élu maire de Marmande non sans quelque surprise contre des listes de gauche, est investi par les « non gaullistes » de la majorité, mais se présente sans étiquette.

A Villeneuve-sur-Lot (3^e circonscription), la situation n'est guère plus claire. Le député sortant, M. Edouard Schloessing (réformateur), élu en 1967 et en 1968 contre la majorité et en 1973 grâce à elle, devra affronter en élection primaire un représentant du parti républicain, M. de Rendon, et le maire de Villeneuve-sur-Lot, M. Lapeyronie, soutenu par le R.P.R., bien que son suppléant soit M. de Cacqueray, vice-président du conseil régional d'Aquitaine et radical de gauche ce qui vaut à ce dernier les vifs reproches des socialistes. Le candidat du P.S., M. Garroust, qui incarne ici le rajeunissement de sa formation, avait battu M. Bordeu, ancien député radical, aux dernières élections cantonales. Le candidat du P.C.F. est M. Michel Bordage.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : loin de Bordeaux

Le monopole que la majorité possédait dans les Pyrénées-Atlantiques en 1968 avait été entamé en 1973 avec l'élection de M. Labarrère (P.S.) dans la 1^{re} circonscription (Pau), où il retrouvait le siège que M. Sallenave, C.D.P., lui avait ravi le temps d'une législature.

Devenu l'une des personnalités les plus marquantes de la région, M. Labarrère n'a toutefois pas encore pu se hisser au niveau régional, tant en raison des réticences que ses ambitions rencontrent dans sa fédération que de la réputation de Girondins de voir l'ensemble de l'Aquitaine placé sous la direction de ce lointain Pyrénéen.

Aussi, à deux reprises, a-t-il été battu en tant que représentant du parti socialiste pour la conquête de la présidence du conseil régional d'Aquitaine, qui demeure entre les mains de M. Chaban-Delmas, bien que la gauche y soit théoriquement majoritaire.

M. Labarrère n'ayant retrouvé son siège de député en 1973 qu'avec le soutien de sept voix d'avance sur le député sortant centriste, M. Sallenave (il y avait 89 323 suffrages exprimés), la majorité fonde cette année ses espoirs sur M. François Bayrou (C.D.S.). Ce jeune professeur a choisi un suppléant P.R. qui entretient de bon rapports avec les gaullistes locaux, ceux-ci présentant M. Jean Gouzy, âgé de trente ans, ancien responsable de l'U.J.P. avec comme suppléant un centriste. Ces deux représentants de la majorité n'ont pas l'audience que possédait M. Sallenave, représentant d'une vieille famille paillote. Le jeu majoritaire sera un peu troublé par M. Martine.

La 2^e circonscription (Orléans), M. Maurice Plantier, R.P.R., maire d'Artix, avait au deuxième tour de 1968 battu M. Ebrard, député sortant, alors F.C.D.S. et en 1973, il était sorti vainqueur d'une « triangulaire » face au candidat socialiste et encore à M. Ebrard, devenu réformateur radical.

M. Ebrard, qui n'est pas candidat, est soupçonné localement d'encourager la candidature de Mme Prigent, P.R. Celle-ci a choisi comme suppléant l'ancien adjoint de l'ancien député lors que celui-ci était maire d'Orléans. Mme Prigent, qui est la veuve de l'ancien suppléant de M. Plantier, a été invalidée après son élection comme conseiller général en 1973, et l'on assure ici qu'elle en rend M. Plantier responsable. Ce dernier, qui bénéficie du soutien de M. Aymar Achille-Fould, devra cependant affronter sept autres candidats, dont un radical sans étiquette, M. Prud, conseiller général de Mouroix, un radical de gauche, M. Gildart, un représentant du Mouvement démocrate socialiste de France, un écologiste, un membre de la Ligue communiste révolutionnaire et M. Michel Martin (P.C.F.). Le concurrent principal du député sortant sera M. Prat, ancien P.S.U. rallié au P.S.

Dans la troisième circonscription (Mauléon), M. Michel Inchausti, R.P.R., ancien secrétaire d'Etat, député depuis 1967, représente la famille Inchausti, qui a été élu maire de Pau en 1973, bénéficie de bonnes chances face aux deux candidats du P.C. et du P.S., malgré la présence d'un centriste du C.D.S. M. Letamendia, assistant à l'académie de droit de Bordeaux, auteur d'un livre sur la Démocratie chrétienne, et d'un nationaliste basque dont la candidature semble symbolique.

A Bayonne (4^e circonscription), M. Bernard Marie, député sortant R.P.R., avait en 1973 largement distancé son concurrent socialiste, M. Desestrade, et il avait réélu malgré le maintien d'un centriste. Mais lors des dernières élections municipales, où M. Marie a été élu maire de Biarritz, M. Desestrade, qui était devenu conseiller général, avait personnellement recueilli plus de voix que le député R.P.R., et il s'agit à ses côtés au conseil municipal. Entre M. Desestrade, qui se présente au nom du P.S., et le député sortant, la compétition promet d'être vive. M. Marie a toujours pas choisi son suppléant mais les « giscardiens » seraient prêts à s'associer aux gaullistes en proposant le nom de M. Renaud d'Elissagaray, qui prône comme P.R. une alliance majoritaire dès le premier tour. Un autonomiste sera aussi sur les rangs dans cette circonscription de la côte basque, comme dans le Pays basque intérieur. Le représentant du parti communiste est M. Lagarde, secrétaire fédéral.

DORDOGNE : le bastion de Périgueux

Lors des élections législatives de 1973, la majorité qui détenait les quatre sièges n'avait pu conserver que celui de M. Yves Guéna, U.D.R., les autres se répartissant entre les trois formations signalaires du programme commun. Les gaullistes vont s'efforcer, en 1978, de conserver leur bastion et même de tenter une sortie.

Dans la 1^{re} circonscription (Périgueux), le député politique du R.P.R., député depuis 1962, maire du chef-lieu depuis 1971, avait retrouvé son mandat parlementaire en octobre 1974, après son départ du gouvernement, mais avec une avance moins importante qu'auparavant sur son concurrent communiste. Le P.C. a choisi comme candidat une nouvelle personnalité pour remplacer Yves Péro, ancien député, décédé, qui était l'adversaire habituel de M. Guéna. Le nouveau candidat, M. Roger Corne, secrétaire fédéral, a battu en 1977 au cours d'une élection cantonale partielle Mme Labatut, adjointe de M. Guéna à la mairie de Périgueux, malgré le soutien que M. Chirac était venu lui apporter. Les socialistes, qui n'avaient pas de candidat depuis 1967 — ils laissaient la place aux radicaux — présentent cette fois M. Christian Desforges, enseignant, qui a conquis la mairie de Chanterac, où M. Guéna possède sa résidence, et où il a battu Mme Guéna aux élections municipales. Les candidats de l'opposition insistent notamment dans leur campagne sur la situation sociale et sur la fermeture récente d'une fabrique de pantoufles à Neuvic et d'une entreprise de travaux publics à Périgueux. Le P.S. a déposé plainte contre l'inscription de quatre cent cinquante-sept Français du Gabon et de l'Extrême-Orient.

Dans la 2^e circonscription (Bergère), le siège que détenait le recteur Capelle, C.D.P., était passé en 1973 à M. Louis Pimont, socialiste, alors maire de la ville. Au décès de celui-ci en 1974, son suppléant, M. Jarry, lui avait succédé, mais il ne se représente

pas. Le P.S. a choisi M. Michel Manet, directeur adjoint de l'équipement en Gironde et maire de Bergerac depuis la dernière consultation. Les gaullistes, qui n'ont jamais été très puissants dans cette circonscription, présentent un jeune candidat, M. Bernard de Montferriand, ancien élève de l'E.N.A., secrétaire des affaires étrangères, alors qu'il y aura également un représentant du parti républicain, M. Marty, président des producteurs de lait du département. Le candidat du P.C.F. est M. Raffier, jeune enseignant, maire adjoint d'Eymet.

A Nontron (3^e circonscription), le député sortant, radical de gauche, M. Alain Bonnet, a choisi cette fois-ci comme suppléant le nouveau maire socialiste de la ville, M. Bernier. L'ancien député gaulliste, M. Pierre Boylot, va tenter de retrouver le siège qu'en 1968 il avait pris à Georges Bonnet, ancien ministre de la IV^e République, et qui avait dû rétrocéder à son fils cinq ans plus tard. Le P.C.F. présente M. Pas-

seux, conseiller municipal de Thiviers.

Dans la 4^e circonscription (Sarlat), qui est l'ancien fief de M. Robert Lacoste (P.S.), battu en 1968 par un gaulliste, M. Janet — les querelles internes au parti socialiste révèlent la lutte d'influence que s'y livrent les anciens et les nouveaux. Leurs rivalités avaient permis aux communistes de retrouver en 1973 un siège qu'ils avaient perdu en 1968. Le député sortant communiste, M. Janet, était bien ayant comme suppléant le maire de Sarlat, M. Delmont, est sérieusement concurrencé par M. Pierre Merliot, candidat du P.S. Le P.S.T. lutte ouverte, le parti radical — a « genouillé » à qui n'admet pas que « la voix d'instinct n'est pas plus de valeur que celle du dernier des imbéciles » présente chacun un candidat. Cette provision n'est pas pour déplaire à M. Pierre Janet, R.P.R., qui compte bien se mesurer au second tour avec M. Delmont. Celui-ci ne l'avait battu en 1973 que de 1 423 voix sur 53 631 suffrages exprimés.

LES ÉLUS DE LA RÉGION DE 1958 A 1977

Dans ce tableau : Les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et U.D.-Ve en 1967 et U.D.R. en 1968 ; les élus « modérés » étaient indépendants en 1958 et sont républicains indépendants depuis 1962 ; les « centristes » sont ceux du M.R.P. en 1958, du Centre démocratique en 1962 et du P.D.M. depuis 1967.

	DORDOGNE						GIRONDE						LANDES						LOT-ET-GARONNE					PYRENEES-ATLANTIQUES					AQUITAINE Total						
	58	62	67	68	73	74	58	62	67	68	73	76	58	62	67	68	73	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	77	
Gaullistes	2	1	1	4	1	1a	8	5	3	5	4	4	2	—	—	1	1	—	3	1	—	1	—	2	—	2	3	3	16	7	6	14	9	8*	
Modérés	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	1	—	—	
Centristes	—	—	—	—	—	—	—	—	2b	2	2	2c	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	2*	—	1	—	1	3	3	4	3	3	
Radicaux	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	1	1	1	—	—	3	3	4	1	1	1	
Centre gauche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	
M.R.G.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Socialistes	—	2	2	—	1	1	1	2	5	3	4	4	—	2	2	1	1	2d	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	6	9	4	8	8	
Communistes	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	2	

a) M. Yves Guéna (R.P.R.) réélu le 6 octobre 1974.
b) MM. Cazenave et Achille-Fould élus en 1962 comme indépendants.
c) M. Achille-Fould (réformateur) réélu le 21 novembre 1976.
d) M. Duroure (P.S.) bat M. Martin (R.P.R.), invalidé le 16 septembre 1973.
e) Dont M. Sallenave élu en 1958 comme indépendant.
(*) Représentation de la région compte tenu des élections partielles.

Rêvez de vacances.

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS

PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme

Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F

NOCTURNES jusqu'à 22 h

les Vendredis 10 et 17 Février

هكذا من الأصل

SCIENCES

LE HUITIÈME COLLOQUE DE L'ASTEO

La mer : un objectif prioritaire

L'Association scientifique et technique pour l'exploitation des océans (ASTEO), qui groupe près de soixante-dix entreprises, vient de réunir à Paris son huitième colloque. Trois thèmes avaient été choisis : transport en mer, sous la présidence de M. Gérard Chanchaut, président-directeur général de la société métallurgique et navale de Dunkerque-Normandie ; énergies, sous la présidence de M. Pierre Desprairies, président de l'Institut français du pétrole ; pêche, sous la présidence de M. Christian Brossier, directeur des pêches maritimes au secrétariat général de la marine marchande.

Dans sa synthèse finale, M. Desprairies a rappelé que 75 millions de kilomètres carrés des fonds marins étaient intéressants pour les pétroliers et que ce chiffre comprendrait 50 millions de kilomètres carrés en mer profonde encore quasiment inconnus. Le prix du pétrole profond sera probablement élevé : 8 à 12 dollars le baril pour les gisements situés à partir de 1 000 mètres d'eau, selon les estimations actuelles les plus sévères. Par comparaison, rappelons que le coût du pétrole offshore des plateaux continentaux varie de 3 à 7 dollars le baril, et que le prix de vente du pétrole est actuellement de 12 dollars le baril.

Le pétrole n'est pas la seule ressource énergétique des océans. Les Américains intensifient leurs recherches sur l'énergie thermique des mers, mais l'exploitation de cette énorme réserve est limitée à la zone intertropicale, là où les eaux de surface sont chaudes. L'énergie des marées semble, elle aussi, susciter un regain d'intérêt : M. Robert Gilbrat, « père » de l'usine de la Rance, a annoncé, au colloque, que le Canada venait de promettre 20 millions de dollars destinés à reprendre les études du site de la baie de Fundy. Quant à la houille, son exploitation semble relever d'un avenir lointain, bien que des dépôts coquilles — l'un d'eux évoque, paraît-il, la silhouette d'une « cane enroulée » — soient étudiés fort sérieusement en Grande-Bretagne.

M. Brossier a souligné que les participants aux discussions sur la pêche, qu'ils soient des profes-

sionnels de la pêche et de la commercialisation ou des scientifiques, ont des préoccupations convergentes. La pêche est, bien sûr, en effet, d'une part, par l'évolution du droit de la mer qui est caractérisée par l'appropriation des ressources des zones économiques de 200 milles nautiques et, d'autre part, par l'épuisement des stocks d'espèces traditionnellement pêchées. Il faut donc acquiescer à une meilleure connaissance des ressources vantes exploitables pour arriver à une gestion rationnelle de celles-ci et pour valoriser des espèces traditionnellement dédaignées. Les contraintes nouvelles subies par la pêche peuvent perturber des économies régionales. Mais l'aquaculture — délicate et coûteuse, donc réservée à des espèces chères — peut ouvrir, dans une certaine mesure, un domaine d'activités nouvelles. Etant entendu que le transfert des techniques se fasse bien depuis les hommes de science jusqu'aux « hommes de terrain ».

En célébrant le dixième anniversaire de son association, M. Philippe Peschaud, président de l'ASTEO, avait d'ailleurs réaffirmé devant M. Antoine Ruffin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, que la mer devait être pour les gouvernements un objectif prioritaire. Avec les zones de 200 milles, la France (550 000 kilomètres carrés) augmente sa « surface exploitable » de plus de 10,5 millions de kilomètres carrés.

Y. R.

LE MAUVAIS TEMPS

Le nombre des victimes s'accroît dans les Alpes du Nord

De notre correspondant

Grenoble. — Les brutales chutes de neige tombées depuis le jeudi 2 février (1 m à 1 m 50 par endroits), sont à l'origine de nombreuses avalanches, qui, dans les Alpes du Nord, portent désormais à douze le nombre des morts et des disparus. Le versant italien n'est pas épargné puisque, dans la Vallée d'Aoste, trois touristes belges et trois italiens ont été ensevelis sous une avalanche, alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur de leur véhicule.

C'est à Chamonix (Haute-Savoie) que la situation est la plus critique. Il est en effet tombé 1 mètre de neige en vingt-quatre heures. Jeudi, en fin d'après-midi, l'avalanche dite des « Fosettes », d'une largeur de 150 mètres et d'une épaisseur de 2 mètres, a pulvérisé trois chalets, dont l'un était habité par des touristes. L'avalanche, qui a pénétré à l'intérieur de la maison, a investi tout le bâtiment et a littéralement « éliminé » le chalet.

En utilisant des pioches, les sauveteurs sont parvenus à retrouver les cinq corps des victimes (nos dernières éditions). On est d'autre part sans nouvelles, à Chamonix, de quatre randonneurs partis jeudi de leur hôtel. Au fil des heures, l'espoir de les retrouver vivants s'effrite. L'avalanche, dite de « l'Aiguille verte », tombée dans le secteur fréquenté par ces touristes, a pu les emporter, estime-t-on à la gendarmerie de Chamonix.

Samedi matin, la situation était jugée toujours aussi dangereuse : dans cette vallée qui abrite l'hiver plus de trente mille personnes, on dénombre cent onze

coulures d'avalanches. Parmi celles-ci, 30 % ont déjà été « vidées », les autres « partent » à tout moment. C'est la raison pour laquelle un quartier de Chamonix, situé au bas du couloir du Brévent, a été évacué.

En Savoie, la situation demeure, elle aussi, extrêmement préoccupante, malgré le satisfecit que s'est délivré le préfet de ce département, M. Georges Abadie, qui, au cours d'une conférence de presse, vendredi après-midi à Chambéry, a estimé que « la situation était parfaitement maîtrisée ». Cinq stations sont pourtant encore isolées dans le département de la Savoie : le col de Salsie, Bonneval-sur-Arce, La Giettaz, Pralognan-la Vanoise, Les Menuires-Val-Thorens.

Cette dernière station est inaccessible, la route menant à elle étant coupée par une avalanche large de 800 mètres et dont l'épaisseur atteint par endroits 8 mètres. Celle-ci a d'ailleurs emporté les deux occupants d'un chasse-neige. L'un d'eux a été retrouvé mort, vendredi à 15 heures. Son compagnon et une touriste qui devait se trouver au même endroit n'ont pas encore pu être localisés.

CLAUDE FRANCILLON.

Le Monde

Service des Abonnements
à rue des Italiens
75117 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4207-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - TOM.
115 F 210 F 265 F 400 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
265 F 390 F 515 F 710 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
162 F 265 F 335 F 510 F

II. - TUNISIE
130 F 340 F 510 F 690 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
vont bien faire de chèques à
leur demande.

Changements d'adresse
demandés ou proviennent (deux
semaines ou plus) : nous
sommes invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

ÉDUCATION

LA FIN DU CONGRÈS DE NANTES

La FEN ou l'unité conflictuelle

Nantes. — Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui réunissait à Nantes, depuis le 30 janvier, un millier de délégués, s'est achevé vendredi 3 février par un nouvel appel de M. André Henry, secrétaire général, au parti communiste : « Nous n'avons aucune agression à l'égard de quiconque. Nous disons seulement au parti communiste attention, les travailleurs ne vous comprennent pas !

Cessez de tergiverser, dites qu'il y aura désistement réciproque au second tour : ne laissez pas croire que vous pourriez aller jusqu'à donner la victoire aux partis de la droite. »

Placé à quelques semaines des élections législatives, le congrès de la FEN — qui a lieu tous les deux ans — a été dominé par les échéances électorales, mais les

deux tendances principales — proche des socialistes et proche des communistes — ne se sont pas affrontées directement sur ce terrain. Ce fut plus un congrès d'observation. Si l'unité n'a paru sérieusement menacée à aucun moment, elle n'a nullement progressé. Les quarante-quatre syndicats de la FEN et ses cinq cent cinquante mille adhérents sont dans l'expectative.

De notre envoyé spécial

n'avons pas à dicter leur conduite aux partis politiques ; ce sont les citoyens qui porteront, en définitive, un jugement. Quelle que soit l'issue des élections, notre syndicalisme ne changera ni d'objectif ni de méthode. Car le terrain syndical n'est pas le terrain politique. Si l'on sait que dans le pôle tenu par M. Henry, la même tendance de la FEN, on ne peut empêcher de noter des nuances dans leurs déclarations respectives. Et comment faut-il interpréter cette déclaration du secrétaire général du SNI au congrès, rappelant que son syndicat représentait 60 % des syndiqués de la FEN, mais 22 % des mandats du congrès, et notant que, « pour l'instant, il ne renouvait pas en cause la pondération actuelle ».

Menaces contre les minoritaires ? Critique voilée contre la tentative de la direction de la FEN de ne pas tenir assez compte du poids du SNI et de ses dirigeants ? On s'interrogeait, à la veille du congrès, sur l'attitude, qu'adopteraient les représentants de la tendance minoritaire. Le fait qu'ils n'aient pas recherché l'affrontement avec la majorité n'est pas seulement dû au tassement de leur représentativité (pour la première fois depuis quinze ans, la proportion des mandats qui se sont portés sur leur motion d'orientation a diminué). En réalité, c'est bien la situation dans la gauche qui a paralysé l'opposition interne de la FEN. Oui, le courant Unité et Action est dirigé par des communistes.

M. Henry, pour sa part, est parvenu d'avoir défendu avant tout « les intérêts des syndiqués ». Le désistement automatique est de règle à gauche depuis des décennies. La FEN ne saurait, sans hypocrisie, faire semblant d'être indifférente aux résultats des élections. Mais le secrétaire général n'a-t-il pas forcé la note et exagéré la volonté unitaire de la base des adhérents de la FEN ?

Une menace du SNI ?

M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat des instituteurs (SNI) — qui regroupe trois cent vingt mille adhérents de la FEN, — a paru plus prudent. Dans l'éditorial du prochain numéro de l'École libératrice, hebdomadaire du SNI, il écrit, à propos du congrès de Nantes : « Nous

UN ÉDITORIAL DE M. HABY DANS LE « COURRIER DE L'ÉDUCATION »

Objectif ?

« Il est important que, demain comme hier, comme aujourd'hui, l'école de la nation ne cesse de progresser à l'égard des batailles idéologiques », écrit M. Haby au début d'un éditorial intitulé « Objectif », dans le Courrier de l'éducation daté du 30 janvier. Après cette affirmation, le ministre de l'éducation poursuit en présentant les objectifs du programme de Blais en matière d'éducation. Puis il conclut : « Voilà des objectifs qui peuvent être ceux de tous, car il s'agit de donner tout son sens à la modernisation du système éducatif. (...) Cette modernisation, quels que soient les choix du pays, restera la tâche de demain. »

La contradiction entre les premières phrases de M. Haby et la suite de son propos n'a pas échappé au parti communiste. M. Louis Méxandeux, député du P.S. à l'éducation, a appelé l'attention du ministre, dans une question écrite, sur la confusion

actuelle entretenue entre la diffusion des textes officiels et celle de prises de positions politiques, manifestement liées à la campagne pour les élections législatives, dans des publications ministérielles financées sur fonds publics. Le député socialiste demande au ministre « quelles mesures il compte prendre pour garantir la laïcité et la neutralité du service public, et pour réserver les publications officielles aux informations d'intérêt général ».

Le « Courrier de l'éducation » est un « bulletin d'information du ministère ». Bimensuel, il est tiré à sept cent soixante-dix mille exemplaires et diffusé dans tous les établissements scolaires à l'intention des enseignants et des personnels de l'éducation. On le « programme de Blais » à aucune signification idéologique et politique, ce qui est difficile à croire, ou il en a une, et dans ce cas, M. Haby fait en quelques lignes la démonstration qu'il s'agit d'un « éditorial » peut servir bien opportunément de feuille électorale. — C. V.]

Deux évolutions

En dépit du caractère figé des débats — qui n'ont fait que refléter les blocages d'une organisation qui repose sur des dosages catégoriels et politiques que nul n'est capable de modifier, — le congrès de Nantes aura marqué l'évolution sur deux points au moins :

1) LA LAÏCITÉ. — La FEN, bien sûr, ne met pas son drapeau dans sa poche au moment où elle reproche aux partis de gauche de la faire. Mais la motion adoptée à ce sujet à Nantes (le Monde du 4 février) paraît marquée par la volonté de ne pas mettre en difficulté la gauche au pouvoir. Sauf si la pression de la base était très vive, la FEN ne fera pas de surenchère à ce sujet après les élections. Certes, elle réclamera une loi fixant l'objectif de la nationalisation de l'enseignement privé mais elle accepte, d'ores et déjà, des départs et des départs. C'est un pas important, et l'on ne peut s'empêcher de penser que l'évolution récente du P.S. à ce sujet n'est pas étrangère à celle de la FEN. On est loin des accents vengeurs du congrès de la fédération Cornet, à Albi, en mai 1977.

2) LA FORMATION DES MAÎTRES. — C'est à ce sujet que l'affrontement des catégories, au sein de la FEN, est traditionnellement le plus vif. Il ne s'agit pas d'une querelle métaphysique, mais de savoir qui, à long terme, contribuera le mieux à l'enseignement. Former les instituteurs en dehors des écoles normales, c'est déposséder la SNI d'une partie de son influence. La faire passer à l'université, c'est augmenter les chances du SNES et du courant Unité et Action qui le dirige. En 1976, à Grenoble, les dirigeants de la FEN avaient fait un premier pas en admettant la nécessité d'un corps unique. A Nantes, ils l'ont réaffirmé : « Oui, nous voulons un corps unique de formateurs, de la maternelle à l'université », a dit M. Michel Gevrey (SNI). Mais ils ont fait un pas de plus en acceptant d'introduire dans la motion pédagogique l'idée que les futurs maîtres doivent tous recevoir une formation culturelle « dans des établissements de statut universi-

SPORTS

SKI

UNE NOUVELLE CHAMPIONNE AUTRICHIENNE

De notre envoyé spécial

Garmisch-Partenkirchen. — Le deuxième titre de championne du monde, cette fois dans la discipline du slalom spécial, est allé couronner de nouveau une Autrichienne. La toute jeune Lea Soukner, dix-neuf ans, une res-sortissante de Badse-See, dans le Vorarlberg tout proche, n'est pas une figure fortunée comme sa devancière, l'universellement populaire Anne-Marie Moser-Proell, championne de la descente féminine. Elle était même presque inconnue jusqu'à cette matinée du vendredi 3 février où, entre des flocons de neige tombant toujours dru, elle a perçu sa chance.

Sa cadette, Perrine Feien, dix-sept ans, a été la concurrente qui l'a faite le plus trembler après que la Suissesse Lise-Marie Morevod

l'eut soulagée en manquant sa première manche. Mais ni Perrine Feien ni Fabienne Serrat, pourtant bien dans la course, n'ont pu forcer le destin. Avec Pamela Behr, les allemandes obtiennent une troisième médaille d'argent — résultat qui, aujourd'hui, comblerait de fierté le pavillon français. — O. M.

SLALOM SPECIAL DAMES
1. Lea Soukner (Aut.), 1 min. 24 sec. 85 ; 2. Pamela Behr (R.F.A.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Monika Kasserer (Aut.), 1 min. 25 sec. 37 ; 4. Perrine Feien (Fr.), 1 min. 25 sec. 57 ; 5. Fabienne Serrat (Fr.), 1 min. 25 sec. 75 ; 6. Hanni Wenzel (Liech.), 1 min. 26 sec. 8 ; 7. Lise-Marie Morevod (Suisse), 1 min. 26 sec. 29 ; 8. Claudia Giordani (Ital.), 1 min. 26 sec. 81 ; 9. Christa Zechmeister (R.F.A.), 1 min. 26 sec. 89 ; 10. Renate Mooslechner (R.F.A.), 1 min. 27 sec. 43 ; 11. Martine Louchet (Fr.), 1 min. 28 sec. 62.

FOOTBALL

NICE EN TÊTE

Après les matches de la vingt-sixième journée du championnat de France de première division, Nice occupe la première place du classement avec un point d'avance sur Nantes et Monaco. Les deux derniers matches seront disputés ce samedi 4 février et opposeront Metz à Paris-Saint-Germain et Troyes à Sochaux.

« Marseille et Nancy 1-1
« Lyon et Monaco 1-1
« Strasbourg b. Reims 2-1
« Bordeaux b. Rouen 2-1
« Valenciennes b. Bastia 2-0
« Nîmes b. Laval 1-0
« Nice b. Lens 5-4
« Nantes b. Saint-Etienne 1-0
Classement. — 1. Nice, 35 pts ; 2. Nantes et Monaco, 34 ; 3. Marseille, 33 ; 4. Strasbourg, 32 ; 5. Laval, 29 ; 6. Nancy, Sochaux, Bastia et Saint-Etienne, 28 ; 7. Paris-Saint-Germain, 27 ; 8. Metz, 26 ; 9. Lens et Bordeaux, 25 ; 10. Valenciennes, 24 ; 11. Metz, 20 ; 12. Nîmes, Reims et Troyes, 18 ; 13. Rouen, 15.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON

Station Internationale hiver-été
Altitude 1.300 m

A VENDRE
Directement du constructeur

CHALET
OU
APPARTEMENTS

Crédit 70 % sur 20 ans,
intérêt 6 %

Possibilité rendement 8 %
CONSTRUCTION CHALETS KOHLI S.A.

Case postale 45
VILLARS-SUR-OLLON.
TEL. 025-315.35

LAUSANNE - PALACE

Un havre de paix
situé au cœur de la ville

Tél. 1941/21/20 37 11
Téléc 24 171

PRESSE ACTUALITÉ

Le mensuel qui vous donne sur
l'information des documents que
vous ne trouvez pas ailleurs

DANS LE N° DE FÉVRIER

« LE MONDE »
PAR LUI-MÊME

Comment ce quotidien a évolué au
fil des années

POUR RÉIMAGINER
LA COMMUNICATION

Libérer l'information,
est-ce possible ?

LA PUBLICITÉ
DANS LES QUOTIDIENS

En particulier
dans les quotidiens de Paris

CLAUDE PERDRIEL

parle de « Matin »
et de « Nouvel Observateur »

JOSÉ ARTUR

parle de « Pop Club »

PRESSE ACTUALITÉ

est introuvable en kiosque. Ex-

clusivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 9 F (timbre ou chèque,

C.C.P. 16-68 U Paris) à PRESSE-

ACTUALITÉ, 5, rue Bayard,

75380 Paris, en spécifiant numéro

de février. L'abon. d'essai : 60 F.

مكتبة من الأصل



Monde aujourd'hui

Faits divers

M. Jean est mort

« Vous donneriez à M. Jean », a dit le client à la patronne du bar le Petit Longchamp, en lui tendant par-dessus le comptoir un petit paquet. Il a ajouté : « Je ne l'ai pas vu au moment des étreintes, vous le lui donneriez de ma... »

Mais il s'est interrompu, car la patronne pleurait. Les yeux rougis, un mouchoir serré en boule devant les lèvres, elle a expliqué : « M. Jean est mort, il s'est tiré une balle dans la bouche avant-hier. On voulait l'acquiescer, vous comprenez... »

Dans le bar, une chape de cha-grin s'est répandue comme une brume glacée. Qui aurait pu penser que M. Jean était si malheureux ? Tout le monde aimait ce vieillard actif et serviable. Dans le quartier des Réformes, à Marseille, peu connaisseur le véritable nom de Jean Fernandez. Il faisait partie du paysage du quartier, cet ancien opérateur de cinéma qui, à quatre-vingt-quatre ans, continuait, par force, à bricoler pour l'un, pour l'autre, comme réparateur radio, au fond de ce magasin où l'hébergeait un artisan plombier. Tout le monde l'aimait, M. Jean. C'est si vrai que, lorsque le plombier parti, le brave homme à qui le local appartenait avait permis à M. Jean de rester dans ce quartier qu'il n'avait pas quitté depuis soixante ans... et sans lui demander un sou.

Mais le propriétaire est décédé. Il avait des héritiers, qui n'ont pas voulu s'embarquer d'un locataire qui ne payait pas de loyer. La menace d'une expulsion planait sur la tête de M. Jean. Il s'en est ouvert à un vieil ami. Croyant bien faire, celui-ci lui a conseillé de se résigner. Mais M. Jean n'a pas pu supporter l'image de l'asile pour finir ses jours. Ce « mourir » vers lequel il avait vu partir plusieurs de ses vieux camarades, pour n'en plus revenir... Samedi, à son habitude, M. Jean

s'est levé à 8 h. 30. Comme chaque matin, il est allé jusqu'au tabac du coin prendre, pour la patronne du Petit Longchamp, la provision de cigarettes destinées à la clientèle du bar, ce qui lui rapporte quelques pièces. Puis, en vidant à petites gorgées sa tasse de café noir, assis à une table, il a écrit une lettre. Une lettre retrouvée chez lui, dans l'arrière-boutique du magasin. Elle se terminait par ces mots sans emphase : « Pour moi, la vie est belle ! », puis, il a noté l'heure, 8 h. 30. L'heure du rendez-vous fixe avec l'ami pour le voyage aller simple.

L'ami tarde. Il est en retard. L'ami arrive à 9 h. 10. Trop tard. M. Jean est rentré chez lui. La balle a fait éclater la tête de M. Jean. Il est allongé sur le plancher, face contre terre. Il avait 15 francs par jour pour vivre. Personne, dans le quartier, ne l'a jamais entendu se plaindre.

JEAN CONTRUCCI.

Regard

Le retour du Berger

Il est petit. Un mètre soixante-deux. Très jeune, il s'engage, dans l'armée, car, comme il dit, « seule l'armée fabrique de grands hommes ».

Gavino Ledda (1), le berger de Padre Padrone, auteur du livre d'où les frères Taviani ont tiré le film, parle calmement de son exceptionnelle expérience, de son village sarda, de sa mémoire et aussi de son père. Le village est devenu, depuis le succès du livre et du film, une curiosité touristique. Un musée vivant. Un lieu à consommer.

Le père patron a refusé de le voir. « Il ne veut pas savoir, dit Gavino. Il attend que le film passe à la télévision. Mes rapports avec lui ? Ils sont maux. L'autre jour, une équipe de télévision est venue nous interviewer. Elle a dû prendre chacun à part. Le journaliste a demandé à mon père s'il était content de moi. Il a répondu qu'il n'a de sym-

pathe que pour ses deux autres fils, celui qui a réussi à être sergent dans l'armée, et l'autre qui a sa propre ferme dans le village. Moi, je ne suis pas sympathique. Réussir, pour lui, c'est être en mesure de ne rien lui demander. Or mon père croit qu'un jour je vais venir voter à ses dépens. L'argent ? Pourquoi m'en parlez-vous ? Oui, le livre a été vendu à cent quatre-vingt mille exemplaires en Italie, et puis il y a le film. Mais moi, ce que je veux, c'est redevenir berger, revenir à la terre... »

Gavino Ledda vient d'écrire un autre livre. Il est toujours passionné de linguistique et de musique. Il porte en lui, dans la voix, dans les gestes, son village, sa terre.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Gavino Ledda était aux renseignements sur le village méditerranéen organisé par l'INA à Châteauneuf.

Une affaire

« Fme, 98 ans »

P OUR vendre un appartement au cœur de Paris, on peut vanter ses poutres apparentes, son « bon rapport », ou encore le caractère résidentiel du quartier où il se situe. Mais l'imagination des marchands est, semble-t-il, sans limite, à en juger par cette petite annonce parue au début du mois dans un quotidien du matin : « Imm. parfait état, confort, calme. Très beaux studios, entrée, cuis., s. de bains, balcon. L'un loué Fme 98 ans, autres libres ».

Fme 98 ans, comprenez : « Bien sûr, un des studios à vendre est loué à une vieille dame, qui ne peut pas être expulsée en raison de son âge et de sa condition modeste. Mais c'est tout avantage pour vous : le studio occupé vous reviendra moins cher et compte tenu de l'âge de l'occupante... »

Qu'en peu de mots ces choses-là sont dites ! La société qui a fait paraître cette annonce est spécialisée dans le viager, dont elle ne semble, cependant, pas avoir

compris toutes les subtilités : chacun reste libre, en effet, de faire de son espérance de vie un élément de son patrimoine, mais en aucun cas n'a le droit de spéculer sur la mort d'autrui à son insu.

Toute forme de sexisme ou de racisme dans les petites annonces est désormais condamnée par la loi, sinon par les tribunaux. D'autres progrès restent à faire.

N. B.

Au fil de la semaine

L'HÉRÉDITÉ ou le milieu, l'inné ou l'acquis. C'est un grand débat, peut-être même le grand débat.

Les hommes diffèrent par leurs capacités intellectuelles, par leurs facultés d'adaptation, d'observation, de déduction, de réflexion, en un mot par leur intelligence. Ces différences sont-elles héréditaires et innées ou dépendent-elles du milieu, de l'acquis de la vie entière ? Tel est, schématisé peut-être à l'excès, l'objet du grand débat.

Pour les uns, aucun doute : l'intelligence est héréditaire, ou du moins l'hérédité joue un rôle absolument déterminant dans le façonnement des traits psychologiques et de la personnalité. Chacun de nous a hérité un patrimoine génétique, en bon et en mal, de la nature et de la chance. Dès lors, ses capacités, ses facultés, son intelligence sont à peu près fixées dans des limites déterminées. Des variations réduites, de petits progrès ou des régressions légères peuvent être observés, mais l'héritage génétique ne saurait être substantiellement modifié au cours de l'existence. Nous naissons inégaux et nous le demeurons.

Pour les autres, c'est l'inverse qui ne fait pas de doute : l'intelligence n'est pas héréditaire, ou du moins rien ne le prouve. Elle ne doit rien à l'héritage génétique, elle n'est pas transmise par les gènes, les dons n'existent pas. Tout dépend du milieu, de l'environnement, qui exercent une influence décisive sur les aptitudes intellectuelles et permettent de façonner un génie ou un demeuré à partir du même individu. Nous naissons différents certes mais égaux, et c'est le conditionnement social qui engendre l'inégalité.

La controverse n'est pas nouvelle : elle dure depuis un siècle et davantage. Si elle rebondit aujourd'hui, c'est parce que les progrès des sciences de la vie ont donné désormais aux tenants des deux thèses une foule d'arguments nouveaux, qu'ils se lancent à la tête avec passion, avec fureur même. Cette relance est pourtant tardive et encore modeste en France, alors qu'à l'étranger, particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le débat bat son plein depuis plusieurs années déjà. Surtout, l'affaire n'oppose et ne divise plus seulement les savants de quelques disciplines comme la biologie ou la génétique, mais elle s'étend rapidement, débordant les problèmes scientifiques pour envahir un à un des domaines apparemment fort éloignés de son objet initial.

Il faut immédiatement ajouter que les deux thèses ne sont jamais, ou

presque, présentées de façon aussi triviale et absolue qu'on vient de le faire pour les résumer. Leurs défenseurs respectifs nuancent et atténuent leurs propos par mille considérations et concessions. Ils invoquent ou récusent une foule de notions et de démonstrations, d'expériences et de théories, par exemple sur l'existence, la valeur et la possibilité de mesurer le coefficient intellectuel (QI) d'un individu ; et ils élargissent leurs échanges à des notions aussi difficiles à définir que les critères de réussite sociale, l'accusation mutuelle d'imposture. On se gardera bien, par prudence et risque d'incompréhension, d'entrer plus avant dans leur discussion.

ON voit pourquoi cette discussion est grave et ne se limite pas à la seule question d'école entre savants. Si l'on croit que l'éducation, la formation peuvent conditionner les hommes quels qu'ils soient, les enrichir au point de donner des chances égales ou presque à tous, bref si l'on importe quel individu peut acquérir l'intelligence, c'est toute l'organisation, le fonctionnement, les finalités de l'enseignement qui sont en cause. Au contraire, si on retient de façon aussi extrême la thèse de l'hérédité, alors il est bien inutile de s'acharner à dispenser à tous une même instruction ou lieu de l'adopter aux possibilités de développement de chacun telles qu'elles résultent de sa nature, en faisant porter l'essentiel de l'effort sur les plus capables, les plus doués.

Plus encore : pourquoi vouloir changer la société si les hommes doivent rester ce qu'ils sont ? Et, à l'inverse, si l'environnement fait tout, le progrès entraîne un profond changement pour l'humanité tout entière. Nous voici, on le voit, parvenus sur le terrain de la politique ou sens le plus large avec tout ce qu'elle met en jeu, à commencer par notre conception de la civilisation et l'organisation de nos sociétés, tout simplement. Et on comprend aussi comment, en théorie, ceux qui croient au caractère essentiellement génétique de l'intelligence et luttent l'inégalité fatale devraient être conservateurs, tandis que ceux qui nient l'hérédité et ne se fient qu'à l'environnement pour établir une égalité à leurs yeux possible seraient progressistes.

Or, ce n'est pas si simple. On trouve d'authentiques hommes de gauche dans le camp « héréditariste », de solides réactionnaires du côté « envi-

ronnementaliste ». On doit certes laisser à part ceux qui se couvrant de la première thèse en la poussant à fond et en l'interprétant pour en venir à des théories proprement racistes et autoritaires, voire fascistes ; et on remarque que, parmi les tenants de la seconde explication, très rares sont ceux qui vont jusqu'à plaider l'égalité absolue sans admettre au moins une certaine influence de l'hérédité. Cependant, les données scientifiques, si ôprement contestées qu'elles soient, que retiennent certains savants, même engagés politiquement très à gauche, les ont convaincus de l'importance majeure du facteur héréditaire.

L'UN d'eux précisément, à propos de deux articles successifs où ce problème était évoqué (1) et où on se demandait si le rôle de l'hérédité n'était pas, trois ou quatre fois plus important que celui de l'environnement (2), nous écrivait : « Je vous ai lu avec plaisir et avec un certain soulagement. Il ne faut pas se laisser gagner par les tendances réactionnaires ou nihilistes de gauche. C'est dans mon domaine, celui de la psychologie et de la biologie, que je m'insurge contre certaines affirmations. Et j'apprécie votre bon sens quand vous écrivez : « Ce n'est pas parce que sa mesure exacte peut-être contestée qu'un fait établi n'existe pas. »

Et comme on avait cité l'évaluation de 80 % d'hérédité, chiffre avancé par certains, il poursuivait : « Ce chiffre est dépourvu de signification hors des conditions suivantes :

1) Il ne concerne que l'intelligence, plus précisément encore une certaine forme d'intelligence.

2) Cette proportion de 80 % d'hérédité et 20 % dus au milieu ne concerne que la marge des différences entre individus. En d'autres termes, la différence d'intelligence entre individus est attribuable « en moyenne » à 80 % pour les facteurs génétiques et à 20 % pour les facteurs du milieu.

3) Ce rapport 80 %-20 % n'est valable que pour une population relativement homogène, par exemple, les écologistes parisiens d'origine française. Pour une population hétérogène, le rapport peut être inversé.

Il insiste encore sur un point d'une extrême importance : le rapport hérédité-milieu ne concerne que les différences entre individus d'une population bien définie et ne concerne pas les différences « entre groupes ». Ainsi la différence d'intelligence constatée entre enfants d'origine populaire et

enfants d'un milieu culturellement privilégié peut être due totalement aux facteurs du milieu. »

Et de conclure : « Au fond, c'est pour défendre cette vérité d'une incontestable portée politique que se battent les contestataires de l'hérédité. Mais leur stratégie, leur discours terroriste, consiste à discréditer l'hérédité partout où elle peut s'exprimer. Ce faisant, c'est leur part de vérité qu'ils risquent de discréditer, d'obscurcir. Dans la confusion ainsi entretenue et tablant sur l'évidence des facteurs génétiques, les conservateurs ont, en effet, beau jeu pour fonder les inégalités sociales sur les inégalités héréditaires. L'obscurantisme de gauche entretient l'obscurantisme de droite. »

Ainsi s'exprime M. René Zozzo, directeur du laboratoire de psychologie de l'enfant à l'École pratique des hautes études, professeur à l'université de Paris-X, militant d'extrême gauche et exagéré marxiste. Si on a cité un peu longuement ses remarques, on aurait pu tout aussi bien faire référence à la démonstration de son contradicteur le plus habituel, A. Albert Jacquard, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques et qui enseigne aux universités de Paris-I, Paris-VI, Paris-VII et Genève. A la suite des mêmes articles, il nous écrivait de son côté au sujet de la proportion 80 %-20 % : « En fait, il ne s'agit pas d'une querelle de chiffres, il s'agit de montrer que ces proportions, que ce soit 80 %, 70 % ou 30 %, n'ont aucun sens, en raison de la méthode même qui a permis de les calculer. » Et d'ajouter : « Il est grave de placer ce débat, qui devrait rester scientifique, sur le terrain politique, d'en faire, avec de gros moyens, un débat entre la gauche bornée et sectaire et la droite ouverte et réaliste. C'est une opération dont les prolongements paraissent inquiétants. »

Voilà quelques rapides éléments de réflexion. Ils donnent une idée de la complexité du débat, de son importance aussi, montrant qu'à l'heure où les manipulations génétiques font l'objet de discussions passionnées (2) il s'agit vraiment du « grand débat ».

(1) Le Monde des 18 juin et 3-4 juillet 1977.

(2) On a pu lire à ce sujet (Le Monde du 27 février) le compte rendu par le Dr. J.-P. Lecomte d'une rencontre très animée qui s'est déroulée sous l'égide de la Sorbonne à l'initiative du MUSE (Mouvement universel de la responsabilité scientifique) ainsi que la réaction par M. André Langan, sous-directeur au Musée de l'homme, de deux ouvrages parus aux éditions Copernic dans les titres « Inégalité de l'homme » et « Race et intelligence » sans équivoque.

Masques

L'être et le paraître

par PIERRE DROUIN

NARCISSE est mort. Ce n'est plus sa propre image que l'homme public veut voir, projetée sur l'écran de la télévision mais celle qu'il entend imprimer dans les esprits de ceux qui regardent. Il n'admire plus son reflet mais son rôle de composition.

Quand Démotrius supprime des cailloux, c'est pour corriger un défaut de prononciation, non pour modifier son visage. Que des hommes politiques prennent des leçons de maintien devant les caméras, rien de plus normal. On ne s'improvise pas acteur. On se met un masque pour faire mieux passer leur message sans l'être vraiment leur cause ?

Le paraître devient l'être lorsque le personnage est amené à multiplier les apparitions en public. Il dépose sa peau d'origine pour un revêtement plus lisse, et finit par se compléter tant dans sa nouvelle incarnation qu'il ne la quitte plus. « Chassez le naturel, il revient au galop. » Encore une de ces sentences qu'il faut revisiter, maintenant qu'on sait fabriquer pour les besoins extérieurs une autre nature. Le miroir a donné de la voix à des petites chanteuses au souffle court et l'impression d'une vedette recomposée presque comme le Docteur Moreau d'H. G. Wells la poupée musicale qui draine les applaudissements. Qu'est devenu le fameux « naturel » ? Est-ce le sujet qui existait avant sa transformation ou l'être qui brûle les planches ? Galatée était statue mais elle est devenue femme après l'amour de Pygmalion.

L'existentialisme n'a pas pu contribuer à brouiller les cartes. Si l'homme est ce qu'il se fait, pourquoi ne serait-il pas aussi ce qu'on le fait, la personnalité en constante « représentation » se dotant peu à peu d'une nature et consistant qu'elle devient la vraie. Un personnage de Albert Camus, Roumestan, d'Alphonse Daudet, cette phrase merveilleuse : « Lorsque je ne parle pas, je ne pense pas. »

La manière de s'habiller pour la présentation publique est l'une des plus grandes révélation de l'inconscient. Par une sorte d'inversion des valeurs typiques de l'époque, le bourgeois aime faire « peuple » et le représentant de la classe ouvrière porte tous les attributs du costume de ville.

Attention, toutefois, à ne pas dépasser une certaine ligne invisible lorsqu'on occupe des fonctions de très haut rang. A la télévision le chandail de Glacard, alors ministre de l'économie et des finances, n'a pas été tellement apprécié du public. Mais personne n'en voudra à M. François Bloch-Lainé de se présenter en photo pleine page sur son livre Profession, fonctionnaire, en bras de chemise, à Raymond Aron d'arborer le « col roulé » sur les photos de présentation de ses œuvres ou articles. A l'inverse M. Ségué et M. Marchais sont beaucoup plus à l'aise aujourd'hui en costume bien coupé et cravate, ce qui leur donne un air rassurant.

Le romantisme n'a pas perdu tous ses droits pour qui, comme M. Mitterrand, pense qu'il faut aller vers le peuple, non seulement une rose à la main, mais avec un chapeau de style Bruant. Et quand il pose pour une affiche, c'est sur un fond de nature et de vent, imprimant du même coup, dans la tête de celui qui regarde, l'idée de l'homme qui sait respirer largement, qui croit en l'écologie et qui puise son inspiration dans les racines les plus profondes du sol français.

Romantisme, ne l'est pas moins celui qui lance les « nouveaux philosophes » : Bernard-Henri Lévy, dans le détail savamment réglé de sa toilette. Musset est revenu parmi nous : « Notre siècle a ses mœurs, parlant sa vérité. Celui qui l'ose dire est toujours écoulé. »

A l'université, le philosophe et surtout le sociologue ont maintenant laissé tomber l'attirail vestimentaire du fonctionnaire, mais le droit et surtout la médecine résistent. Les professeurs ont besoin encore, dans ces zones-là, de toute leur « armature » sociale, les contacts se prolongent, au-delà des étudiants, avec le grand public.

Qu'il s'agisse de la politique ou de l'art, le professionnalisme impose de plus en plus une manière d'être qui est une déposition de l'être en faveur du paraître. Quelles ambiguïtés dans de tels comportements ! Car, inconsciemment, la « vedette » peut aussi obéir à la règle déguisée par MM. Michel Crozier et Erhard Friedberg (1) : « Mon pouvoir tient avant tout à mon droit de faire autre chose que ce qu'on attend de moi. »

(1) L'Acteur et le système. Editions du Seuil, 1977 : 448 pages, 65 F.

Le grand débat

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Un musée critiqué

L'organe du gouvernement soviétique IZVESTIA a reproduit une dépêche de l'agence Tass concernant l'ouverture prochaine d'un musée à la mémoire du maréchal Roumel dans la ville égyptienne de Marsa-Matruh. Elle note que ce musée sera érigé « en hommage à un officier supérieur hitlerien qui s'appliquait à matérialiser les idées fascistes de domination mondiale. La décision de créer ce musée pourrait paraître étrange, à première vue, mais elle devient compréhensible si l'on tient compte du fait que les dirigeants égyptiens n'estiment pas nécessaire de cacher leur sympathie pour Hitler et ses idées. « Il est difficile de décrire mon admiration devant le militarisme allemand », écrit dans ses Mémoires le président Sadat. « Lorsque Roumel a lancé son offensive dans le désert occidental, son image commença à me captiver et à m'inspirer. » L'opinion publique progressiste d'Egypte estime que cette décision est une insulte à la mémoire des millions de ceux qui ont péri dans la lutte contre le fascisme. »

Les moyens d'information soviétiques avaient déjà évoqué « les liens entre Sadat et l'Allemagne hitlérienne » au moment où celui-ci décida de faire son voyage à Jérusalem, en novembre dernier. Ils avaient donné l'impression de découvrir brusquement que les Frères musulmans auxquels appartenait M. Sadat n'avaient pas hésité à coopérer pendant la guerre avec les Allemands pour combattre les Britanniques.



Un enfant déçu

Le magazine ouest-allemand STERN rapporte que « le petit Sven Herdemerten, âgé de sept ans, avait dessiné un visage rond tout rouge, la bouche ouverte, pleine de bonbons, et une poignée de dents gâtées qui tombaient. Le jeune enfant d'Essen était l'un des trois mille cinq cents participants au concours lancé par le ministère fédéral de la santé. Et il suscita le courroux des fabricants de confiserie et des syndicats. (...) D'autant que Mme Huber, la ministre de la santé, voulait tirer de l'œuvre de Sven un timbre spécial à plusieurs millions d'exemplaires. (...) »

Il se forma donc contre le dessin de Sven, qui avait eu la préférence de Mme Huber, un lobby rassemblant ceux qui d'habitude s'opposent les uns aux autres. « Les bonbons ne font pas tomber les dents », affirme la Fédération des fabricants de confiserie. Et le syndicat de l'alimentation déclara : « Le dessin n'est pas objectif et suscite des émotions. Le syndicat devait avoir à l'esprit que si l'on se mettait à manger moins de sucreries, les travailleurs de cette industrie devraient aller pointer au bureau du chômage. (...) Ainsi, le rôle du petit Sven ne se réalisera pas, semble-t-il. Le ministre des postes Gschelke, ancien dirigeant des syndicats, ne fit guère montre de fermeté. Si tôt après la vague de protestations, le dessin de Sven a subitement perdu « la qualité voulue » pour un timbre poste. Et il a donc été refusé « pour des raisons techniques ».

The New York Times

Mariage minute

« Les Californiens sont de plus en plus nombreux à pratiquer le mariage instantané », raconte le NEW YORK TIMES. Ils utilisent, en fait, une procédure qui date de 1877 et qui était destinée, à l'origine, à permettre aux couples illégitimes, qui vivaient ensemble souvent depuis de nombreuses années et avaient parfois plusieurs enfants, de légaliser leurs relations sciemment. (...) »

La loi californienne sur le mariage instantané demande seulement au couple de remplir un certificat, qui coûte 5 dollars, à l'une des deux cents « chapelles de mariage » de l'Etat, ou à l'église. Il n'y a pas de prise de sang, avec ses trois jours d'attente, et pas de publication des bans. (...) »

« Les chapelles de mariage » se sont efforcées de rendre leurs services aussi agréables que possible : elles offrent une lune de miel dans un château tranquille, ou sur le « Queen Mary », maintenant ancré à Long Beach. Les couples peuvent être mariés en cinq minutes pour 20 dollars (90 F), ou bien à la leur des bougies, avec enregistrement sur magnétophone, pour 150 dollars. Le personnel de la « chapelle » s'occupe de tout, y compris de trouver un pasteur et les « fiancés » le souhaitent. (...) »

AL-BAYANE

Les « gueux » de l'aube

Le quotidien de Casablanca AL-BAYANE, éditée par le parti du progrès et du socialisme (communiste), décrit « les images de l'égalitarisme par la base, dans la misère et la détresse qui se camouflent ou s'étaient au grand jour » dans les rues du grand port marocain :

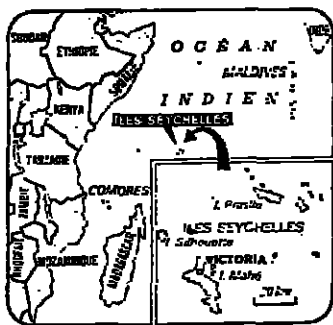
« Frôlant les murs (...), ils déambulent dans les rues désertes de la ville assoupie. Une bicyclette branlante à la main, deux couffins accrochés au guidon, ils sont de poubelle en poubelle, de tas d'ordures en tas d'ordures, dans une recherche hâtive et furtive de boîtes métalliques écorchées, de bouteilles en verre vides ou, la chance aidant, de petits morceaux de cuir ou de quelque ustensile ayant rendu l'âme. (...) Ce sont de petits retraités, des chômeurs chargés de famille qui, grâce à la complicité de la nuit, s'activent à butiner une pitance pour de bourdonnantes ruches affamées. (...) »

« Il disparaîtront (...) pour céder le terrain aux chiens errants et aux chiffonniers. (...) Ceux-là sont rejoints bientôt par d'étranges attelages : des enfants, parfois même des femmes par groupes de trois ou quatre, poussent d'énormes caisses de bois, rafistolées, tant bien que mal, façonnées au gré des trouvailles, montées sur des roues dépareillées et grinçantes. Ce sont les chasseurs de « vieux papiers », de papier d'emballage usagé, de vieilles boîtes de carton. (...) »

« C'est alors qu'apparaissent, aux premières heures du jour, les véritables maîtres de la rue : les marchands de vieux habits. (...) Et puis la rue est livrée aux cohortes de mendiants : hommes et femmes, vieillards et enfants, valides et invalides. C'est la ruée, l'invasion des mains qui se tendent inlassablement, désespérément, de passant en passant, de porte en porte, de boutique en boutique. (...) »

Lettre de Victoria

Dans le sillage de la « Royale »...



Sur le terre-plein de l'aéroport international Mahé stationne un Bréguet-Atlantic aux couleurs françaises. Le porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc en route pour son tour du monde annuel, l'escorteur d'escadre Forbin et l'avisos Commandant-Bory, en manœuvres dans l'océan Indien, sont dans la rade de Victoria. Ils viennent de débarquer plusieurs centaines de matelots dans les rues de la capitale des Seychelles. Il est rare de voir un si grand nombre de pompons rouges sous ces latitudes. Mais, en revanche, les bâtiments de la marine nationale fréquentent régulièrement toute cette zone, et touchent fréquemment l'archipel seychellois.

La seule dénomination des îles de Mahé, Praslin, La Digue souligne de façon suffisamment claire que l'histoire de ces rochers est directement liée à celle de la France. C'est un sieur Lazare Picault, qui avait reçu commandement du gouverneur Mahé de la Bourdonnais d'explorer ces régions, qui, le 19 novembre 1742, découvrit l'île où les élèves officiers de la Jeanne mettent leur pas dans ceux de leurs aînés de la Chiffonne, de la Flèche, ou de la Favorite.

Le décor est resté aussi majestueux qu'il y a deux siècles. L'étroite terrasse à peine posée au-dessus du niveau de la mer, au grand mécontentement d'une population restée en majorité de souche française, tout ici rappelle la France ; la langue d'abord, mais surtout l'histoire. Ainsi, en juin prochain, auront lieu les fêtes commémoratives de la fondation de cette cité qui, avec ses quinze mille habitants, reste une des plus petites capitales du globe : c'est en juin 1778 que Charles Routier de Romain-

caféiers, bambous de Chine, arbres à pain, aux fruits plus gros que des melons, donnent à l'île l'aspect d'un vaste jardin botanique.

« La France bénéficie auprès des Seychellois d'un capital affectif exceptionnel », dit M. de Choiseul-Praslin, qui représente ici la V^e République. La présence à Mahé de cet ambassadeur illustre dans une certaine mesure la fidélité au passé, puisque c'est à l'un de ses ancêtres, alors ministre de la marine, que l'île Praslin, deuxième de l'archipel par la taille, doit son nom. Certains faits témoignent à l'évidence de ce que la France est considérée comme un partenaire de choix. « Depuis la proclamation de l'indépendance de l'archipel, le 29 juin 1976, seuls trois bâtiments de la Royal Navy et un navire soviétique sont venus ici en visite, alors que pratiquement chaque mois nous recevons un bâtiment de la marine nationale », nous indique, en effet, M. de Choiseul-Praslin.

LES Seychelles ne servent d'ailleurs pas exclusivement d'escale aux marins en bordée. Le commandant de l'une de ces unités de passage nous dit à ce propos : « C'est la marine française qui transporte des bulldozers et du matériel de travaux publics, de Mahé sur les îles éloignées, là où le gouvernement seychellois veut construire des pistes d'atterrissage qui permettront de relier régulièrement ces rochers isolés à la capitale. C'est la marine française qui a emmené le ministre seychellois de l'agriculture reconnaître par hélicoptère l'état de la couverture forestière de l'île Mahé. C'est aussi la marine française qui, par sa seule présence, a mis récemment en fuite plusieurs navires-usines formosans qui pêchaient clandestinement dans les eaux seychelloises. (...) »

En réalité, excepté le nom de Victoria imposé en 1841 à la capitale, au grand mécontentement d'une population restée en majorité de souche française, tout ici rappelle la France ; la langue d'abord, mais surtout l'histoire. Ainsi, en juin prochain, auront lieu les fêtes commémoratives de la fondation de cette cité qui, avec ses quinze mille habitants, reste une des plus petites capitales du globe : c'est en juin 1778 que Charles Routier de Romain-

villie, ingénieur géographe, compagnon du célèbre Bougainville, créa un centre administratif qu'il dénomma l'Etablissement du Roy.

Au moment où le peuple de Paris démantelait la Bastille, l'Etablissement ne comptait encore que soixante-neuf Français d'origine, cinq soldats de la garnison, trente-deux gens de couleur et quatre cent quatre-vingt-sept esclaves (!). Sous l'intelligente administration du gouverneur Quéau de Quincy, qui capitula en 1784, entre les mains du capitaine Henry Mowcombe, la ville se mit à prospérer. En effet, Quincy, dont certains comparent la carrière à celle de Talleyrand, obtint pour les Seychellois le droit de continuer à commercer avec le monde extérieur sous un pavillon spécial, à une époque où les Britanniques faisaient le blocus de l'ensemble de l'océan Indien et coulaient par dizaines les navires battant pavillon français.

RESTEE dans la mouvance britannique après les guerres napoléoniennes, l'archipel sur lequel flotta pendant plus d'un siècle l'Union Jack n'en conserva pas moins des liens fort étroits avec l'ancienne mère patrie. La Grande-Bretagne tenta sans succès d'imposer sa langue et sa religion. Rejetant l'anglais et l'anglicanisme, la majorité des Seychellois sont restés fidèles au français et au catholicisme.

« De 1864 à 1918, excepté une courte interruption de 1888 à 1901, nous dit Guy Lionnet, historien national, les relations économiques et culturelles furent particulièrement fructueuses avec la France. Les Messageries impériales, devenues les Messageries maritimes, reliaient Marseille à Victoria en dix-sept jours. L'existence de ce véritable cordon ombilical nous permettait de vendre notre vanille à bon compte en Europe, d'entretenir des rapports suivis avec les îles sœurs francophones de l'océan Indien — La Réunion et Maurice — et de recevoir de façon permanente, tous les produits français — notamment les journaux... »

(1) Seychelles Handbook, Victoria, juin 1976, p. 59.

OLONIE de la Couronne, ce n'est pourtant que vingt ans avant son accession à la souveraineté internationale qu'elle reçut pour la première fois un membre de la famille royale : le duc d'Edimbourg en octobre 1956. En revanche, les marins français y sont venus fort nombreux : de La Pérouse, faisant voile pour Pondichéry, à Bougainville, qui a donné son nom à l'une des plus jolies anses de Mahé, ou à l'amiral Laplace qui y fit escale lors de son tour du monde en 1837, d'Henri de Monfreid au commandant Cousteau. Si le « patron » des campagnes océanographiques de la Calypso a laissé ici un excellent souvenir, il n'en est pas de même de l'auteur de la Poursuite du Kalpan. Ce dernier, il est vrai, décrit la population de Mahé avec une plume atrocement raciste, écrivant à propos des créoles : « Leur grande affaire, leur préoccupation majeure, c'est le coï, puis les siestes et les réveries creuses... » (2). Aussi partial à l'égard des Noirs qu'il qualifie d'« ivrognes, voleurs et paresseux », il écrit : « Les femmes se prêtent à tous les vices, les hommes aussi, et les uns et les autres donnent en échange de leurs bons services toutes les maladies vénériennes transmises de père en fils et de mère en fille comme une immuable tradition... » (3).

Rendant à Monfreid le mépris dont il a gratifié leurs parents, les dirigeants seychellois témoignent en revanche d'une profonde sympathie pour ceux qui, au travers des siècles sont venus de France, suivant le sillage de la Royale : l'abbé Alexis Rochon, astronome et géographe ; Pierre Sonnerat, naturaliste ; Auguste Pervillé, botaniste ; Albert Fauvel, naturaliste, spécialiste du coquillage de mer ; Henry Legrand, auteur d'une monographie sur les lépidoptères de l'archipel. C'est sans doute en leur honneur, et en celui de Quéau de Quincy et de ses adeptes, que M. Albert France René, chef de l'Etat seychellois, et ses amis songent à débaptiser Victoria pour en faire Romainville...

PHILIPPE DECRAENE.

(2) et (3) La Poursuite du Kalpan. Grasset, Paris 1971, p. 276.

QUÉBEC

La tempête

LA nuit arrive sans que l'on ait aperçu une seule fois la rue. Nuit blanche des villes, avec une hésitation. La consommation d'alcool et de boissons chaudes a monté, la perturbation des bureaux a baissé.

Dans les rues presque désertes que les chasse-neige ne parviennent plus à dégager assez vite, les taxis ne peuvent prendre un tournant sans faire un demi-tour sur eux-mêmes. Les lourds autobus avancent à petite vitesse, comme des mastodontes précautionneux. Des funérailles de neige enlèvent par le vent s'échappent des toitures. Le regard des marcheurs à une allure martiale, ils jouent à la tempête de neige. Les clochards de la rue Sainte-Catherine ont disparu. Une jeune femme sur-tête saute à pieds joints pour attirer l'attention d'un taxi peu pressé. On se retourne pour admirer la couleur brique des joues de cette écorchée. Les joues, à moins qu'elles ne soient rebondies ou soufflées, paraissent des accessoires négligeables. Par grand vent, on plait son propre visage et on admire sa légalité. Les joues se font rigides comme du bois et, en même temps, piquantes comme après une friction. La respiration gèle de façon décorative sur la moustache : les oreilles sont depuis longtemps recouvertes.

Selon toute vraisemblance, les gens raisonnables n'aiment pas la tempête : mauvaise affaire pour les affaires, dégâts inévitables. Les autres retrouvent avec plaisir la nature, qui parle. En Amérique du Nord, elle ne manque pas de voix. On collectionne les tempêtes, on garde les meilleures, on raconte celle où l'on a « frappé un banc de neige » (ongress) sur la route et où l'on a failli suffoquer sous la force du vent en sortant de la voiture. Par-dessus tout, on retrouve l'hiver et ses neiges, qui sont de familles différentes. Pour beaucoup, c'est plus qu'un plaisir, c'est un pays.

ALAIN-MARIE CARRON.

ÉGYPTE

Le Caire n'aura pas de métro

LORS du débat parlementaire sur l'adoption du budget de 1978, un député, s'avisant en extrême que l'on avait « oublié » les crédits pour le métro du Caire, réclama à tout le moins l'adoption d'un crédit symbolique d'une livre (7 francs) « afin que les Égyptotes sachent que ce projet qui leur est cher n'était pas abandonné ». Le ministère de l'économie et des finances refusa tout net, faisant un mort-né de ce métro en gestation depuis plus de dix ans.

En 1975, au moment de la visite de M. Giscard d'Estaing en Égypte, la SOFRETU, filiale de la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) venait d'obtenir l'accord du gouvernement égyptien sur son étude concernant le métro du Caire. Le chef de l'Etat français s'engagea personnellement sur cette affaire, accordant à l'Égypte un premier crédit de 100 millions de francs au cas où une entreprise française serait choisie pour la réalisation de l'ouvrage. Les Égyptotes poussèrent des soupirs de soulagement.

Se déplacer au Caire n'est pas en effet une petite affaire. Les autobus et les taxis sont bon marché mais ils sont rasmens et toujours bondés. Aux arrêts, des centaines d'usagers prennent parfois d'assaut un seul et unique bus, pénétrant par les fenêtres, s'accrochant aux pare-chocs, grimant sur le toit. A l'intérieur des autobus surchargés, il est arrivé que des voyageurs périssent étouffés. Les transports en commun sont devenus dans la capitale égyptienne un instrument de torture de la population, à telle enseigne qu'à chaque manifestation du mécontentement populaire le premier mouvement des protestataires a été de briser des autobus.

« Si la révolution (en 1830) a commencé à l'Opéra en Belgique, elle pourrait se déclencher ici à une station de bus », aurait lancé un jour en plein conseil des ministres une personnalité

qui, depuis, ne fait plus partie du cabinet. Selon la formule d'un journaliste égyptien, fondée sur les statistiques officielles, « au Caire, chaque jour 100 000 voitures transportent 200 000 personnes et 1 200 autobus essaient de transporter 3 millions de personnes ».

Il faut croire que ni la situation catastrophique des transports en commun du Caire ni l'approbation publique des deux présidents au projet de métro français ne furent d'un poids suffisant puleque, à la mi-1977, on apprit un beau jour que, « par mesure d'économie », la capitale égyptienne resterait sans métro. Certains responsables crièrent à « la faute de politique intérieure grave », au « mauvais coup porté aux relations avec la France ».

Cependant, aucun projet nippon ou anglo-saxon n'avait surgi dans la foule, les tenants français et égyptiens du schéma de la SOFRETU essayèrent de contourner l'objection financière en intéressant les Saoudiens au financement du métro. Paris avait auparavant dégagé un nouveau crédit de 180 millions de francs en pure perte.

Apparemment, M. Kayesouni, ancien ministre de Nasser, converti au néo-libéralisme, ne veut pas faire la dépense du métro, qu'il soit français, japonais ou américain. Le vice-président du conseil chargé des affaires économiques croit qu'il résoudra le problème des transports au Caire en réglant une circulation automobile totalement anarchique, en ajoutant quelques autobus iraniens ou espagnols au parc existant et en construisant des villes nouvelles dans les déserts jouxtant la capitale. Quant à la France, elle a refusé pour le moment que les 200 millions de francs de crédit qu'elle avait consentis en deux fois pour le métro soient utilisés à d'autres fins, par exemple l'implantation de villes nouvelles dans le désert égyptien.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

RADIO-TELEVISION

POINT DE VUE SUR RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Encore une voix détournée

Des journalistes pigistes de Radio-France internationale nous ont adressé le texte suivant :

« **L**a France est aujourd'hui considérée et respectée dans le monde, considérée et respectée davantage peut-être que vous ne le croyez », a déclaré, dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs, le président de la République. « Oui », a-t-il ajouté, « derrière nos intérêts à chacun de nous, il y a un tout autre jeu, il s'agit de veiller à la réputation de la France ».

Partie prenante de ce « tout autre jeu », nous journalistes pigistes de Radio-France internationale, désirons de contribuer pour notre modeste part au « bon choix pour la France », en tentant de souligner à quel point ces propos du chef de l'Etat correspondent à ce que nous vivons depuis 1974, date de l'éclosion de l'O.R.T.F.

Le rayonnement mondial de la France a été magistralement assuré, notre pays restant au vingt-huitième rang pour le nombre d'émissions sur ondes courtes diffusées vers l'étranger. Bien loin derrière la petite Albanie et la minuscule Principauté de Monaco ! Mais ce n'est pas tout.

Le Quel d'Orsay, maître d'œuvre de ces émissions réalisées par Radio-France (1), s'attache à créer une présence française profonde et

désintéressée, puisque nous avons diffusé ces dernières années exclusivement vers l'Océan Indien et l'Afrique, dont la France est « l'ami fidèle et sûr » et musclic. Mais il y a plus.

Pour accentuer le message d'amitié, pratiquant un tournant à 90 degrés, nous diffusons depuis le mois d'octobre à l'intention des pays de l'Est et du Sud, soyaux clairs : c'est par pure coïncidence que le gouvernement américain a proposé pour le budget 1978-1979, une augmentation substantielle des crédits de Radio-Europe libre et de Radio-Liberté qui, comme chacun le sait, émettent exclusivement vers l'Est... (le Monde du 25 janvier 1978).

Quant au reste du monde, la France y sera largement « considérée et respectée » grâce aux émissions en ondes courtes ou moyennes diffusées en tout et pour tout en Allemagne, en Espagne et au Portugal. (Contre une vingtaine de langues, y compris le grec démocratique et katharvousa et le yiddish. Contre trente langues émises par la Principauté de Monaco aujourd'hui.)

Arrêtons-nous maintenant sur l'effort exceptionnel consenti pour les programmes enregistrés, émissions culturelles réalisées aussi par Radio-France et distribuées gratuitement aux radios étrangères par les attachés culturels de nos ambassades : en quatre ans, on a réussi à les réduire de 80 %. Mille quatre cents heures enregistrées en vingt

langues en 1974. Trois cents heures en quatre langues en 1977. Et en 1978 ?

Déjà les émissions pour le Brésil sont supprimées. Elles se feront sur place, à Rio, où la culture française, c'est sûr, est mieux connue que chez nous et où règne la plus totale liberté d'expression. Il reste deux cent cinquante heures en trois langues : français, anglais, espagnol. Il semblerait qu'on ne puisse guère descendre plus bas. Et pourtant...

Cessons de plaisanter et ouvrons le Bulletin officiel des annonces des marchés publics du 18 décembre dernier. On peut y lire un appel d'offres du Quel d'Orsay pour la réalisation par lots de ces émissions. Radio-France est mise en concurrence avec le secteur privé. Question de budget ? Ou la vocation culturelle de Radio-France est-elle moins appréciée que la mesure spéciale-Quel ? que seraient sans doute mieux fabriquées des émissions privées ?

Une maquette concurrentielle est en voie de fabrication à Radio-France. En français exclusivement. Dans le meilleur des cas, elle était acceptée, il n'y aurait sans doute pas d'émissions originales réalisées en anglais et en espagnol, et les auditeurs étrangers se trouveraient à l'écoute d'émissions traduites et lues par des speakers ! Rien ne prouve que Radio-France, candidat parmi d'autres, sera retenue. Si elle ne l'était pas, la mission de rayonnement culturel de la France à l'étranger échapperait complètement au service public.

Enfin, il serait également question que le ministère du travail et le Fonds d'action sociale ne subventionnent plus les deux heures quotidiennes diffusées en dix langues sur France-Culture pour les travailleurs étrangers résidant en France. De mauvaises langues voient là un rapport avec les récentes mesures Stoléru...

En tout état de cause, et toutes ces menaces devenant réalité, c'est une cinquantaine de journalistes, pour la plupart des pigistes, qui seraient privés de travail. Une goutte d'eau dans le millon et plus de chômeurs.

(1) Le Monde daté 15-16 janvier, et 4 février.

A « Apostrophes »
Le roman
c'est la liberté !

C'EST LA LIBERTÉ, vendredi sur Antenne 2, chez Pivot, pour le roman. Pendant une heure, on a entendu parler moins de changement de société que de style, moins de qualité de la vie que de bonheur d'écriture.

Au-delà du maître d'œuvre, Frédéric Marceau, et de son essai le Roman en liberté, intervenait Jules Roy, et son premier roman d'amour : le Désert de Retz ; Christine Anothy et son Bonheur d'une manière ou d'une autre ; Pascal Bouchard et ses Romanclers à trois ans, qui inventent comme lui mentent ; un jeune premier romancier, François-Olivier Rousseau ; le Regard du voyageur, et un écrivain tardif mais prolifique, le Polonais Andrzej Kunicki, le Roi des deux Siciles.

Des propos qui s'entrechoquaient, on a pu retentir que le roman se porte bien, qu'il apporte à son lecteur, sinon toujours à son auteur, une sorte de bonheur, qu'il ne connaît pas ses frontières, qu'il est « cannibale » (Virginia Woolf). Si certaines affirmations avaient l'évidence fragile des idées trop reçues pour être notées (le romancier voit ce que les autres ne voient pas, il a le don de doubler vue, il propose une vision du monde), d'autres avaient le mérite d'une plus grande recherche (l'autobiographie d'exiliste pas, tout est autobiographique, le romancier se démultiplie à travers tous ses personnages ; le style, c'est le fond ; l'imagination n'est pas seulement dans l'invention de l'histoire mais dans la conduite du récit, à chaque instant du parcours), pour se conclure sur cette image autopsique de Frédéric Marceau : l'imagination est une vertu comme la charité chrétienne ; elle paraît ce qu'elle décrit de ses propres richesses.

En définitive, le roman, qui n'est ni poésie, ni histoire, ni essai philosophique ou politique, peut annexer la poésie, l'histoire, la philosophie, la politique, la linguistique, l'ignorance ou le savoir.

C'est ça sa liberté : son infini pouvoir. Alors, il y aura encore de beaux jours pour les conteurs d'histoire. — P. M.

HOMMES-SANDWICHES

On vous écrira !

ROUGE, orange, vert, attention, micro. Vingt-cinq candidats venus pour un concours d'animateurs organisé par Sud-Radio se présentent à Toulouse. Sept cent cinquante demandes de participation sont parvenues à la station.

Dans un studio, les candidats défilent les uns après les autres, s'assoient, intimidés. Ils tentent leur chance. Plusieurs épreuves sont prévues : un essai de voix, une lecture de publicité, des annonces de disques, une interview de quelques minutes. L'audition terminée, un temps de détente. Les responsables y mettent fin. Mirel, on vous écrira !

Il y a des âges divers, vingt-quatre hommes et une seule femme, et ils ont en général une passion : le cinéma ou le jazz. Mais que sont-ils donc venus chercher ? Du côté de la technique, on écoute les voix amplifiées. Peu de commentaires. C'est bon ou pas, ça peut « faire une saison ». De toute façon, les contrats seront attribués dans le meilleur des cas, ou de six mois. Les animateurs passent, bien sûr, les voix laissent : sans cesse il faut changer de rythme. A Sud-Radio, on parlait ce jour-là des animateurs comme des comédiens, et on disait qu'il fallait « avoir peur pour être bon à l'antenne ». Ceux qu'on engageait ne produisaient pas leur émission, ils exécutaient un programme fixé par un service. Ils mettaient en forme.

L'animateur est un intermédiaire rentable. Il vend son nom — en échange d'une certaine renommée — à une image de marque, et il présente la publicité. Plus la seconde écoute, plus l'émission est cotée, plus l'animateur est réputé. Voyez aujourd'hui à Paris ces

panneaux où s'affichent les visages de Pierre Bellemare et de Philippe Gilda. Michel Drucker habillé en M. Loyal, envahit le métro et recouvre les palissades : images d'hommes réduits à la dimension d'une voix, et d'un micro.

A Toulouse, le concours était triste. Les candidats répétaient les tics caricaturés de leurs aînés. Cet exercice assez affligeant d'imitation prouvait leur bonne volonté mais aussi leur soumission.

A Sud-Radio (ancienne société andorranne devenue depuis peu une société française) des changements survinrent après la nomination en octobre dernier de M. René Duval à la direction de l'information et des programmes. Mais les vraies transformations de la station datent de la nomination de M. Xavier Gouyon-Beauchamps à la présidence de la SOFIRAD et à la présidence de la station. Depuis ce jour, Sud-Radio s'est découverte une vocation régionale et vise à conquérir les auditeurs du Midi-Pyrénées, de l'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon. M. René Duval dit que Sud-Radio doit être la « première des stations régionales au lieu de rester la dernière des stations nationales ». Seul concurrent : Radio-Mont-Carlo, également contrôlée par la SOFIRAD. Mais là-bas, à Toulouse, on se soucie peu de R.M.-C. ou de la station régionale de FR 3. On veut inventer des jeux, des magazines, être à l'écoute des auditeurs et de leurs traditions.

Sud-Radio recrutait donc des animateurs pour de nouvelles émissions : la « grille » des programmes sera élaborée d'ici octobre 1978.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

L'impartialité, ici et ailleurs...

De l'art d'interroger un premier ministre

L'IMPORTANT pour une télévision libre, aimait à répéter Eric Savaré, présidenteur de Sudé, est Grande-Bretagne, en particulier, que personne n'a jamais osé violer cette règle non écrite. Tout est là, tout repose sur le respect d'une certaine idée de la démocratie.

Notion parfois un peu trop élastique, hélas ! et sujette à bien des distorsions. Regardez ce qui se passe au Canada, un pays où le service public n'a pas le monopole de la télé, il s'en fait à un pays où l'on peut capter jusqu'à vingt chaînes, dont certaines par câbles ; un pays traditionnellement attaché aux libertés ; un pays cependant dont l'héritage latin, avec ce que cela peut comporter d'intolérance passionnée, semble peser un peu lourd dans la balance depuis quelques temps. Depuis l'élection de M. René Lévesque en novembre 1976, au Québec, plus précisément.

par CLAUDE SARRAUTE

à sa défaite. Elle l'avait en effet soumis à une interview extrêmement agressive et serrée, tout premier ministre qu'il était, lui faisant perdre ainsi plusieurs points dans les sondages.

Quant aux impuissantes fureurs de Sir Harold Wilson et, après lui, de M. Jim Callaghan contre la B.B.C., elles sont sources d'innombrables incidents très douloureux racontés par Sir Charles Curran, l'ancien directeur général de la télévision londonienne. Je l'ai rencontré à l'occasion d'un colloque sur l'information télévisée organisé par Radio Canada, justement, en novembre dernier. Jamais, au grand jamais, White City n'a pu devoir céder aux injonctions dépitées de Downing street.

Mais jamais, au grand jamais, nos journalistes ne se permettraient de parler aux grands premiers rôles de notre scène politique — qui sont de l'opposition ou de la majorité, c'est pareil — sur le ton désinvolte et volontiers insultateur employé dans les pays anglo-saxons. Si risquerait-ils que le public

serait le premier à les rappeler au sens de la hiérarchie. Qui sont-ils pour s'adresser sur un pied d'égalité, sans aucun signe extérieur de respect, à des ministres, à des présidents ? Des journalistes tout simplement.

De la même façon, personne ne s'est ému ici du véritable matriage organisé par nos chaînes de radio et de télévision autour du dis-

cours dit « du bon choix » prononcé par M. Giscard d'Estaing le 27 janvier. Si nos voisins s'étaient — chose impensable — avisés d'en faire autant, l'opposition aurait immédiatement exigé et obtenu l'exécution de la loi sur la presse, les Français ne s'en rendent même plus compte, serait considéré partout comme un intolérable abus de pouvoir.

Une vedette d'extrême-droite

Au fond, c'est à cela aussi, au consensus d'une opinion plus ou moins tolérante, plus ou moins exigeante, que se mesure à la base de la pyramide l'indépendance d'une télévision. En Allemagne fédérale, on entendait l'immense majorité d'un public traumatisé par son passé, — on n'imaginait pas de voir un communiste ou un nazi s'exprimer à l'écran à l'occasion d'un débat ou d'une table ronde — par exemple, en dehors du strict temps de parole dévolu à leurs partis respectifs pendant les campagnes électorales, seule, le dis bien seule, unique occasion pour eux de passer à l'antenne. Très « fair-play » les Anglais.

En revanche, ont donné à Enoch Powell, leader d'une extrême droite particulièrement virulente, sa chance, il a su la saisir, et devenir une vedette du show-business politique outre-Manche.

Et les Français, c'est leur drame — drame lié à l'absence d'éléments de comparaison sans doute, — les Français trouvent encore et toujours normal de permettre à ceux qui le gouvernement de détourner purement et simplement le service public de sa mission et de le transformer parfois et insidieusement en instrument de propagande.

« Télé-violence », de Jean Cluzel
ni coupable ni innocente

EN application des décisions du conseil des ministres du 1^{er} février, le gouvernement va adresser aux présidents des sociétés de télévision des directives les invitant à tenir compte dans leur programmation du caractère violent de certains spectacles. Cette recommandation devrait être ensuite inscrite dans les cahiers des charges à l'occasion de leur révision annuelle ; obligation serait faite aux chaînes de diffuser en fin de soirée ce type d'émissions. D'autre part, au sein de chaque conseil d'administration, un membre sera chargé de suivre plus particulièrement ces problèmes. Ces dispositions font suite notamment aux rapports de

M.M. Christian Chavanon (« le Monde » du 30 novembre 1976) et Alain Peyrefitte (« le Monde » du 29 juillet 1977). Ce dernier document précisait : « Afin de tenter de réduire chez les jeunes les phénomènes d'accoutumance à la violence, il semble indispensable qu'un effort soit entrepris par les différents chaînes de télévision elles-mêmes pour limiter le nombre des émissions à caractère violent (films, dramatiques, etc.), ou tout au moins pour en retarder la programmation. » Sur ce thème, Roger Cluzel, présentateur du journal de 20 heures sur TF1, a publié également ses réflexions (« le Monde » daté 18-19 décembre 1977). A son tour, M. Jean Cluzel s'interroge sur la « télé-violence ».

M. JEAN CLUZEL, sénateur C.D.S. de l'Allier, est depuis 1974 l'un des rapporteurs du budget de la radiotélévision. Tous les ans, il soumet à ses collègues de la Haute Assemblée un volumineux document qui passe en revue les principaux problèmes du développement de l'audio-visuel en France et qui — avec les rapports de deux députés, M.M. Le Tac et de Frémont, et d'un autre sénateur, M. Calliéret — apporte un ensemble d'informations, de réflexions, de propositions dont chacun fait son profit.

De ses observations quotidiennes, M. Cluzel a tiré un livre qui, en dépit de son titre, « Télé-violence », ne s'adresse pas seulement aux effets, mille fois dénoncés et autant de fois niés, des médias sur la criminalité et

la délinquance, mais aussi, et surtout, à « l'influence profonde de la radio-télévision sur nos manières de voir et de sentir », autre forme de violence, aussi difficile à mesurer qu'à ignorer.

Chemin faisant, l'auteur, qui voit dans la télévision, mais avec beaucoup de nuances, un « quatrième pouvoir », après pressentir, considérée traditionnellement comme un « quatrième pouvoir », s'en prend à « la publicité racoleuse », au « viol des foules » par la propagande politique, à la transformation des enfants en « nouveaux alphabètes », à « l'invasion de la sous-culture » d'origine américaine. Ces contraintes sont, selon lui, autant d'agressions qui vont en définitive à l'avantage de la liberté d'expression. Quelle est leur action réelle sur l'esprit des téléspectateurs ? M. Cluzel se garde de

toute conclusion hâtive, sachant que les spécialistes en débattent, mais croit possible de résumer en ces termes l'acquis des recherches sur la télévision : « pas coupable ? peut-être ; innocente ? sûrement pas ». Les suggestions formulées par le sénateur de l'Allier ne sont pas nouvelles : « améliorer les structures », « ouvrir le droit à l'expression », notamment par la reconnaissance des radios locales, « diffuser la culture », « stimuler la création ». Cependant ces principes devraient guider ceux qui ne croient pas plus à la neutralité des médias qu'à leur toute-puissance, tentent de définir simplement ce que M. Jacques Thibaut, ancien directeur adjoint de la télévision, appelle « une politique de la télévision ».

THOMAS FERENCZI.
* Télé-Violence, Plon, 251 pages, 35 francs.

Commission d'enquête à Radio-Canada

Il n'en a pas fallu davantage pour déclencher à Ottawa les foudres vindictives de Mme Jeanne Sauvé, ministre des télécommunications, et du premier ministre fédéral M. Pierre Trudeau. Si son ancien condisciple l'avait emporté à Montréal c'est grâce à lui, grâce à quoi ? A Radio-Canada, réseau français de C.B.S., la Canadian Broadcasting Corporation. Et de mettre, aussi, une commission d'enquête aux trousses de son président, M. A.W. Johnson, un homme charmant, sincère, désarmant de bonne volonté.

Que lui reprochait-on ? La partialité de ses journalistes. Au lieu de faire preuve d'objectivité, ils penchaient en faveur des séparatistes et manquaient à leur devoir : prêter l'unité nationale. A quoi l'on pourrait rétorquer qu'en l'occurrence être unitaire c'est plaider pour les fédéralistes. Mauvais procès de cette façon. Les conclusions ni ard ni cochen du rapport ont dû sans rassurer. Le moyen de s'en tonner ? Ces sortes d'accusations sont difficiles à prouver. Comment mesurer, en effet, la neutralité d'une « édition en parole » ?

La question s'est posée en 1957 aux Pays-Bas. Les grandes familles religieuses et politiques s'y partageaient, on le sait, les cases des deux trilles au prorata des abonnements souscrits à leurs différents journaux de télévision, des hebdomadaires comme *Télé 7 Jours* ou *Télérama*. Et les nouvelles, libre-t-on, qui s'en charge ? Justement c'est, ou plutôt a été, tout le problème. A l'époque l'idée prévalait que l'information ne peut pas, ne doit pas être impartiale, que l'opinion se manifeste partout, en tout, et qu'il appartenait à chaque société d'exprimer ses propres idées.

Un peu de ce qui s'est résolu la R.A.I. allemande en abandonnant carrément l'opposition le service des informations de la deuxième chaîne. L'ennui, c'est qu'un journal télévisé exige d'énormes moyens techniques et financiers. En Hollande, le

produit de la redevance et celui de la publicité étant redistribués à fonction des heures d'antenne allouées à chacun, les petits se trouvaient défavorisés par rapport aux gros. D'où la décision de confier, il y a une vingtaine d'années, la responsabilité des trois bulletins quotidiens et des grands reportages — des sports aussi, pendant qu'on y était — à un service public créé pour la circonstance, la NOS.

Du coup on est revenu, et vite, à la notion, si contestée la veille, d'objectivité. Surveillée de très près, vous vous en doutez, chaque émission, au début, n'était-ce qu'un débat d'un quart d'heure, devait résumer tous les points de vue sur le sujet même si vous en aviez quinze ! A présent on est loin, bien loin, aux Pays-Bas, de ces minutes pointilleuses. Après avoir un peu renoué, les politiciens de tous bords ont admis petit à petit que l'impartialité ne se juge pas sur une soirée une heure, une semaine, un mois, voire une année. Elle exige simplement de faire figurer au sommaire des journaux ceux et seulement ceux qu'y place l'actualité. A la rédaction de décider dans quel ordre, et à quel rythme.

Bof, dira-t-on, dans cette course à l'écran, la majorité en place l'emportera toujours sur l'opposition. Gouverner c'est agir, c'est créer l'événement. Certes. Reste que, là-bas, les ministres ont à cœur de respecter la règle du jeu. Leurs privilèges, à commencer par le premier d'entre eux, ne dépassent pas ceux de n'importe quel homme politique. Sauf en cas de désastre national, seule occasion pour le président du conseil de s'adresser à la nation sans en avoir été prié.

Idem en Suède, où l'allocution télévisée d'Olof Palme le jour de la mort du roi, légitime aux yeux de certains, a été sévèrement jugée par beaucoup. Elle tombait mal : en pleine campagne électorale. M. Palme devait d'ailleurs accuser bientôt la S.S.R. d'avoir contribué

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

BANDE A PART : DEHORS L'HIVER. — Lundi 6 février, A2, 22 h. 25.

Chez lui, pour la dernière fois avant longtemps, M. Massabie, soixante-dix-neuf ans, ancien instituteur, observe ses poissons, fait la pâte de ses deux chiens. Il se sentait isolé, il avait l'impression de trop déranger l'aide ménagère qui lui rend visite, il appréhendait chaque jour davantage les risques et la tristesse de sa vie de solitaire. Lui qui aime tant parler, il va partir. L'émission proposée par Marianne Gosset et réalisée par Michel Parnat dans la série « Bande à part » situe cette journée particulière de la vie du vieux monsieur : les images de sa maison à la campagne, ses dernières nostalgies viennent en parallèle, en contrepoint des vues de ce qui va être sa nouvelle vie, avec les autres, ceux qu'on appelle « les vieux ».

Dans le village de Mondreville, grâce à une initiative de Mme Patron, adjoint au maire de Montargis, ceux-ci ne sont pas indésirables ; il leur est proposé de planter de nouvelles racines, de retrouver d'autres liens. Trois femmes du village veillent chaque jour à ce que tout se passe bien et accomplissent le gros des besoins domestiques. Chaque pensionnaire a

sa chambre, sa place à une des tables de la salle à manger. Et le jeudi, des gens du village, des femmes surtout, viennent bavarder ou broder. « Liens tissés, souvenirs brodés » : c'est un peu l'emblème de leur « maison » confortable et harmonieuse, bien loin des ségrégations et de l'anonymat des établissements de trop grande taille. Tout près, les gens du village sont là. Tout près, aussi, la cinquième qu'on n'a pas séparée de la cour. Les gens de Mondreville s'y promènent comme dans un jardin.

DOSSIER DE L'ECRAN : « LOUIS XI OU LA NAISSANCE D'UN ROI ». — Mardi 7 février, A2, 20 h. 30.

Rediffusion d'un film historique très original réalisé pour les *Dossiers de l'écran* (déjà programmé le 20 décembre 1977). Hors les travestissements de la légende attachée au roi Louis XI, Alexandre Astruc et Roland Landénbach ont tiré un vivant portrait du dauphin Louis (une deuxième partie sur le règne est en préparation) du grand ouvrage de l'historien américain Paul Murray Kendall. 1423-1461 on les années d'apprentissage, la formation d'un caractère, l'éveil d'un homme qui a connu son pays humilié et battu et qui se fait sa propre idée du pouvoir royal.

Comme Rossellini dans « La Prise du

pouvoir par Louis XIV ». Alexandre Astruc a réussi à faire comprendre l'esprit d'une époque en montrant le comportement de ceux qui bâtissent l'histoire. Ce film est un conflit de famille commandé par les rapports du père et du fils, de Charles VII et du futur Louis XI. De cette étude de comportement à la mise en images d'un passé lointain, Astruc s'est éloigné de la méthode rossellinienne. Pas de reconstitution réaliste minutieuse d'un certain état des mœurs et des habitudes sociales, mais un univers de studio entièrement artificiel dont les détails décoratifs viennent signifier les châteaux, les lieux d'un affrontement d'où surgira un nouveau règne. Alexandre Astruc a filmé magistralement les gestes et les évolutions de ses personnages. Sa mise en scène souligne en même temps toutes les beautés d'un texte dramatique signifiant, lui, les passions, l'idéologie royale, la politique, les crises intérieures. Les acteurs sont parfaitement dirigés ; on remarque, bien sûr au premier plan, l'interprétation de Denis Manuel. Il joue, non sur le physique disgracieux de Louis, mais sur son caractère.

DE MEMOIRE D'HOMME : « DES TRACES QUI NE MENENT NULLE PART ». — Jeudi 9 février, A2, 21 h. 15.

Programmé tous les deux mois, « De mémoire d'homme » possède au moins une vertu : celle de contraindre réalisateur et scénariste à pratiquer l'art de l'ellipse. L'émission se décompose en effet en deux volets asymétriques : une « dramatique » sans dénouement, retraçant les éléments d'une affaire criminelle séculaire ; une enquête en direct de Pierre Bellemare, mi-police judiciaire, mi-quête d'Isis, qui cherche à restituer la pièce « manquante » à travers archives et souvenirs. La rhétorique policière, qui procède par exclusion d'hypothèses et

fraye sa voie en faisant le vide, ne fonctionne donc que pour autant que le film est « plein ». Plein d'indices équivoques, de chemins qui ne mènent nulle part.

Pour la première émission, Jean-Pierre Marchand et Marie-Thérèse Cuny avaient choisi un procédé d'exposition polyphonique, proche de celui employé dans *L'affaire Lajarte* de Cassenti. Avec *L'affaire Lajarte*, Marchand, sur un scénario de Serge Gance, opte pour le classicisme : une histoire sans distance, prise dans l'œil d'un témoin unique, la caméra. Il ne lui restait qu'une solution pour tenir son rôle de coffre aux trésors : bourrer l'écran d'objets « inutiles ».

L'histoire tient en quelques mots : en 1833, Charles Lafarge, petit maître de forge provincial à moitié ruiné, épouse en catastrophe la dote incarnée par Marie, jeune Parisienne maladroite. Nourrie de Mûset et de Sand, elle découvre avec terreur que les relations conjugales ne se réduisent pas à l'amour fraternel. La grande maison de maître, délabrée, infestée de rats, hantée par une mère omnipotente, une sœur boulimique et un intendant véreux, se reforme comme un couvercle pour mûrisonner le drame. Les poudres que Marie avale pour se soigner se mêlent aux traînées d'arsenic destinées à éliminer les rats. Charles meurt. Empoisonné ?

Pierre Bellemare trouvera tout ce qu'il lui faut pour ses travaux de déblayage, mais le spectateur, lui, en a beaucoup plus : variation sur les brun-rouge et les gris-vert, sur les taïffetas et les dentelles, sur les cousins et le mobilier d'un univers en décomposition ; le film, remarquablement interprété, vaut pour lui-même. Il détourne l'attention du sens unique policier pour la déployer sur l'image, seule alternative que lui laissait la facture traditionnelle du scénario, d'ailleurs parfaitement ficelé. Un petit tour de force à l'actif de Marchand et du directeur de la photo, René Mathelin.

RETRANSMISSION LYRIQUE : « FIDELIO ». — Samedi 11 février, FR3, 20 h. 30.

Faust, de Gounod, mis en scène par Jorge Lavelli, au Palais Garnier : ce fut, on s'en souvient, un petit scandale à la scène et, lorsque ce « dépoussiérage » fit l'objet d'une retransmission sur Antenne 2 (le Monde date 18-19 janvier), les mélomanes, pour la plupart indignés, firent chorus.

Tous ceux qui, à l'époque, furent déconcertés ou séduits, doivent absolument renouveler l'expérience pour Beethoven et pour son unique opéra *Fidelio*, beaucoup trop rarement représenté en France. Michel Plasseau qui dirigeait les représentations toulousaines (ici filmées par Jean Maréchal et les équipes locales de FR 3) a pris — avec succès — le risque de monter cet admirable spectacle non pas au Capitole mais à la Halle aux grains. Grâce à une scène centrale surplombée de gradins (luxe présimant adapté au genre de « célébrations lyriques » qu'affectionne le metteur en scène argentin), deux mille cinq cents spectateurs purulent, chaque soir, bénéficiant du festin.

Le voit, mieux encore, accessible à tous les téléspéctateurs — à ceux du moins qui reçoivent la troisième chaîne — sans que le relais soit malheureusement assuré en stéréophonie sur France-Musique. Dix-huit micros ont cependant été prévus pour améliorer l'équilibre et la fidélité de l'enregistrement en monophonie.

Max Bignens a brisé ses traditionnels projecteurs en forme de cloche sur cet hymne à l'amour conjugal et à la liberté, joué dans des costumes qui ne doivent rien à la reconstitution historique. Dans Maria Slatinian (jeune Roumaine découverte à l'occasion de ce spectacle), Jacques Luchamp avait vu malgré son âge « la parfaite incarnation de Léonore ».

LES RUSES DE LA PUBLICITE

La mer dans un savon

IS ont choisi de l'appeler « Atlantio ». Des larmes, zoom sur la savonnerie. Le passage au gros plan, brisant notre vision usuelle du produit, le rend propre à de multiples projections métaphoriques : le moindre objet se mue alors en microcosme. Un savon deviendra un galet où un rocher, un univers, une soncoupe volante, tout ce qu'on voudra. Ici, le gros plan suffit à révéler la métaphore, car le savon Atlantio a été délibérément conçu dans la forme d'une vague pétrifiée : comme si, à l'inverse du processus courant, l'image avait engendré la chose.

Mais on ne reste pas sur ce gros plan. Un bref fondu-enchaîné, et voici la vague pétrifiée qui s'anime, le champ qui s'ouvre : nous sommes magiquement transportés au bord de la mer. L'Atlantio contient l'Atlantique ! On ne l'aurait pas cru, mais l'enchaînement des images ne nous laisse pas le temps de nous étonner. Pourquoi la mer dans un savon ? A priori parce que c'est un savon « aux algues marines ». Ce prétexte, mince si l'on en juge par la composition du produit, est l'occasion de développer trois thèmes liés au bain de mer : l'agrément (sensations de fraîcheur, de bien-être), la santé (l'eau et l'écologie revivifiants), la pureté (la vigueur décapante des algues). Mais sous ces arguments explicites se cache une symbolique plus subtile.

Sur la grève en effet, au milieu du tumulte des eaux, la caméra découvre

à nos yeux, aux deux sens du mot, une femme. Nue, tout à fait nue, ce qui s'appelle nue : une beauté livrant son corps à la violence envahissante des vagues qui l'assailent. Identifiées-vous, mesdames. La tête est renversée en arrière, comme pour mieux humer la brise iodée. Le corps s'abandonne à la violence envahissante des eaux, cuisses et poitrine offertes à l'Océan. La caméra alterne les plans sur les vagues qui se reniflent et sur la femme qui se pâme, en un va-et-vient assorti d'un fond musical enchanter (choeur de femmes rappelant les sirènes). Le tout suggère des ébats tumultueux entre deux partenaires dont l'un, l'Océan, enveloppe et pénètre l'autre, la femme, qui se fond en lui comme une algue, comme une nymphe : Atlantio, mesdames, « pour vous sentir vive et fraîche ».

L'Océan, c'était donc « lui » ! Pour se faire aimer des ménages, Atlantio s'est fait homme. La désinence du mot, comme Eric, comme Cedric, n'est-elle pas voulue pour son évidence masculine ? Atlantio nous promet symboliquement les âmes délectables d'une copulation sauvage, voilà ce qu'il fallait suggérer : suggérer, non pas dire, pour contourner les censures.

Interprétation excessive ? Allons : déjà, la belle Hélène de Girardoux comparait les hommes à des savons, histoire de s'y frotter. De là à identifier les savons à de grands hommes, les publicitaires n'ont pas perdu la leçon.

FRANÇOIS BRUNE.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : Le journal d'Yves Mourouli ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourrier reçoit un invité à 20 h.) ; vers 23 h. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Piarard (le mercredi, 17 h. 15).

Antenne 2 : Journal (le samedi, à 12 h. 30 ; magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). C'est la vie ; 20 h. Le samedi de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h. Le samedi de Patrick Lecocq et de Gérard Holz (en alternance).

FR 3 : 19 h. 55, « Flashs » (samedi le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, Credo (le 5) ; La source de vie (le 12) ; 10 h. 15, Prémices protestantes ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h. Messe en l'église N.-D.-de-Tour-Golde du plateau d'Assy (le 5) à Crécy-la-Chapelle, Seine-et-Marne (le 12).

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (informations tous les heures) ; 7 h. J. Parnat ; 9 h. Le magazine de P. Boueiller ; 10 h. Chansons à histoires ; 11 h. Anne Galland ; 12 h. L. Bozon et J.-C. Weiss ; 12 h. 30, Inter-midi

(reprise magazine à 13 h.) ; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs ; 13 h. 30, Le grand parler ; 14 h. Le temps de la culture (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 15 h. 15, Sous quelle étoile suis-je née ; 15 h. 45, Les oubliés de l'histoire ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salimbanques ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou rêve ; 22 h. Le Pop-Club.

M. MARCEL JULLIAN

RÉDACTEUR EN CHEF D'UN DOSSIER TV

Les *Nouvelles littéraires* consacrent un dossier spécial dans leur numéro 2621 (daté du 2 au 9 février) à la télévision et à son « impossible rendez-vous » avec la culture ; la rédaction en chef de cet encart a été confiée à l'ancien président-directeur général d'Antenne 2.

On retiendra surtout d'une longue interview de M. Marcel Jullian le passage qui concerne les sondages : « La première fois que je suis allé signer les accords franco-soviétiques de télévision, précise notamment M. Jullian, un an après ma nomination, j'ai été accueilli

par le président de la TV soviétique, M. Lépine, qui est en même temps ministre et qui m'a dit, à peine avions-nous commencé à bavarder : « Ah ! quand les communistes seront-ils au pouvoir, pour qu'un homme comme vous soit débarrassé des problèmes de sondages ! » Ça ne m'a pas fait plaisir, bien sûr. D'abord parce qu'il n'était pas souhaitable que nous ayons une leçon à recevoir ; ensuite parce que, finalement et curieusement, il avait raison. Or, je ne voulais pas entendre que c'était à ce prix-là que l'on pouvait faire de la bonne télévision. (...) »

Tribunes et débats

Pour les débats politiques, lire page suivante.

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Fugain reçoit Lanza del Vasto (lundi), le docteur Claude Brousseau

loux (mardi), André Rollin (mercredi), Gérard Aloka (jeudi), Anne Vergne (vendredi).

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur le cholestérol (lundi), le tabac (mardi), les colonnes (mercredi).

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15, *Hozana* ; 8 h. *Orthodoxie et christianisme oriental* ; 8 h. 30, Service religieux de la Fédération protestante de France ; 9 h. 10, *Économie Israël* ; 9 h. 40, Le Grand-Orient de France ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Bussat (lundi), Jean-Pierre Darnas (mardi), Georges Marchais (mercredi), Robert Bordes (jeudi), Raymond Levy (vendredi).

Les films de la semaine

« L'ENIGME DU CHICAGO-EXPRESS », de Richard Fleischer. — Dimanche 5 février, TF 1, 18 h. 14.

Suspense de soixante-dix minutes dans un train où des gangsters cherchent à tuer une femme protégée par un détective. Cherchez bien la femme ! Cet exercice de style de Richard Fleischer à ses débuts s'apparente à certains films d'Hitchock jusque dans l'humour.

« LES DOIGTS CROISÉS », de Richard Clemen. — Dimanche 5 février, TF 1, 20 h. 30.

Machinations compliquées autour d'agents secrets entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre. Cette comédie d'espionnage (couramment traitée « à la manière » de la sophistication de celles réalisées auparavant par Stanley Donen (*Charade*, *Arabesque*)). Elle cultive les stéréotypes et met surtout en valeur le couple dynamique formé par Marlène Jobert et Kirk Douglas.

« L'AVENTURE », de Michelangelo Antonioni. — Dimanche 5 février, FR 3, 22 h. 35.

La grande bataille du cinéma moderne (non événementiel, non psychologique) au Festival de Cannes 1960. La conservation d'Antonioni. Vide intérieur, mal de vivre, difficulté de la communication entre les êtres, au cours

de l'itinéraire sicilien de Marcello Mastroianni et Monica Vitti à la recherche d'eux-mêmes plus que de Léa Massari disparue. Une lumière crépusculaire baigne cette quête d'une vérité difficile à trouver. Toute la vision du monde d'Antonioni est dans ce film à la mise en scène intelligente et raffinée, qui a précédé *La Nuit*, *L'Eclipse* et *Le Désert rouge*.

« LA LOI DU SEIGNEUR », de William Wyler. — Lundi 6 février, TF 1, 20 h. 30.

Grand Prix très contesté du Festival de Cannes 1957. Message pacifique à travers l'aventure de quakers non violents pris dans la guerre de Sécession. On a reproché à Wyler une habileté excessive — et démagogique — dans le mélange de la comédie de mœurs pittoresque (il y a, en particulier, une certaine « bien cabotine ») et du drame moralisateur. Visible pourtant grâce à Gary Cooper, qui fait bien comprendre la psychologie du quaker.

« LES CAVALIERS », de John Frankenheimer. — Lundi 6 février, FR 3, 20 h. 30.

La persistance des traditions au cœur de l'Afghanistan. Un folklore local trop superficiellement décrit et les lieux communs d'un thème souvent traité : le conflit de générations. La virtuosité technique pare ce film d'at-

traits spectaculaires, spécialement dans les scènes du « buxkashi », où les cavaliers se lancent dans une mêlée furieuse.

« OTHELLO », d'Orson Welles. — Mardi 7 février, TF 1, 14 h. 30.

Reinventant Shakespeare, Orson Welles fait commencer son film par le cortège funéraire d'Othello et de Desdémone, montre l'ago dans une cage de fer et reconstitue toute la tragédie par un « retour en arrière ». Flamboyante et baroque, l'œuvre cinématographique d'Othello, avec son génie particulier, joue le More de Venise, est réellement shakespearienne.

« LA MAIN GAUCHE DU SEIGNEUR », d'Edward Dmytryk. — Mardi 7 février, FR 3, 20 h. 30.

Déguisé en prêtre, Humphrey Bogart prouve que l'habit fait le moine : il sauve les membres d'une mission américaine et leurs paroissiens chinois (ceci se passe en 1947) d'un bandit qui, pourtant, connaît son imposture. Sans Bogart, que resterait-il de ce film d'aventures que Dmytryk traite banalement ? Rien, sans doute.

« SOUDAIN, L'ÉTÉ DERNIER », de Joseph L. Mankiewicz. — Mercredi 8 février, FR 3, 20 h. 30.

Montgomery Clift arrache, par la psychanalyse, à Elizabeth Taylor une vérité que Katharine Hepburn voulait faire disparaître. Décadence de la société sudiste, et complexes en tout genre dans un drame freudien de Tennessee Williams magnifiquement mis en scène par l'auteur d'*Eve* et de *La Comtesse aux pieds nus*. Les décors créent une atmosphère trouble et morbide, les acteurs sont prodigieux.

« LE CHEMIN DU PARADIS », de Wilhelm Thiele. — Jeudi 9 février, A2, 15 h. 5.

Lillian Harvey-Henri Garat : le couple idéal des comédies européennes tournées en plusieurs versions dans les studios de Berlin, aux débuts du parlant, n'est plus, aujourd'hui, qu'un couple fantôme dont on ne comprend plus le succès. Désuet et insignifiant, ce film peut, pourtant, ramener quelques souvenirs nostalgiques, à cause de ses chansons.

« UNE ANGLAISE ROMANTIQUE », de Joseph Losey. — Jeudi 9 février, FR 3, 20 h. 30.

Exécutant un travail de commande (l'adaptation d'un

roman de Thomas Wiseman, qu'il n'avait pas choisi), Losey n'a porté à l'écran qu'un intérêt secondaire. L'essentiel de la mise en scène s'applique surtout aux décors d'un Londres bourgeois, d'Baden-Baden et de la Côte d'Azur, ainsi qu'aux personnages de Glenda Jackson, sorte de « Madame Bovary » anglaise. On en reste insatisfait.

« GUNGA DIN », de George Stevens. — Dimanche 12 février, TF 1, 20 h. 30.

Exploits de sergents de l'armée britannique aux Indes contre les Thugs. Les trois héros, Cary Grant, Victor McLaglen et Douglas Fairbanks Jr. évoquent, évidemment, les célèbres trois lanciers du Bengale. Mais ils ont, avec eux, Sam Jaffe, étonnant en porteur d'eau indigène (et loyal aux Anglais). Le film est dans la grande tradition du cinéma d'aventures hollywoodien. Et ne ressemble pas du tout à ce que George Stevens a réalisé par la suite.

« LE BEL ANTONIO », de Mauro Bolognini. — Dimanche 12 février, FR 3, 22 h. 40.

Une Sicile étouffée par les codes de l'honneur et de la virilité : un homme, sexuellement impuissant avec les femmes, qui vit un calvaire familial et social. Dans les replis d'une comédie de mœurs inspirée de Vitaliano Brancati, Bolognini camouffait (c'était en 1960) le thème de l'homosexualité. Passé lui-même travaillé à l'adaptation du roman. On peut regretter qu'il ne l'ait pas réalisé lui-même.

« LE ZINZIN D'HOLLYWOOD », de Jerry Lewis. — Lundi 13 février, TF 1, 20 h. 30.

Jerry Lewis sème la pagaille dans les studios d'Hollywood. Même lorsqu'on ne le voit pas on sait qu'il va forcément provoquer un incident comique. Son troisième film d'auteur complet, tourné en noir et blanc, est une extraordinaire leçon de burlesque. Avec Jerry, un gag, même simplement esquissé, porte très loin.

« LA VENUS AU VISON », de Daniel Mann. — Lundi 13 février, FR 3, 20 h. 30.

Les fausses amours d'une étude de mœurs façon presse du cœur. Elisabeth Taylor, dans un mauvais rôle, est opposée au pale Laurence Harvey. Et Daniel Mann a filmé, en « champs » et en contrechamps, « fort enroulés », des dialogues qui n'en finissent pas.

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَصْلِ

Le Monde

culture

LE JOUR
DES MUSIQUESTina, sans Ike,
à Paris.

Après avoir bousillé vingt années, le couple le plus fameux du rhythm and blues s'est dissocié, et, pour la première fois, Tina Turner vient à Paris, conduisant seule un cortège de dix-sept musiciens, danseurs et choristes, pour la bacchanale d'un dimanche.

Depuis 1957, où, invitée par Ike, elle fredonna un air de B.B. King, au Club Manhattan de Saint-Louis, Tina (alors Little Ann), qui ne se reconnaît que deux maîtres en musique, Roy Charles et Sam Cooke, n'a cessé de rouler sa bosse avec l'orchestre des Kings of Rhythm et, à partir de 1960, avec les trois vocaux successifs des «Tettes» — dont l'un d'entre eux deviendra les «Métettes», pour voir plus loin sans doute, gagner sa gloire et son autonomie.

Le groupe ne toucha d'abord que la communauté de couleur («A Fool in Love», 1961). Il fallut les Rolling Stones, qui l'invitèrent à Londres («River Deep, Mountain High», 1966) et l'associèrent à une tournée américaine («I've been loving you too long», 1968), pour que soit ébranlée l'invulnérable barrière raciale, plus impénétrable qu'on ne croit, et qui rend difficile, chez les spectateurs blancs, l'identification à des personnages noirs, fussent-ils les inspirateurs de leurs vedettes féminines.

Les Stones ont servi les Turner, et Ike a beaucoup aidé Tina en écrivant pour elle de bons thèmes («Proud Mary», 1971), en concevant de bons arrangements. Le pivot de l'aventure actuelle de la chanteuse c'est qu'on ne sait comment son grand talent va soit prolonger, soit trahir le sens de son action scénique, répertoriée et chorégraphiée comprise.

* Au Pavillon de Paris, porte de Poissy, dimanche 5 février à 20 h.

Lyon se souvient...

Le 19 décembre, mourut accidentellement Henri Gauthier, journaliste, fondateur du Hot-Club de Lyon et figure importante du jazz lyonnais.

Le 13 janvier, à l'Auditorium, les orchestres habitués à la scène du Hot-Club (4, rue de l'Arbre-Sec) se réunissaient dans un Memorial suivi par un large public. Du traditionnel à l'avant-garde, tous les styles étaient représentés : tous les styles, puisque Henri Gauthier les aimait tous ; et les plus modernes ne furent pas les moins fêtés, par un auditoire qu'on aurait pu croire mal préparé à leur prestation.

Jean Querlier,
Didier Levallet
en duo.

De toutes les formules récentes, le duo, sans doute, reste la plus exquise. Et, à peine paradoxale, la recherche aujourd'hui. Elle suppose une entente musicale sans défaut, et la production soutenue d'un chant à deux voix qui n'accepte qu'assez mal les confusions ou quelque prise de pouvoir. Du 1^{er} au 14 février, Jean Querlier (anches et instruments divers) et Didier Levallet (contrebasse), vieux compagnons de route des groupes Confluences et Musique à suivre, jeunes musiciens des plus intéressants, proposeront leur unité duelle à la Vieille Grille (18 h. 30, 1, rue du Puits-Vert, Paris-5).

Calendrier
du jazz.

Du samedi 4 au samedi 11 février : J.-C. Capon-C. Escouffé, duo (22 h. 30, Cénacle de la Montagne, 18, rue Descartes, 5^e). Du samedi 4 au dimanche 5 : Querlier-Levallet, duo (18 h. 30, Vieille-Grille, 1, rue du Puits-Vert, Paris-5). Samedi 4 : Portal, Roca, Romano, Jenny-Clarke (23 h. 30, Riverdop, 65, rue Saint-André-des-Arts, 6^e). Dimanche 5 : Tina Turner (20 h. Pavillon de Paris). Mardi 7 : Bernard Lubat Big Band (21 h. 30, Toteum, 66, avenue d'Ivry, 13^e). Mercredi 8 : Bobby Few-Mal Waldron (21 h. 30, Toteum). Jeudi 9 : H.-Bourde-L. Plouffe, Mal Waldron (21 h. 30, Toteum). J.-P. Mal-C. Alvin (20 h. 30, Musée d'Art Moderne, 11, avenue Wilson, 16^e).

Rock

Brian Eno, avant et après la science

Personnage de l'ombre, Brian Eno, l'éclectisme des compositeurs s'est épanoui. Son nom apparaît sur un grand nombre de productions essentielles avec cette discrétion qui le préserve des contraintes propres aux personnalités publiques. Brian Eno mène une carrière aventureuse qui refuse toute classification et dénie toutes barrières susceptibles de limiter ses expériences. Il porte sur chacune d'elles un regard neuf et décisif, toujours avec bon goût.

Brian Eno est un non-musicien, il aborde la musique en adoptant, comme si ses précédentes entreprises l'avaient dépourvu de connaissances. Spontanément, il se met à composer, à l'aide d'un ordinateur, d'un ordinateur qui remplace tout ce qu'il faut en question pour plus de fraîcheur, plus d'inspiration.

Enceinte ainsi qu'il pratique tout peu la scène, qui demande une présence, Brian Eno se consacre à la musique (les mêmes) et se contente de reproduire un univers déjà existant (le disque), sans exception.

Brian Eno entre en studio sans base préétablie : son inspiration du moment, les possibilités techniques créent la musique, et peu à peu la musique prend forme selon les tableaux qui lui viennent à l'esprit. C'est ainsi que les compositions décrivent des paysages ou des personnages, et meublent l'espace.

Brian Eno se plaît à croire qu'il existe une relation entre les différents aspects de la culture contemporaine. Son récent disque, *Before and After Science* (Avant et après la science) propose un sous-titre : «Quarante tableaux». Ce sont les dix morceaux qui composent le disque ajoutés aux quatre précédents de Peter Schöndorff — un peintre allemand avec lequel il travaille en collaboration. On trouve dans ce disque le charme délicat qui correspond au caractère même de Brian Eno, artiste sensible, sentimental aux idées générales. La musique navigue en douceur, élargit les distances grâce à des compositions étonnantes.

Une sorte de brume, née de l'utilisation subtile et concise des instruments et de la voix d'Ike, Eno, dispense un calme serénité, sans pour autant en perdre l'énergie. En dépit de son caractère de non-musicien, Brian Eno se distingue des créateurs de musique contemporaine par sa sensibilité, sa sensibilité. Il recherche la mélodie sans laquelle la musique demeure un exercice de style, un manifeste technique un peu rébarbatif.

Notre avis sur deux multiples, Brian Eno aborde avec imagination les horizons musicaux les plus divers. Avec *Roxy Music*, l'un des groupes de rock les plus originaux des années 70, il crée un monde en jeu de «super-jeux», sans voler très haut, les films que rôle qui ne l'a pas séduit, au-delà de sa fonction de musicien. On l'a vu enregistrer deux disques avec Robert Fripp, deux voyages hétéroclites ; deux autres avec David Bowie, deux œuvres où

l'éclectisme des compositeurs s'est épanoui. Producteur de John Cale, un ancien membre du Velvet Underground, du Portsmouth Sinfonia, un grand orchestre de musiciens improvisés qui interprétait tout bien que mal des œuvres classiques populaires, Eno a créé également sa propre compagnie discographique : Oblique Records. Elle lui permet de produire des musiciens en marge et de s'essayer lui-même à des musiques variées. A la musique, par exemple, cette musique de R.E.R., cette chose de nulle part qui sert à sonoriser les grandes surfaces, les ascenseurs, les stations-service.

L'environnement musical est conjugué alors aux sons naturels, aux éléments matériels qui constituent le décor. Il est le décor. Enfin, Brian Eno a écrit des publications telles que *Music For No-Musicians*. Autant d'aventures qui lui confèrent une place spéciale, privilégiée, au sein de la scène rock anglaise. Celle de l'avant-garde.

ALAIN WAIS.

* Discographie : *Before and After Science*, Polydor 2310 547.

Formes

Les vraies valeurs

Les expositions n'échappent pas à la loi des grands nombres. Il est si rare, en hiver, qu'une poignée de vraies valeurs se réunissent pour la masse des médiateurs. Ainsi Vera Pavlov (1), Samuel Topley (2), Hans Seltzer (3), Jean Hélieux (4), Geneviève Assé, dont l'œuvre gravé, assemblée en entier au Musée municipal d'art moderne (5), nécessitent une plus longue visite, pour ne parler que des artistes confirmés... à côté de ceux à découvrir.

Pavlov a retrouvé des aquarelles, jusqu'ici inconnues, de 1967 (et quelques-unes plus anciennes). D'extraordinaires paysages de Boulogne, absolument remarquables du jour. Bah ! elle est si insistante, dans sa loyale sincérité, qu'elle finit par le dominer, et il y a longtemps qu'elle se fait entendre : meurtre quarante ans. C'est une peinture incandescente, si on veut, qui pourrait prolonger la route tracée par Villard ; une peinture de plein air et d'intérieur, mais ces incertitudes («*Œuvres complètes sur l'édifice*»), remarque Daniel Marchesseau dans un des textes de la monographie publiée aux éditions du Centre de la recherche, chaque fois, chaque fois, chaque fois, bulgare dans une dominante psychique grisaille, ou ocre, ou moutarde, ou vert amande. En douceur. En vérité, ces

que ce mensuel doit l'écho qu'il semble susciter.

Sept années fidèles, en tout cas, se sont réunies pour célébrer l'anniversaire de l'Épiphanie de Paris pour dire qu'«*Antirouille*» ne devait pas disparaître, comme tant d'autres, faute de moyens, et, bien sûr, pour écouter des chants de ralliement — ceux de Michel Ripoché, Michèle Bernard, Djamel Allam et Jacques Higelin, des groupes Imago et Ange. Grâce aux recettes de la fête, le journal pourra survivre. Pour que la voix des jeunes puisse se faire entendre, il n'existe pas de solution providentielle.

EVELITA MOOD.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Le président de la République, qui a eu cinquante-deux ans le 2 février, a assisté vendredi soir avec sa famille au spectacle Raymond Devos au Théâtre Antoine.

Variétés

Les tanguos du Cuarteto Cedron

Comme une fumée s'échappe, minuscule sous le bois mouillé d'un feu qui ne meurt pas, s'élève l'atmosphère onctueuse de tango. Presque immobile, en noir sous la clarté pâle des faisceaux, les quatre musiciens du Cuarteto Cedron donnent un rituel, rétrospectif, aboutissement d'un travail entrepris depuis quinze ans.

Des tanguos des années 30, 40, 50 (*Arrabal enano*, *Volter de cines*, *García, Vago verde d'espino* et *Amor Trillo*, entre autres) à la canasta *Chacab* de Juan Gelman (la dernière création du groupe, monnaie en mai 1977 au Théâtre de la Ville) en passant par l'ensemble de leur répertoire, on peut suivre l'évolution du groupe et celle — peu connue ici — du tango argentin.

Le Cuarteto Cedron a changé sa manière. C'est l'un des meilleurs groupes de tango argentin. Il est retourné aux sources d'une musi-

que qui a bougé avec les transformations sociales et politiques, il a repris l'esprit de «*chronique sociale*», mais il s'est adapté justement à une réalité différente. Le premier il a utilisé des textes de poètes (Rafael Gonzales Tunon, Juan Gelman, ou des auteurs plus anciens, anacronismes précolombiens, amériques... et il chante l'amour, la rue, la ville, la solitude, puis l'Argentine aujourd'hui, la répression, la résistance.

Jamais le Cuarteto Cedron n'avait atteint cette maturité, cette sorte de calme, fait de retenue constante comme si l'atmosphère ancestrale, la tristesse inhérente, l'échec individuel répété, le récit paradoxique des amours ratés, se chargeaient d'une profondeur nouvelle. Plus grande malaise ? Plus conscience de ce qui se passe chaque jour, chaque nuit, dans leur pays. — C. H.

* Théâtre de la Renaissance, jusqu'au 17 février.

Musique

LE QUATUOR
DE PRAGUE

Les cinq concerts donnés devant les Amis de la musique de chambre, sous Gaveau, par le Quatuor de Prague, ont confirmé la haute qualité musicale de cet ensemble réuni par sa réputation et admirable intégrité de Dvorak (doux disques D.G.).

Ce qui caractérise ces quatre musiciens, c'est, outre leur homogénéité, leur extrême précision et leurs sonorités très pures, une expression intense et concentrée, presque tragique, dans le Quatuor en ré mineur K. 431 de Mozart, qu'ils interprètent avec une sorte d'expressionnisme abrupt, carrement proche de Schoenberg. Ils ne cherchent ni flatter ni à édulcorer le discours mais prennent le lyrisme au pied de la lettre avec un accent froid et fort. Et l'effet est bouleversant dans cette œuvre si brève, couronnée par les variations trépidantes du final et sa conclusion tragique.

Dans le Quatuor «*de ma vie*» de Smetana, c'est aussi cet aspect de confiance très véhément qui domine. Souvent contemplatif, ou déclamation romantique ornée de profondeurs, danses populaires mélangées aux danses de salon en une vision complexe où le pittoresque et l'ironie se mêlent, chant lyrique du tango, qui semble écrit pour des musiciens chargés d'émotion, et ce final plein d'énergie et de gaieté qu'il s'achève dans un pathétique renouveau, comme d'un air frappé au cœur.

Deux œuvres modernes figurent à ce dernier concert : le Troisième Quatuor de Martinu, témoignage de plus en plus vitalité de ce profond, malgré une brillante écriture, et le Troisième Quatuor de Jan Tausiger, personnalité officielle de l'école Dvořák, dont l'inspiration, par une peu courtoise dans ce pas en mode aléatoire.

JACQUES LONCHAMPT.

Comme l'an passé, le ministère de la culture et de l'environnement attribueront en 1978 des bourses d'aidé à la création musicale à des bourses de recherche (pour aider les compositeurs à réaliser un projet spécifique) et des bourses annuelles de création (permettant aux compositeurs de consacrer entièrement à leur œuvre pendant un an). En 1977, vingt-deux bourses de recherche et trois bourses annuelles avaient été attribuées. Les dossiers de candidature doivent être remis avant le 31 mars à la direction de la musique, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tel. 535-92-00 poste 246).

Coquetterie ? Non. Besoin planifié de fixer une œuvre en devenir, d'associer le spectateur à sa genèse. Un œuvre qui s'équilibre entre une «*reconnaissance*» de l'héritage culturel, de son esthétique, à l'aide de «*clémons*», comme le *Noces* de Varèse de Bouli, ou le *Belle Gabrielle*, ainsi que de l'apport de l'art brut (*Homage to Dada*) et ses intentions qui ne sont pas toujours innocentes. Elles vont jusqu'à l'allégorie et associer, avec humour, certes, les graffiti, les carottes et les pommes de terre, les champignons, les saucisses, les mouches scrupuleusement reproduites, les détails les plus triviaux aux problèmes du couple humain.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Daxil, 23, rue de Beaune.
- (2) Galerie Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Île.
- (3) Beldachasse Internationale, 26 bis, boulevard de Sébastopol.
- (4) Galerie Flunker, 25, rue de Tournon.
- (5) 11, avenue du Président-Wilson.
- (6) Centre culturel suédois, 11, rue Pavane.

**Si drôle
si intelligent
si réussi.**

**PREPAREZ
VOS
MOUCHOIRS**

Bertrand Blier prouve
que le cinéma français
peut s'éclater.

Interdit aux moins de 13 ans

A PARTIR DE MERCREDI

VOYAGE A TOKYO

Les films de ce cycle sont les plus importants de la production japonaise. Ils ont été réalisés par les plus grands réalisateurs japonais. Ils ont été distribués en France par la société de distribution de films japonais.

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE

**LE BOIS
DE
BOULEAUX**

Chef-d'œuvre de Andrzej Wajda

Le Monde économie-régions

L'ornithorynque appréhendé

Au rond-point de la Défense, parmi les tours qui obstruent la perspective de l'Étoile, il y a un gratte-ciel nommé *Aurore*, comme le croiseur russe de 1917. Mais ce grand vaisseau, tout en verre et ciment, n'est pas près de passer à la révolution.

Le vingtième étage est occupé par des bureaux dont la tige n'a rien à envier au reste de l'immeuble. C'est le siège parisien de Bulther-Mieg (ingénieurs-constructeurs), société multinationale d'origine helvétique. Une centaine d'employés modestes, un seul syndiqué avoué : M. Ernesto Bazanta, dessinateur industriel, âgé d'une trentaine d'années.

« Lui, déclare une de ses collègues, c'est un ornithorynque. » (1) D'abord, ce jeune homme affiche des opinions de gauche. Ensuite, il s'est affilié à la C.G.T. Pour corser le tout, il est d'origine espagnole : « En somme, un étranger ! »

Il y a un peu plus d'un an, M. Bazanta constituait à lui seul une section C.G.T. et se faisait désigner « délégué syndical ». C'est à ce titre, sans doute, qu'il décida l'indom de prendre la parole, lors d'une précédente cérémonie de Noël, après le discours traditionnel du directeur. Comme ce dernier s'était félicité de la bonne marche de l'entreprise, M. Bazanta émit quelques réflexions saugrenues sur le fait qu'apparemment les salaires ne suivent pas la progression du business. Il fut aussitôt mis à pied pour vingt-quatre heures, en attendant d'autres mesures.

Ces jours-là, c'est la guerre froide. En un an, le jeune dessinateur n'a pas reçu moins de dix-sept avertissements, oraux ou écrits. Le 4 janvier dernier, au terme d'une série de procédures, allant du tribunal de Courbevoie à la Cour de cassation, un jugement était rendu par le tribunal de

Colombes, qui autorisait le licenciement de M. Bazanta. Selon la direction, ce dernier a signé le 20 janvier l'accusé de réception de la lettre l'avertissant de cette procédure — ce que nie l'intéressé, qui conteste cette signature. Le lundi 30 janvier, il se présentait au travail comme d'habitude. Profitant de l'heure du déjeuner, il distribuait, dans plusieurs bureaux un tract syndical critiquant l'insuffisance des salaires et la direction appelait la police. Motif : « Perturbation dans l'entreprise. »

Plusieurs agents en uniforme, dépêchés par le commissariat de la Défense, s'emparèrent du syndicaliste et l'emmenèrent au poste pour vérification d'identité. Le lendemain, M. Bazanta se voyait interdire l'accès de l'immeuble et était de nouveau appréhendé.

Jeudi après-midi, une cinquantaine de membres de l'union locale C.G.T., auxquels s'étaient joints plusieurs dizaines de militants de la C.F.D.T. appartenant à diverses entreprises de Courbevoie, ont manifesté au vingtième étage du *building Aurore*. Ils entendaient obtenir la réintégration du syndicaliste, mais aussi « le rétablissement des libertés à la Défense ».

« Ce qui vient de se passer est un précédent grave, explique M. Jean-Pierre Pérucci, secrétaire de l'union locale C.G.T., la police intervient sur simple appel d'une direction qui révoque un employé, de techniciens ou de cadres acceptant leur sort. On rejoint Furmion par ces méthodes d'un autre siècle qui visent à étouffer toute expression syndicale. »

« A la Défense, concluent-ils, il y a quarante mille salariés, dont dix-sept mille femmes. » et « le patronat redoute d'y voir progresser les revendications », ajoutent les syndicalistes. — J.B.

(1) Étrange mammifère à bec de canard et à pattes palmées.

M. Giscard d'Estaing plaide pour le travail manuel

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, devait visiter, ce samedi 4 février, l'exposition sur le travail manuel au Grand Palais. À Paris, qui se terminera le 5 février. A 13 heures, M. Giscard d'Estaing devait répondre aux questions des journalistes et rappeler les orientations du gouver-

nement en faveur de la valorisation — jugée prioritaire — des métiers de l'industrie et de l'artisanat. D'autres expositions ont été organisées en France.

Le miroir aux alouettes

Des dizaines et des dizaines de milliers d'enfants ont visité ces derniers jours, à Paris, une exposition sur le travail manuel. Un peu partout, en France, des manifestations se sont déroulées sur ce thème. « Il est temps que le travail manuel soit à l'honneur », a déclaré le président de la République, le 15 janvier, peu de temps avant l'organisation par le gouvernement et des associations professionnelles de la deuxième semaine du travail manuel du 27 janvier au 5 février.

Avec une rare opportunité, le secrétaire d'État auprès du ministre du travail, M. Lionel Stoléru, multiplie les opérations de sensibilisation des Français à ce vrai et difficile problème. On se souvient encore des affiches qui, il y a deux ans, ont couvert les murs de nos villes : « Maintenez, priorité du travail manuel ». On peut aussi avoir en mémoire les visites sur le tas dans les usines, les colloques et meetings et les réunions d'études dans les départements, que M. Lionel Stoléru a organisées au sein d'une équipe de quatre OS. « C'est mieux », disent-elles. Combien gagnez-vous ? « On nous a demandé de ne pas répondre. »

D'autres entreprises qui exposent affirmant, par affiches, leur souci d'enrichir les tâches des ouvriers. Mais les quelques usines présentes au Grand Palais ont surtout consacré leur stand aux métiers des manuels : mécaniciens, ajusteurs, modeliers, fabricants ou terminants, sous les yeux des visiteurs, des pièces complexes, et belles. Mais où sont représentées les tâches pénibles et monotones des manœuvres et des ouvriers rivaux à la chaîne ou à des postes répétitifs ?

Nulle part ou presque. En revanche, la plupart des stands offrent une débauche d'exemples vivants sur les métiers d'art : face à une foule attentive, en majorité d'écoules, parfois de enfants de la maternité, un coiffeur, un potier, un tisserand, un ciseleur, un sculpteur, un orfèvre transmettent leur savoir ou leur art en un petit chef-d'œuvre. « Que le travail manuel soit prestigieux, c'est l'évidence même depuis des siècles », affirme M. Giscard d'Estaing. Certes ! mais il s'agit de métiers qualifiés et d'emplois très rares à trouver. Au sang de l'A.F.P.A. on mangère : les adolescents viennent réclamer des

postes enrichis pour des OS. Au stand Peugeot, une jeune femme qui déclare gagner 2.300 F net par mois est installée derrière un petit atelier individuel de montage d'un climatiseur pour voiture. Il y a quelques années, elle effectuait, toutes les deux ou trois minutes, les mêmes opérations sur un carrousel. Maintenant, elle monte entièrement l'appareil en une douzaine de minutes et apprécie le progrès.

Autand de Radiotechnique, des jeunes ouvrières en blouse blanche montent des sous-ensembles de postes de télévision en dix minutes, au sein d'une équipe de quatre OS. « C'est mieux », disent-elles. Combien gagnez-vous ? « On nous a demandé de ne pas répondre. »

D'autres entreprises qui exposent affirmant, par affiches, leur souci d'enrichir les tâches des ouvriers. Mais les quelques usines présentes au Grand Palais ont surtout consacré leur stand aux métiers des manuels : mécaniciens, ajusteurs, modeliers, fabricants ou terminants, sous les yeux des visiteurs, des pièces complexes, et belles. Mais où sont représentées les tâches pénibles et monotones des manœuvres et des ouvriers rivaux à la chaîne ou à des postes répétitifs ?

Nulle part ou presque. En revanche, la plupart des stands offrent une débauche d'exemples vivants sur les métiers d'art : face à une foule attentive, en majorité d'écoules, parfois de enfants de la maternité, un coiffeur, un potier, un tisserand, un ciseleur, un sculpteur, un orfèvre transmettent leur savoir ou leur art en un petit chef-d'œuvre. « Que le travail manuel soit prestigieux, c'est l'évidence même depuis des siècles », affirme M. Giscard d'Estaing. Certes ! mais il s'agit de métiers qualifiés et d'emplois très rares à trouver. Au sang de l'A.F.P.A. on mangère : les adolescents viennent réclamer des

renseignements sur les stages de formation pour tous ces métiers « prestigieux ». Là, il y a si peu de débouchés et les responsables de l'A.F.P.A. ont peu de propositions à présenter. Par contre, les deux mille offres de stages pour la formation d'ouvriers qualifiés dans la métallurgie et le bâtiment ne font pas recette.

Certains diront avec justesse qu'il est néanmoins nécessaire de mieux connaître tous les métiers artisanaux. D'autres ajouteront que dans l'industrie les tâches d'O.S. et que le gouvernement multiplie les réformes et améliorations.

Pourquoi nier ces efforts ? Là aussi, c'est l'évidence même. Mais encore faut-il mesurer la portée de ces changements. Les postes élargis ou enrichis ? Ils ne concernent qu'une minorité d'ouvriers sur les six millions et demi qui travaillent dans l'industrie. Et les syndicats ne sont pas seuls à rappeler que les récents progrès des techniques industrielles ont provoqué une déqualification des postes et le recours croissant au personnel féminin et immigré pour des salaires très faibles. Dans un document électoral sur l'emploi, le R.P.R. lui-même écrit que « l'appauvrissement des tâches, leur parcelisation croissante, l'absence de vraie responsabilité, les conditions de travail dégradées, les conditions de travail dégradées, expliquent certains comportements de refus ou de désintérêt. »

Et les initiatives gouvernementales ? S'il est vrai que les lois sur la sécurité du travail, la mensuration, constituent des progrès, d'autres initiatives, en revanche, se heurtent à l'hostilité ou à l'indifférence du patronat. La recommandation en 1976 en faveur de discussions sur la récu-

nération du travail au rendement et la garantie de revenus des ouvriers âgés a été un échec. L'invitation en décembre dernier d'accorder une prime de 120 francs n'a pas eu, semble-t-il, de grande portée. Refus des chambres de commerce qui emploient des manuels dans les ports, et qui exposent au Grand Palais. Refus dans les travaux publics, faible application dans le bâtiment. Opposition même dans cette profession à écrit à ses adhérents que cette mesure « présente des inconvénients majeurs en raison de la situation économique » et qu'elle « ne répond qu'à des intérêts particuliers ». Dans la métallurgie, l'application a été plus large, mais aussi plus diverse, un tiers des entreprises auraient accordé la prime et un autre tiers auraient consenti des sommes variables mais inférieures à 120 francs par mois. Petits pas non négligeables.

Certes, le secrétariat d'État au travail manuel n'existe que depuis deux ans ; certes, M. Stoléru et Giscard d'Estaing admettent que les réformes proposées sont une œuvre de longue haleine. Encore faut-il, à travers les discours et les manifestations, comme celle du Grand Palais, avoir le courage de le dire et de tout dire, au lieu d'offrir un miroir aux alouettes et d'écarter par la force les syndicalistes qui veulent distribuer des tracts d'un autre contenu. Pis, à trop vouloir magnifier le travail manuel qualifié, le risque est grand de créer chez les jeunes des illusions qui demain se transformeront en revêches quand, munis d'un C.A.P., ils devront accepter un emploi non qualifié.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CARNÉ

Naissances

— M. Jean CANAVAGGIO et Mme. née Fertine Ramia, sont heureux de faire part de la naissance de Laure, le 1^{er} février 1978.

Mariages

— M. et Mme Paul CRÉTIN sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille Marguerite-Marie avec M. André DUFLOS. Cet avis tient lieu de faire-part.

Décès

— M. et Mme Jean Arminot, M. et Mme Bernard Durand-Barrauld, Florence, Frédéric, Valentine et François Arminot, M. et Mme Laurent, Stéphanie, Marion et Benoît Durand-Barrauld, Mme Anne-Marie Courbet, Mme Emile Courbet, M. et Mme Gerardo Ferreira dos Santos, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de M. René ARMINOT, née Marie-Louise Courbet, pleusement décédé à Neuilly-sur-Seine, le 2 février.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 80, avenue du Roule, le lundi 6 février 1978, à 9 heures. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Feyzin (Mère), vers 16 h. 45. 35, boulevard Inkermann, 92300 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Denis BURNOUF, concessionnaire Citroën, survenu le 17 janvier 1978. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à rue René-Dumant, 50100 Cherbours.

— M. et Mme Ferdinand Deleris, Mlle Odile Deleris, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès accidentel de Marc DELERIS.

leur fils, frère et parent, survenu le mercredi 1^{er} février 1978, à l'âge de vingt-deux ans, à Londres (Angleterre).

Priez pour lui. La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans la plus stricte intimité à Bor-et-Bar (Aveyron). 50, rue Adolphe-Fajaud, 92100 Antony.

— Le docteur Jacques Fabre, professeur honoraire à la faculté de médecine de Toulouse, M. et Mme Christian Laguet, leurs enfants et leur petite-fille, M. et Mme Thadée Albein, leurs enfants et leur petite-fille, M. et Mme Jean Fabre et leurs enfants, M. et Mme François Fabre et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Jacques FABRE, née Marie-Madeleine Arnaud, endormis dans l'espérance de la Résurrection, le 29 janvier 1978. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part. 20, quai de Tournai, 31000 Toulouse. 13, rue Peyras, 31000 Toulouse. 7, rue Mirabeau, 31016 Paris. 14, rue du Pont-de-Tournai, 31000 Toulouse. 120, quai de Tournai, 31000 Toulouse.

— Le colonel Albert Lalaune, Francis et Marie-Françoise Lalaune et leurs enfants, Clotilde et Sadi-Claude Eulenne et leurs enfants, Stanislas Lalaune, Marguerite Martin, Michel Martin, et leur famille, ont le deuil de faire part du décès de M. Albert LALAUNE, survenu le 29 janvier 1978, à l'âge de quatre-vingt ans, dans la plus stricte intimité. Mme Lalaune fut directrice de l'École du 1^{er} septembre 1944 au 30 septembre 1955. (Née le 10 juillet 1898 à Paris, Lucy Prenant était agrégée de philosophie. Longtemps professeur au lycée Fénélon.

font part du décès de

Odile LALAUNE, née Martin, survenu le 3 février 1978.

Il vous invite à participer à l'eucharistie en signe de leur foi commune au jour de leur mariage, le 2 février 1978, à 15 h. 45, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Le Chesnay (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes, selon sa volonté souvent exprimée. Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue Albert-Joy, 78000 Versailles.

— Le bachelier Edouard Moutille, le docteur et Mme Pierre Moutille et leurs enfants, Mlle Nicole Moutille, Mme Jean Moutille, née Yvonne Dufresne, le docteur Max Dufresne, M. et Mme Moutille, Dufresne, Michon, Communay, ont le regret de faire part du décès de M. Edouard MOUTILLE, né Madeleine Dufresne, Palmar Académique, chevalier de l'ordre de Mérite Médaille, leur épouse, mère, tante et alliée, des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse s'est déroulée à La Baule le 2 février 1978. L'inhumation aura lieu à Caromb (Vaucluse), le 4 février 1978, dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 10, rue d'Anjou, Versailles. Villa « Mon Repos », av. Charlotte, Porchelet, 24, avenue des Evens, La Baule, 53, boulevard Suchet, Paris-16.

— Mme Georges Poupy, le docteur et Mme Jean-Louis Poupy et leurs enfants, M. et Mme Georges Poupy et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de M. Georges POUPY, inspecteur honoraire des transports, officier de la Légion d'honneur, l'inhumation a eu lieu à Châtelleraud, dans l'intimité, le 1^{er} février 1978. 67, avenue Aristide-Briand, 92100 Antony.

— La directrice, la directrice adjointe, le personnel, les élèves et les anciennes élèves de l'École normale supérieure de jeunes filles (ex-Sèvres), 45, boulevard Jourdan à Paris, ont le très grand regret de faire part du décès de M. Lucy PRENANT, née Soto, survenu le 29 janvier 1978, à l'âge de quatre-vingt ans, dans la plus stricte intimité. Mme Prenant fut directrice de l'École du 1^{er} septembre 1944 au 30 septembre 1955. (Née le 10 juillet 1898 à Paris, Lucy Prenant était agrégée de philosophie. Longtemps professeur au lycée Fénélon.

résistante avec son mari, Marcel Prenant, biologiste et dirigeant F.T.P., elle avait été révoquée sur le réquisitoire de Vichy. Elle avait été nommée, le 30 août 1944, directrice de l'École normale supérieure de jeunes filles (Sèvres). Elle avait consacré sa vie à l'étude du dix-septième siècle et était notamment la spécialiste et la traductrice de Leibniz.

— M. et Mme Marc Ullmann, leurs enfants et toute la famille, ont le grand regret de faire part du décès de M. Marc ULLMANN, née Denise Lang, survenu le 2 février, à l'âge de soixante-trois ans. Les obsèques auront lieu le lundi 6 février, à 10 h. 45, au cimetière des Batignolles, Paris-17.

Remerciements

— Angers. Les familles Brin et Juhel, remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont bien voulu leur témoigner leur sympathie lors des obsèques de M. Henri BRIN.

et les prient de trouver ici l'expression de leur très vive reconnaissance. — Mme Serge Flouest et ses enfants, profondément touchés par les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de M. Serge FLOUEST, et se trouvant très honorés de répondre personnellement à chacun, expriment leurs remerciements et leur reconnaissance à tous ceux qui se sont associés à leur peine. Mme Flouest, 69, avenue de Suffren, 75007 Paris.

Anniversaires

— Les maîtres, les élèves, les amis et toute la famille du docteur Alfred LANG, psychiatre des hôpitaux, se souviennent de lui au quatrième anniversaire de sa disparition prématurée. Il fut un homme et un médecin ; son souvenir demeure.

— Il y a deux ans disparaissait Clélia MAYER. Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connue et aimée. 6-4, 6-2, 6-0. Barman, un SCHWEPPES Lenson et un « Indes Tonic ». Les deux SCHWEPPES.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Corne du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MONNAIES

Des mesures pour enrayer la chute du franc ?

(Suite de la première page.)

En Lorraine, M. Mitterrand a déclaré : « En voulant faire croire que la baisse du franc serait due à l'éventualité d'une victoire de la gauche, et trait à l'échec de sa politique économique, le gouvernement spéculait sur la spéculation et prend une très large responsabilité. » Même attitude de la part de M. Fierman, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, qui a jugé « indigne l'attitude du premier ministre, qui tente de rejeter sur nous les difficultés de notre monnaie, dont sa politique est responsable. » Et tous deux de rappeler le glissement du franc depuis que M. Barre est premier ministre, glissement qu'ils évaluent en moyenne à 14 %.

Sur un plan technique, M. Raymond Barre a déclaré à Lyon que le gouvernement « veillerait à éviter une détérioration trop grave de notre monnaie sur le marché des changes, et est prêt à prendre, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires. Nous ne pouvons pas sacrifier de manière dilatoire la réserve de change de la France, mais nous avons un certain nombre de moyens,

et, si cela était nécessaire, ces moyens seraient mis en œuvre. » Et d'ajouter : « Ce n'est pas facile sur un marché de changes soumis au flottement des monnaies. »

En clair, cela veut dire que le gouvernement n'est guère désireux de jeter massivement dans la bataille les réserves de la Banque de France, estimant qu'il est encore trop tôt ; il pourrait se borner à prendre des mesures d'ordre technique. Déjà, les autorités monétaires ont raréfié les disponibilités des banques sur la place de Paris, de façon à gêner les achats anticipés de devises.

Dans un second temps, elles réduiraient plus ou moins sensiblement les taux d'intérêt sur la place de Paris, comme le font traditionnellement les banques centrales lorsqu'il s'agit de défendre une monnaie. Aient plus loin, les pouvoirs publics pourraient réduire les facilités dont disposent les importateurs pour acheter leurs devises, et, notamment, les délais de couverture à terme (généralement deux mois). Une telle mesure gênerait, certes, les opérations de commerce international, mais elle serait considérée comme le moindre mal dans la conjoncture présente. FRANÇOIS RENARD.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries des Peaux et Cuirs

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuirs, « SONIPEC », lance un appel d'offres international en vue de la réalisation de produits en main d'une unité de fabrication d'accessoires métalliques pour la chaussure et la maroquinerie à M'CHEDALLAH (W. de BOIRA).

Les sociétés intéressées pourront retirer le cahier des charges à la SONIPEC - DIRECTION DES ETUDES - 100, rue de Tripoli, HUSSEIN-DEY - ALGER, à partir de l'insertion de cet avis contre paiement de la somme de 200 DA.

Les offres devront parvenir par voie postale à la SONIPEC sous double pli cacheté avec mention « Ne pas ouvrir » - Soumission A.O. n° D.E/78/1, et ce au plus tard le 30 AVRIL 1978, le cachet de la poste faisant foi.

مكتبة من الأصل

AFFAIRES

Les difficultés financières des sociétés d'économie mixte

Plans de redressement et mécontentement communal

Plusieurs sociétés d'économie mixte de construction de la région parisienne éprouvent de graves difficultés financières. En raison de la mévente des programmes immobiliers, ces sociétés ne peuvent rembourser les emprunts

Plusieurs sociétés bancaires suisses et britanniques, créancières de la Société d'économie mixte de Dammarié-les-Lys (SEMIDA) en Seine-et-Marne, ont entrepris une action en justice afin de faire jouer la garantie accordée aux emprunts de la société par la municipalité. Elles demandent que la commune se substitue à la société d'économie mixte afin de régler les intérêts dus aux banques.

La SEMIDA a été créée en 1972; elle a réalisé à Dammarié trois programmes de logements dont un immeuble de quinze étages qui n'a pas trouvé acquéreur. La situation de la société est de plus en plus difficile et celle de la commune n'est pas meilleure. Celle-ci a d'ailleurs demandé à l'Etat et obtenu, ces deux dernières années, des subventions d'équilibre.

Plusieurs solutions sont envisagées pour tenter de résoudre ces difficultés financières: rachat par

un groupe bancaire des immeubles? Augmentation des impôts? La municipalité s'oppose à cette dernière solution. Les raisons de la mévente doivent être recherchées dans la situation dramatique qui se trouve dans le pays et les propriétaires frappés par le chômage, la réduction du pouvoir d'achat et la récession économique, déclare le maire de Dammarié, M. Robert Lepetit (P.C.). Les emprunts ont été contractés par les travailleurs, même s'ils souhaitent devenir propriétaires de leur logement, et ont plus le moyen de le faire. C'est pour quoi la municipalité s'oppose à ce que les travailleurs et les contribuables locaux supportent les conséquences financières de cette situation.

Accords et désaccords des municipalités

Dans le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis, c'est la Société d'économie mixte de la banlieue nord (SEMIBAN) qui est dans une mauvaise passe. Créée en 1955, avec le concours du groupe Paris-Ban, la société accuse un déficit de 250 millions de francs à la fin 1977. Le plan de redressement proposé par les pouvoirs publics a été refusé par les municipalités concernées (le Monde du 20 octobre 1977).

Depuis cette date, les divers partis semblent être parvenus à un accord et le projet de protocole présenté aux municipalités le 31 janvier, en présence d'un représentant du tribunal de commerce, a été accepté par les élus, excepté le conseil municipal de Saint-Ouen-l'Aumône. L'accord définitif devrait intervenir au cours des prochains jours. Afin de combler le « trou » de la Société d'économie mixte, la part des communes a été ramenée de 37 à 31 millions, celle de l'Etat s'élèvera à 43 millions. Quant aux banques, elles devront verser 170 millions.

Le conseil général des Yvelines a récemment décidé d'aider les communes concernées par les difficultés financières de la Société d'économie mixte qui opère dans le département, la SEMIBO. Le

département du Val-d'Oise prendra-t-il une décision comparable? En effet, contrairement aux municipalités des Yvelines qui avaient émis le vœu de racheter le patrimoine de la SEMIBO et obtenu l'aide financière du conseil général dans ce but, les élus du Val-d'Oise ne semblent pas prêts à faire racheter par le département les appartements invendus.

LE P.D.G. DE MANUFRAANCE DÉMISSIONNE

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.O. et F.O. ont annoncé ce samedi 4 février la démission du P.-D.G. de Manufraance, M. Jacques Petit, à l'issue de la réunion à Saint-Étienne du conseil d'administration de la firme.

M. Petit qui reste « directeur chargé de mission » de Manufraance, sera remplacé par M. Henri Fontvieille. [Rappelons que M. Petit, ancien directeur général du magazine Printemps (groupe Printemps), avait, lors de sa nomination, le 18 octobre dernier, annoncé qu'il se réservait de démissionner dans trois mois si les moyens financiers promus pour relancer Manufraance ne pouvaient être obtenus. Ces dernières semaines, M. Petit avait multiplié les contacts pour trouver un organisme financier prêt à participer à une augmentation de capital; l'aide de l'Etat était en effet liée à un apport de fonds propres.]

M. Henri Fontvieille (dont la famille détient 9 % de la société) n'est autre que l'ancien P.-D.G. de Manufraance, qui avait occupé ce poste d'avril 1977 jusqu'à l'arrivée de M. Petit.

Selon les syndicats, la direction Bouscass devrait annoncer, jeudi 9 février, lors de comités centraux d'entreprise de deux sociétés du groupe, la mise en chômage technique bilatérale de l'ensemble des salariés des usines vosgiennes. Cette mesure, dont les modalités d'application restent à définir, durerait quatre semaines à compter du 13 février.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES

• 77 millions de projecteurs
• 10 millions d'essais-glaces
• 8 millions de moteurs
• 5 millions d'alternateurs et démarreurs par an

• 2 milliards de francs de chiffre d'affaires
• 28 usines et 16 filiales dans 15 pays



1^{er} groupe français d'équipement électrique pour automobiles.

obligations de 300f. convertibles en actions

Intérêt annuel : 9 à 10 % | Taux actuariel brut : 11,25 %
(variable avec la durée) | (en cas de non conversion)

Souscription ouverte

Toute demande émanant des actionnaires et présentée avant le 7 février inclus sera servie.

Bate du 30 janvier 1977 - Note COS 78-05 du 10/1/78 disponible sur demande au Siège de la Société, 26 rue Guyonnet - 92132 Issy-les-Moulineaux.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE RÉASSURANCE SCOR

Une erreur typographique ayant modifié le sens du texte inséré dans notre numéro du 3 février 1978, nous publions ci-dessous le passage rectifié :
Le conseil d'administration a estimé que les perspectives de développement et de rentabilité de la société au cours des prochaines années justifiaient un apport de capitaux extérieurs qui a fait l'objet des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 16 janvier 1978. Cette assemblée générale a décidé :
— Une distribution d'actions gratuites à raison d'une action non-

velle pour six actions anciennes par incorporation au capital de 20 millions de francs de réserves ;
— Une augmentation de capital en numéraire pour une tranche de 70 millions réalisable immédiatement, assortie d'une prime d'émission de 11,25 millions de francs (16 %).
A l'issue de ces opérations, le capital sera ainsi porté de 120 à 210 millions de francs.
L'assemblée générale a autorisé d'autre part le conseil d'administration à accroître le capital dans les cinq ans à venir jusqu'au montant maximum de 250 millions de francs.

RÉGIONS

de-France

AU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE

Les rigueurs d'un budget de gauche

Le conseil général de l'Essonne où les élus de la gauche ne sont majoritaires que de fraîche date — a adopté, le vendredi 3 février, son budget pour 1978. Le premier avant-projet présenté par le préfet impliquait une majoration des impôts directs de 47 %. L'augmentation de la fiscalité qui sera supportée par les contribuables se limitera en fait à 11,88 %.

Cette limitation, a précisé M. Jean Oghe (P.C.), rapporteur général du budget, est obtenue au prix d'un effort exceptionnel de rigueur dans la gestion des affaires départementales. Le budget tout gaspillage, toutes dépenses de prestige. Pour Jeanlin (P.S.), il s'agit d'un choix raisonnable. Quant à

M. Ceccaldi-Pavard (majorité), il a déploré que ce budget soit trop serré.

Dans ce budget, dont le volume global grossit de 4,59 %, et qui porte sur 720 millions de francs, seulement 30 millions (soit 14 %) seront consacrés aux dépenses d'investissement contre 640 millions (soit 85,5 %) à celles de fonctionnement. Pour ce dernier chapitre, les dépenses d'aide sociale portent sur 334 millions de francs, soit plus 31 % par rapport à 1977.

On notera, d'autre part, que 80 millions de francs sont prévus pour les programmes d'aide aux communes, ce qui, sur ce chapitre, place l'Essonne parmi les tout premiers départements.

anche-Comté

L'arrêté d'expropriation

de la zone industrielle de Vesoul est annulé

De notre correspondant

Vesoul. — Le tribunal administratif de Besançon vient d'annuler l'arrêté d'expropriation des terrains qui devaient constituer la nouvelle zone industrielle de Vesoul. L'affaire a fait grand bruit, le vendredi 3 février. Haute-Saône. Mais au cours d'une action officielle, il a été enregistré pour l'instant.

L'arrêté préfectoral annulé avait été pris le 7 avril 1973 par Jean Cerez, alors préfet de Haute-Saône, qui déclarait d'utilité publique l'acquisition de 10 hectares de terrains agricoles l'ouest de Vesoul.

Le projet, étudié par la SODEC (Société d'équipement des zones industrielles), fut voté à bulletin secret, le 23 décembre 1972, par le conseil de district urbain de Vesoul par 21 « oui », 10 « non » et

5 bulletins blancs sur 37 votants. Les délégués des principales communes subalpines, Echenev, Quincey et Noidan, s'étaient vigoureusement opposés à l'opération (on parlait alors de 50 millions de francs) et le luxe excessif d'un lot artificiel de 30 hectares pour une ville de 20 000 habitants, « cela au détriment des priorités sociales ».

Parallèlement à cette contestation économique-écologique animée par les élus de gauche (minoritaires), une association de défense des propriétaires fonciers et exploitants agricoles s'est constituée lors des expropriations et a déposé une requête en annulation devant la justice.

Le tribunal administratif vient donc de faire droit à la requête de l'association foncière, qui avait fait valoir que les prescriptions légales destinées à préserver le patrimoine agricole que défendaient les expropriés n'avaient pas été respectées par l'arrêté préfectoral.

Nord-Pas-de-Calais

En 1977

UNE PERTE DE POPULATION DE DIX-HUIT MILLE PERSONNES

(De notre correspondant.)

Lille. — Le laboratoire économique de Lille vient de publier le bilan de l'année 1977 pour le Nord et le Pas-de-Calais. C'est la première fois qu'un tel document est établi. Dans les deux départements, on a dénombré 21 800 départs pour raison économique (contre 14 700 en 1976), soit 7 000 dans le secteur des eaux, 3 500 dans le bâtiment et 400 dans le textile. Depuis le début de la crise économique, la région du Nord-Pas-de-Calais a perdu 5 % de ses emplois industriels contre 4,7 % pour l'ensemble de la France.

Sur le plan démographique, on a enregistré une légère remontée des absences : 63 600 en 1977 contre 60 000 en 1976, mais le solde migratoire reste toujours négatif : 10 000 personnes ont quitté la région en 1977.

SPÉCIAL LOGEMENT

La Banque Populaire ouvre les portes du crédit.

Déblocage des crédits immobiliers? La Banque Populaire ne perd pas de temps!

Elle vous propose immédiatement ses nouveaux prêts conventionnés.

Devenez enfin propriétaire.



Une nouvelle façon d'acheter DE L'OR



Un triple investissement réservé à 50 personnes au monde.

La première pièce d'or éditée est une superbe monnaie de Lymanus, roi de Tharce, à l'effigie d'ALEXANDRE LE GRAND déifié, frappée au III^e siècle av. J.-C. La frappe actuelle de cette pièce, en or massif 22 carats, est strictement limitée pour le monde entier à 50 exemplaires seulement. Chaque pièce, outre le millésime, porte le poinçon de garantie de la MONNAIE DE PARIS et est accompagnée d'un Certificat de Garantie Officiel.

Chaque d'elles est frappée à l'unité, au balancier, lors du circuit industriel, dans le respect des anciennes traditions, à partir de coins (matrices) minutieusement gravés à la main par de grands maîtres-graveurs.

Avec le temps, cette superbe collection de pièces antiques garanties par l'Etat, constituera un ensemble de haute valeur artistique : dans un médaillon, ou comme bijou, elles susciteront bien des rêveries historiques.

bien des émotions artistiques et bien des convictions. Sur le plan du nombre, certaines pièces seront plus rares que les originaux eux-mêmes.

Une exclusivité à ne pas manquer pour diversifier votre patrimoine.

Si vous désirez en savoir davantage, avant que les 50 pièces d'or d'Alexandre ne soient épuisées, adressez-nous dès aujourd'hui le bon à découper ci-contre. Vous recevrez par la poste une documentation gratuite et détaillée : photo couleur, poids, prix, conditions de paiement, délais, programme de la collection, notice technique et historique, spécimen du Certificat de garantie de la Monnaie de Paris. Vous aurez alors 10 jours pour prendre une décision en toute liberté. Pendant ce délai et selon l'ordre d'arrivée des réponses, une des 50 pièces vous sera réservée en option, sans que cela ne vous engage à un achat quelconque.

(*) La Monnaie de Paris est un Service d'Etat rattaché au Ministère des Finances. Elle fabrique toute la monnaie métallique Française, ainsi que celle de nombreux Etats étrangers.

VENTE EXCLUSIVE AUX ÉDITIONS D'ART :



JEAN-MARCO LALETA

Représentant agréé de la Monnaie de Paris

9, faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

BON-REPONSE

à adresser aux Éditions J.-M. LALETA

9, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

Je désire recevoir par la poste, sans aucun engagement de ma part, une documentation gratuite sur les pièces d'or frappées par la MONNAIE DE PARIS.

M., Mme, Mlle :

Adresse :

Code, Ville :

ÉNERGIE

L'incertain avenir énergétique

II. — Feu le programme Messmer

par BRUNO DETHOMAS

Plusieurs études réalisées en 1977 par des organismes internationaux ou de grandes sociétés convergent pour prévoir des tensions dans l'approvisionnement pétrolier des pays industrialisés des années 80. Le Monde du 4 février. Pourtant, ceux-ci éprouvent quelques difficultés à mettre en place des politiques énergétiques appropriées.

« L'évolution internationale a renforcé le bien-fondé de l'analyse menée en France depuis 1973 à l'instar de la Délégation générale à l'énergie.

C'est en effet en janvier 1975 que le Conseil supérieur de planification avait défini les grandes options de la politique énergétique à moyen terme. Réduction de la dépendance et diversification devenaient les maîtres mots de choix imposés par la pauvreté de la France en ressources énergétiques. Priorité était donc accordée aux richesses nationales.

Le principal espoir pétrolier réside dans la mer d'Irène, où les premiers sondages ont été négatifs. La production de gaz de Lacq va commencer à décliner dès 1982 et il est peu probable que l'on retrouve un gisement de cette importance. Les sites hydrauliques que l'on pourrait équiper dans des conditions économiques

acceptables ne représentent, selon la commission d'étude de la production d'électricité d'origine hydraulique et marémotrice, que de 4 TWh à 5 TWh (1). Enfin, le charbon se voit condamné, selon les planificateurs, par la faiblesse de ses réserves, son coût élevé et la difficulté du recrutement des mineurs de fond. En revanche, la France dispose sur son territoire de 3 % des réserves mondiales d'uranium (contre 0,12 % du charbon, 0,02 du pétrole et 0,34 % du gaz naturel) pour une consommation égale à 3,2 % des besoins mondiaux.

La réduction de la dépendance passe donc inévitablement, au dire des experts gouvernementaux, par le recours à l'énergie nucléaire. Alors que le parc de centrales nucléaires était de 3 000 MW fin 1974, le plan Messmer prévoyait un équipement de 45 000 MW en 1985, soit la construction en dix ans d'une quarantaine d'unités pour un investissement total évalué à 101 milliards de francs 1975.

Mais il y a un détail dit M. Mentré, délégué général à l'énergie, sur le contenu en valeur ajoutée française des centrales nucléaires, qui est de 90 %, contre 60 % pour les centrales au charbon et de 50 % pour celles au fuel.

L'objectif de 1976

Le programme, révisé en 1976 pour tenir compte du ralentissement économique de l'année précédente, prévoit que l'électricité d'origine nucléaire interviendra pour 248 TWh en 1985, soit 68 % des besoins du pays en électricité et 24 % du bilan énergétique national ; ce sera la proportion la plus forte de tous les pays industrialisés (2). Dans le même temps était préconisé un important programme d'économies d'énergie qui tendait à diminuer la consommation française de 45 millions de Tep en 1985 (alors que la contribution du nucléaire à la même époque était supposée représenter 55 millions de Tep). L'investissement pour ce faire ne dépassait pourtant pas 10,7 milliards de francs.

A cela devaient s'ajouter l'équipement de quelques sites hydrauliques (notamment sur le Rhône), le ralentissement du déclin du charbon et un apport non négligeable de nouvelles d'ici à 1985, 500 000 logements devaient être construits grâce à la géothermie et 2,5 millions disposer de capteurs solaires).

Quant à la diversification annoncée des sources d'énergie, elle supposait une certaine substitution des énergies renouvelables aux énergies plus anciennes (la part du gaz naturel devait doubler, par exemple, passant de 8 à 16 % du total), ainsi que la recherche de nouveaux fournisseurs pour les compagnies pétrolières nationales, chargées pour cela d'investir dans l'exploration.

Trois ans après que ces choix eurent été arrêtés et que la prudence que rend nécessaire une aussi courte période de référence — on ne saurait dire que cette politique ait été engagée avec toute la détermination voulue, même si M. Mentré, délégué à l'énergie, peut constater : « Notre taux de dépendance a été de 75 % en 1977 ; sans notre action, il eût été de 80 % ».

L'entrée modeste des énergies nouvelles

Freinée par la pénétration accélérée de l'électricité dans les logements neufs et par l'absence de structures industrielles, l'énergie géothermique ou solaire a pris du retard. En géothermie, seuls douze mille logements ont été équipés jusqu'à présent ; soit le quart de ce que l'on avait prévu d'ici à 1985. Dans le domaine de l'énergie solaire, 40 000 mètres carrés de capteurs ont été construits en 1977 et 58 000 depuis 1974, soit le centième du chemin à parcourir si l'on veut équiper de chauffe-eau solaires et éventuellement de chauffages les 2,5 millions de logements prévus par le VII^e Plan (ce qui ne représenterait pourtant que 1 % du bilan énergétique national).

La création, fin 1977, d'une société publique de géothermie et la subvention de 1 000 F qui va être accordée en 1978 aux particuliers qui s'installent dans leur maison, suffiront-elles à faire naître des industries dont la clientèle est encore limitée par un « surcoût » non négligeable lors de l'installation (de 3 500 à 4 000 F pour un particulier qui s'équipe d'un chauffe-eau solaire) ?

Sans doute a-t-on économisé 33 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep) en 1977 comme en 1976. Mais là aussi les satisfécits que se décerne le gouvernement sont discutables. Si cet infichissement traduit le succès de la politique française, comment expliquer qu'entre 1972 et 1976 les besoins énergétiques de notre pays aient augmenté de 11,8 %, ceux des Néerlandais de 11,6 %, ceux des Italiens de 8,9 % et ceux des Allemands de 4,9 % ?

acceptables ne représentent, selon la commission d'étude de la production d'électricité d'origine hydraulique et marémotrice, que de 4 TWh à 5 TWh (1). Enfin, le charbon se voit condamné, selon les planificateurs, par la faiblesse de ses réserves, son coût élevé et la difficulté du recrutement des mineurs de fond. En revanche, la France dispose sur son territoire de 3 % des réserves mondiales d'uranium (contre 0,12 % du charbon, 0,02 du pétrole et 0,34 % du gaz naturel) pour une consommation égale à 3,2 % des besoins mondiaux.

La réduction de la dépendance passe donc inévitablement, au dire des experts gouvernementaux, par le recours à l'énergie nucléaire. Alors que le parc de centrales nucléaires était de 3 000 MW fin 1974, le plan Messmer prévoyait un équipement de 45 000 MW en 1985, soit la construction en dix ans d'une quarantaine d'unités pour un investissement total évalué à 101 milliards de francs 1975.

Mais il y a un détail dit M. Mentré, délégué général à l'énergie, sur le contenu en valeur ajoutée française des centrales nucléaires, qui est de 90 %, contre 60 % pour les centrales au charbon et de 50 % pour celles au fuel.

CONSUMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE EN FRANCE

(En millions de Tep)

	1974	1975	OBJECTIF 1980	OBJECTIF 1985
Pétrole	112	102,4	117,2	98
Charbon	32	28	25	23
Gas	16	17,3	26,5	37
Électricité	15,9	17,3	30,8	69
dont :				
— Nucléaire	3	3,9	17,1	55
— Hydraulique	12,9	13,4	13,7	14
Energies nouvelles			9,5	3
	175,9	165	205	232

semblablement en 1978 un contrat avec la Nigeria et peut-être avec l'Algérie.

Les motifs de satisfaction — encore que la réduction de la production charbonnière soit contestée par certains — s'arrêtent à l'origine diversifiée, nos approvisionnements pétroliers ont été concentrés sur quelques pays. Quatre d'entre eux, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran et les Émirats arabes unis fournissent 71,6 % de notre « brut » et la première nommée intervient à elle seule pour 35,6 % du total. D'autre part, l'échéance du contrat de co-production Sonatrach-Elf-Erap en 1978 a eu pour conséquence une diminution notable de la part des sociétés françaises dans la production du pétrole. Au moment même où la capacité d'importation d'Elf-Aquitaine — comme d'ailleurs celle de la C.F.P. — est érodée par des pertes substantielles dans le secteur du raffinage.

jointe du G.N.P.F. et de la rue de Rivoli, il faudra donc trouver d'autres moyens financiers pour l'agence de M. Syrota.

Le programme nucléaire, lui-même, a pris un retard important. Pour diverses raisons : difficultés technologiques sur les prototypes que constituent les premières centrales à eau pressurisée PWR (Fessenheim 1, première de ce type, a été rattachée au réseau au mois d'avril) ; exigences de sécurité en cours d'acceptation des travaux ; difficultés d'obtenir des sites. Cela a allongé de plus d'un an les délais de construction.

Dans l'état actuel des travaux, estime-t-on à E.D.F., la production d'électricité d'origine nucléaire ne dépassera pas 165 milliards de KWh en 1985, soit moins de 50 % de la consommation totale d'électricité. Si le rythme de 5 000 voire 4 000 MW nouveaux par an apparaît maintenant mieux adapté — dès lors que l'on peut exporter deux centrales par an — et que la part de 20 % du nucléaire dans notre bilan d'énergie en 1985 est jugée « plus conforme à ce que font nos voisins » — il faut noter que ce ralentissement n'a, en aucun cas, été volontaire. Pour en compenser les conséquences, l'entreprise nationale va construire une centrale au charbon au Havre et elle a demandé au gouvernement l'autorisation de mettre en place quelques turbines à gaz.

Le gonflement du prix du kWh nucléaire, passé de 3,83 centimes en 1973 à 9,7 centimes au 1^{er} janvier 1977, n'est pas non plus sans inquiéter. Tout compte fait, le poids accru des investissements alors que la croissance de l'économie, donc la richesse nationale, reste inférieure aux prévisions du Plan, E.D.F. est des lors obligée de mobiliser des ressources financières énormes (18 milliards en

1977, 20 milliards en 1978) et d'emprunter sur les marchés financiers français et étrangers des montants considérables en raison de sa faible capacité d'autofinancement.

« L'effort demandé à la nation pour financer un programme énergétique inchangé atteindrait un niveau qui serait à la limite de la faisabilité », affirme M. Schwartz dans son rapport sur le budget. La commission de l'énergie du Plan, après une réunion en mai 1977, déclarait que ce programme « ne peut être maintenu dans les incidences possibles d'un développement plus modéré sur les besoins en énergie aux horizons 1985 et 1990 ». Telle ne semble pas être la voie choisie par le gouvernement.

Reste que ces dérançages du programme énergétique français concourent à accroître le terme des importations de pétrole, dont la facture s'est élevée cette année à 54 milliards de francs.

(1) TWh : Tera Watt heure = 1 milliard de kilowatt-heure.
(2) En 1985, l'électricité d'origine nucléaire représenterait 68 % du bilan énergétique au Japon, 16 % en R.F.A. et 16 % aux U.S.A. et les programmes de ces pays étaient respectés.

Prochain article :

GROISSANCE
OU ADAPTATION ?

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé
APARTEMENTS
DE LUXE

CHALET TYPIQUE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE

Crédit 70 % sur 20 ans intérêt 6 %
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA

Cas postale 82
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Lourde chute du franc

Le fait saillant de la semaine, et quasiment la seule préoccupation des marchés des changes à la veille du week-end, a été le brutal accroissement de la faiblesse du franc. Due essentiellement à des facteurs psychologiques et à l'inquiétude de certains opérateurs tant français qu'étrangers devant la possibilité d'une victoire de la gauche, la chute de notre monnaie a été lourde : le franc a perdu 3,5 % en moyenne et touché ses plus bas cours historiques à Amsterdam, Bruxelles, Francfort et Zurich.

Il fallait bien que cela arrive un jour. Un tel phénomène avait été prévu depuis un an par les cambistes, très exactement depuis le raz de marée de la gauche aux élections municipales. Les milieux financiers s'attendaient même plus tôt, et certains responsables dans les cabinets ministériels ou à la Banque de France ont même été surpris qu'il ne se produise que six semaines avant les élections législatives.

Déjà, la semaine dernière, nous relatons la possibilité d'un accroissement de la faiblesse du franc dans les jours qui suivraient une certaine pression commençant à s'exercer sur le franc. Ce fut dans l'après-midi de mercredi que tout commença vraiment. Apparemment, les non-résidents commencèrent le bric à brac en passant des ordres de vente de francs assez importants, les rumeurs les plus diverses ayant couru, notamment à propos de nouveaux sondages d'opinion à la majorité présidentielle. En quelques heures, le cours du DOLLAR passa de 4,73 F à 4,77 F. Le lendemain, le franc se retrouva à 4,80 F. Le DOLLAR bondissait à 4,84 F et le DOLLAR DEUTSCHMARK à 2,28 F (contre 2,24 F les jours précédents). Vendredi, ce fut la cote des « petits » clients, sans qu'il y ait eu des banques suisses, allemandes, anglaises et américaines continuant à se déstabiliser de notre monnaie. A la veille du week-end, le DOLLAR était à 4,90 F et le DOLLAR DEUTSCHMARK à 2,30 F.

On comprend donc que les pouvoirs publics soient assez embarrassés devant la brutalité et l'ampleur de ce mouvement que, par certains côtés, ils jugent préjudiciables à l'économie. Ils ont tenté de freiner et celle de ne pas gêner trop les opérations de commerce extérieur, ils hésiteraient à prendre des mesures maintenant des mesures précipitées (voir en page 10).

Que faire en effet en présence d'un phénomène « psychologique » qui ne doit rien à des causes éco-

nomiques précises (l'inflation et le déficit du commerce extérieur se réduisent ? Comme on l'a vu, le mouvement de baisse s'est déclenché d'un seul coup prenant de l'ampleur à la suite d'un phénomène de « boule de neige » bien classique. Il semblerait qu'à l'étranger on ait brutalement pris conscience qu'après tout, la gauche pouvait bien passer, le meilleur financier agissant avec l'épouvantail de l'inflation galopante et de la chute de la monnaie (le dollar à 6 F ou 7 F.). Ajoutons-y les propos de M. Mitterrand sur la possibilité d'une crise constitutionnelle et ceux de M. Marchais revendiquant des portefeuilles ministériels pour son parti, et le climat est créé. A l'étranger, le DOLLAR, qui s'était ressaisi lundi à l'annonce

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne intérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira
Londres	—	1,9420	5,5595	2,8131	4,0900	63,4389	4,3768	1686
New-York	1,9430	—	20,3252	36,9554	47,5659	3,0627	44,3851	1694
Paris	1,9520	—	21,1350	36,9529	47,3933	3,0590	44,3771	1691
Zurich	3,5593	4,9200	—	350,70	233,72	15,8689	218,42	5,61
Amsterdam	9,2271	4,7778	—	239,34	254,02	14,4680	209,13	5,41
Bruxelles	3,4131	1,9625	39,8802	—	93,3304	6,8107	67,1284	2,28
Francfort	3,8352	1,9750	41,7812	—	93,6018	6,8116	67,3882	2,27
Genève	4,0900	2,1050	42,7845	107,2611	—	6,4471	63,4517	2,43
Madrid	1,1187	2,1100	44,6271	106,8354	—	6,4545	63,3628	2,42
Bonn	63,1368	32,6500	6,6361	16,6368	15,3796	—	14,6980	3,71
Stuttgart	63,1105	32,6900	6,6313	16,5512	15,1928	—	14,6616	3,70
Amsterdam	4,3766	22,25	43,7825	111,7770	107,0071	6,8889	—	2,28
Milan	4,1115	226,00	47,5101	111,4303	107,1090	6,9124	—	2,24
	1886,52	958,00	176,42	442,29	412,35	26,5899	385,34	—
	1894,33	968,00	182,62	439,49	411,37	26,5521	384,07	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la cote de 100 francs français de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemark de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

peuvent atteindre 2 à 3 milliards de DOLLARS en peu de jours. Les banques suisses, allemandes, anglaises et américaines continuant à se déstabiliser de notre monnaie. A la veille du week-end, le DOLLAR était à 4,90 F et le DOLLAR DEUTSCHMARK à 2,30 F.

On comprend donc que les pouvoirs publics soient assez embarrassés devant la brutalité et l'ampleur de ce mouvement que, par certains côtés, ils jugent préjudiciables à l'économie. Ils ont tenté de freiner et celle de ne pas gêner trop les opérations de commerce extérieur, ils hésiteraient à prendre des mesures maintenant des mesures précipitées (voir en page 10).

Que faire en effet en présence d'un phénomène « psychologique » qui ne doit rien à des causes éco-

d'un déficit commercial en nombre inférieur aux estimations à l'exportation, le franc a subi un effet « mécanique » bien connu : les achats de devises fortes par les Français les ont fait monter par rapport au dollar qui a fléchi d'autant.

On note également une baisse de la livre, en liaison avec la dégradation du climat social.

Sur le marché international, l'or, c'est le calme plat : le prix de 175 dollars l'once obtenu à enchères mensuelles du FOM monétaire a déçu, et le prix de l'once est donc resté à ce niveau.

FRANÇOIS RENAUD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DE L'ÉTAIN ET DU CAFÉ

MÉTALLS. — Le fléchissement des cours du cuivre a marqué un temps d'arrêt au Metal Exchange de Londres. Ils sont restés, compte tenu de la dépréciation de la livre sterling, pratiquement à leur niveau le plus bas depuis deux décennies. Le marché a été influencé par la légère réduction des stocks britanniques à 543 325 tonnes (1 975 tonnes) et par des expéditions de métal plus importantes vers les États-Unis, avant que des droits plus élevés ne freinent le commerce international.

Les cours du zinc se maintiennent à des bas niveaux à Londres. La production mondiale de métal s'est élevée à 6,8 millions de tonnes contre 6,7 millions de tonnes en 1976, selon les prévisions formulées par le département américain des mines.

Un producteur allemand compte ramener le stock de métal à 530 000 tonnes, inférieur de 50 000 tonnes au précédent. Ce prix est passé de 795 à 700 puits

à 600 dollars la tonne en 1977, supérieur encore de plus de 100 dollars aux cours du marché de Londres.

Léger repli des cours de l'argent à Londres. Les stocks mondiaux de métal ont diminué de 2,5 millions d'onces troy à fin 1977. Quant à la production mondiale, elle a fléchi de 10 millions d'onces troy par rapport à l'année dernière. Les importations des autres pays producteurs.

TREUR. — Variations peu importantes des cours de la laine et des autres matières premières. Les prix se sont raffermis et les achats de soutien effectués sur la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

En hausse à Paris, les cours de sucre se sont repliés à Londres et New-York. La récolte de 1977 sera inférieure de 7 % à la précédente ; aussi des rumeurs faussent-elles d'importants achats par la commission de la laine sont devenus moins importants à la fin de 1977, la commission néo-zélandaise de laine a été réduite de 121 000 tonnes à 120 000 tonnes.

